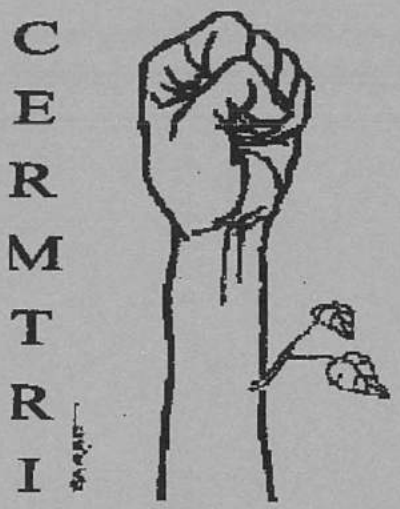
Cahiers du mouvement ouvrier

• Christian Coudène : Les rythmes de la révolution allemande - Suicide d'une république ou trahison d'une révolution - Le roi Ebert, le maréchal et le caporal • Martemian Rioutine : Staline comme théoricien et comme chef • Jean-Jacques Ayme : Les Jeunesses socialistes SFIO 1944-1948...



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 44 - Quatrième trimestre 2009 (octobre-novembre-décembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

• Jean-Paul Marat :
— Pour le droit d'association ..... p. 5
— Contre le vote censitaire ..... p. 9

• Nicole Perron : Trois *Cahiers du CERMTRI* sur la révolution française ..... p. 11

• Christian Coudène :
— Les rythmes de la révolution allemande ..... p. 17
— Suicide d'une république ou trahison d'une révolution ..... p. 23
— Le roi Ebert, le maréchal et le caporal ..... p. 27

• Léon Trotsky :
—La propagande antireligieuse ..... p. 31

• Martemian Rioutine :
— Staline comme théoricien et comme chef ..... p. 37

• Jean-Jacques Ayme :
— Les Jeunesses socialistes SFIO 1944-1948 ..... p. 45

• Marc Teulin :
— Khrouchtchev et la « réhabilitation » des victimes de Staline ..... p. 53

• Deux épisodes de la lutte des classes sous Khrouchtchev ; Timour-Taou et Krasnodar ..... p. 57

• Jean-Jacques Ayme :
— Science et Vie junior : Hitler-Staline-Mao ..... p. 63

• Nicole Perron :
— La fabrique de l'histoire... ..... p. 69

• Les IPR de Paris toujours à la pointe de la formation ..... p. 77

• Jean-Jacques Marie :
— L'histoire sous surveillance..... p. 81

• **Un article sur l'ouvrage d'Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron ..... p. 85**

• **Chronique des falsifications ..... p. 89**

• **Notes de lecture ..... p. 93**

• **Appel pour la défense de l'histoire contre la réforme Chatel ..... p. 105**

EN 1900, DANS SON DÉBAT AVEC JULES GUESDE, JAURÈS ÉVOQUE LA *"LUTTE INCESSANTE DU SALARIÉ QUI VEUT ÉLEVER SON SALAIRE ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE RÉDUIRE, DU SALARIÉ QUI VEUT AFFIRMER SA LIBERTÉ ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE TENIR DANS SA DÉPENDANCE. VOILÀ DONC LE PREMIER ÉLÉMENT DE LA LUTTE DE CLASSE. LA CONDITION DE FAIT QUI LE FONDE, QUI LE DÉTERMINE, C'EST LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE."*

JAURÈS AJOUTE : *"POUR QU'IL Y AIT VRAIMENT LUTTE DE CLASSE, POUR QUE TOUT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ENTRE EN BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME, IL NE SUFFIT PAS QU'IL Y AIT ANTAGONISME DES INTÉRÊTS ENTRE LES CAPITALISTES ET LES SALARIÉS, IL FAUT QUE LES SALARIÉS ESPÈRENT, EN VERTU DES LOIS MÊMES DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE, L'AVÈNEMENT D'UN ORDRE NOUVEAU DANS LEQUEL LA PROPRIÉTÉ CESSANT D'ÊTRE MONOPOLEUSE, CESSANT D'ÊTRE PARTICULIÈRE ET PRIVÉE, DEVIENDRA SOCIALE."*

(*Jaurès et Guesde. Les deux méthodes.*
Editions de la Liberté, 1945, p. 6)

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie —intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Consultez le blog "l'histoire défigurée, la géographie manipulée"

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

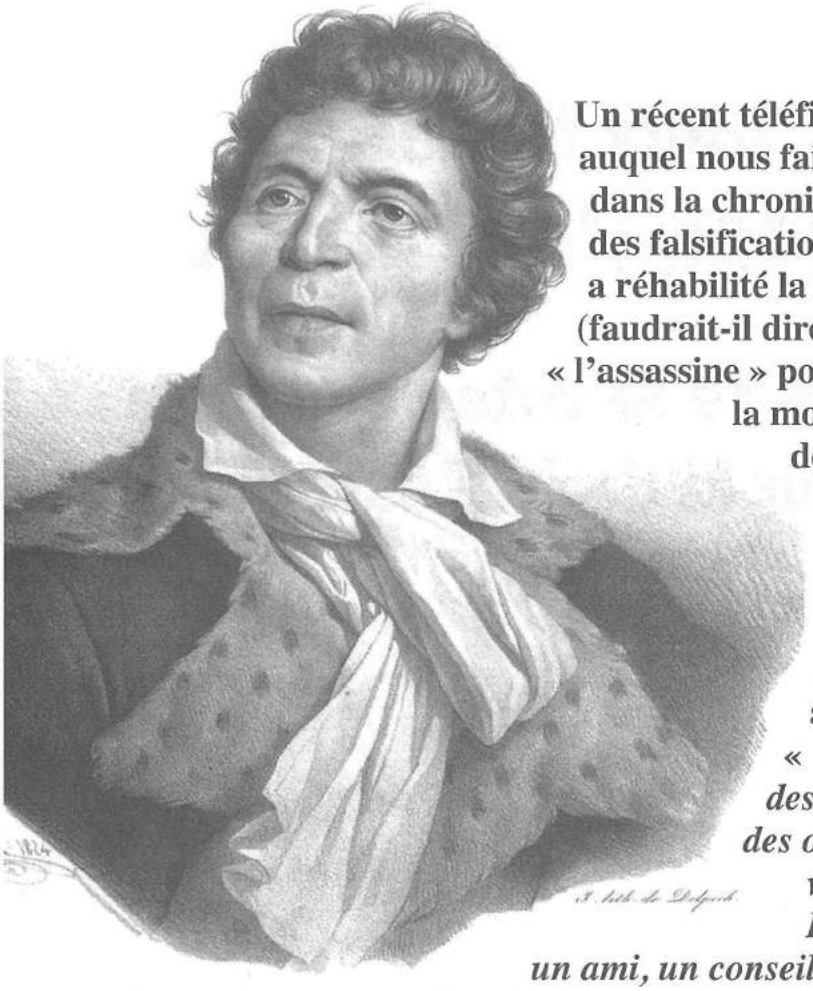
Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Deux textes de
Jean-Paul Marat

– Contre le vote censitaire
– Pour le droit d'association



Un récent téléfilm auquel nous faisons allusion dans la chronique des falsifications a réhabilité la meurtrière (faudrait-il dire « l'assassine » pour suivre la mode ?) de Marat, Charlotte Corday. Jaurès écrit à propos de cet assassinat : « *la douleur des pauvres, des ouvriers fut violente. Ils perdaient un ami, un conseiller qui ne les flattait pas, qui savait au besoin les avertir et les rudoyer. La mort de Marat fut un grand malheur pour la Révolution.* » Jaurès s'aventure même à conjecturer : « *Peut-être s'il avait pu vivre un an encore aurait-il empêché les funestes déchirements.* » avant de conclure plus froidement : « *On ne peut dire avec certitude s'il aurait guillotiné les hébertistes ou s'il eût été guillotiné avec eux.* » (1)

Le téléfilm évoqué ci-dessus présente Marat comme une sorte de monstre paranoïaque et sanguinaire.

Nous republions ci-après deux textes de lui qui donnent une image un peu plus juste des positions qu'il défendait.

---

1) *Histoire socialiste de la révolution française*, tome VI. Le gouvernement révolutionnaire pp 210-211.

Contre le vote censitaire

« Supplique de dix-huit millions d'infortunés aux députés à l'Assemblée nationale », parue dans L'Ami du peuple, le 30 juin 1790

C'EST la réplique de Marat aux débats constitutionnels qui prévoyaient de réserver la qualité de « citoyens actifs » aptes à élire les députés et les autorités locales aux seuls Français dont la cote fiscale équivalait à la valeur locale de trois journées de travail, ce qui revenait à retirer le droit de vote à une fraction considérable de la population masculine (entre le tiers et la moitié) et à toutes les femmes.

« Pères de la patrie,

Vous qui ne prêchez que paix et concorde, qui semblez ne respirer que justice et liberté ; vous avez donc oublié vos belles maximes dans votre cruel décret sur les qualifications des citoyens actifs ?

Pour nous accorder le mince privilège d'être reconnus membres de l'Etat, dont jusqu'ici nous avons supporté toutes les charges, dont nous acquittons tous les devoirs pénibles, dont nous remplissons toutes les fonctions dégoûtantes, malsaines, dangereuses, dont nous venons de rompre les fers au péril de nos jours (1), au prix de notre sang ; vous exigez inhumainement de nous le sacrifice de trois journées d'un travail qui peut à peine nous donner du pain, comme si vous vouliez nous faire périr de misère ! Pour nous conférer la triste prérogative de donner notre suffrage à ceux qui auront l'honneur de nous gourmander et le bonheur de s'engraisser à nos dépens, en vertu de vos décrets (...).

Pères de la patrie, vous vous êtes emparés des biens des pauvres pour payer les Sardanapales de la cour, les favoris de la reine, les pensionnaires du roi, les usuriers, les agioteurs, les maltôtiers, les concussionnaires, les déprédateurs, les dilapidateurs, les sangsues de l'Etat, et, non contents de nous laisser dans le plus affreux dénuement, vous nous enlevez nos droits, pour nous punir des crimes des méchants et de la barbarie du sort. Est-il besoin de faire valoir nos services pour nous soustraire à l'oppression ? Rappelez-vous ces crises orageuses où l'on courait aux armes pour repousser des légions sanguinaires, abattre le despotisme et sauver la patrie prête à périr (2). Nous étions partout où le péril nous appelait, prêts à prodiguer notre sang pour votre défense ; et pensant trois mois consécutifs, nous avons seuls supporté le poids d'une campagne laborieuse, exposés tout le jour au soleil, à la faim, à la soif : tandis que les riches, cachés dans ces souterrains, n'en sont sortis qu'après la crise et pour s'emparer du commandement de toutes les places d'honneur et d'autorité. Nous nous sommes sacrifiés pour vous et aujourd'hui, pour prix de nos sacrifices, nous n'avons pas même la consolation d'être réputés membres de cet Etat que nous avons sauvé (...).

Le pauvre est citoyen comme le riche ; vous en convenez ; mais vous prétendez qu'il est plus exposé à se vendre (3). Y pensez-vous ? Voyez dans toutes les monarchies du monde, ne sont-ce pas les riches qui forment le vil essaim des

(1) « *Il est certain que la Révolution est due à l'insurrection du petit peuple, et il n'est pas moins certain que la prise de la Bastille est principalement due à 10 000 ouvriers du faubourg Saint-Antoine* » (note de Marat). La recherche historique contemporaine a ratifié globalement ce jugement : les combattants du 14 juillet étaient des sans-culottes, petits artisans et petits boutiquiers du faubourg.

(2) Allusion aux journées d'octobre 1789 : sous la pression des gardes nationaux et des femmes venues demander du pain, le roi dut ratifier la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et le couple royal dut abandonner Versailles pour les Tuileries sous la surveillance directe du peuple parisien.

(3) La Constituante exclut du droit de vote les domestiques.

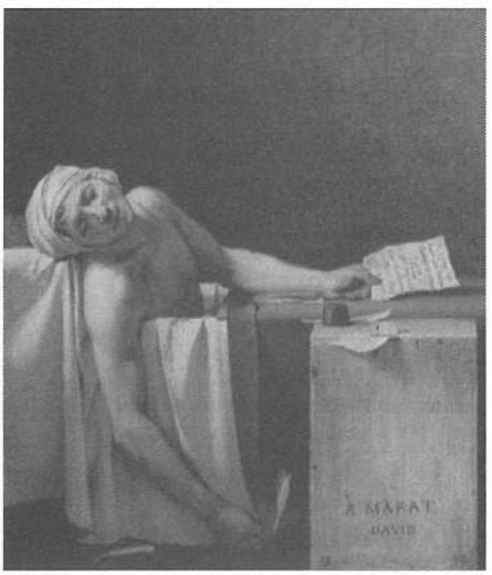
courtisans ? Ne sont-ce pas les riches qui forment ces légions innombrables d'ambitieux qui recherchent la faveur par toute espèce de moyen et lui sacrifient leur honneur ? (...) Ne sont-ce pas les riches qui forment les suppôts du despotisme, dans le Sénat, dans les cours de judicature, dans l'armée elle-même ? Ne sont-ce pas les pauvres qui, en tous lieux, réclament les premiers contre la tyrannie et se soulèvent contre leurs oppresseurs ? (...)

Loin d'être venus à notre secours en cherchant à adoucir le sentiment de nos maux, vous nous avez fait doublement sentir notre misère en nous humiliant par un décret inique qui nous exclut nous et nos descendants du droit de cité, parce que nous avons essuyé des pertes considérables, parce que nous avons eu le malheur de ne pas réussir dans nos entreprises, parce que nous avons été victimes de la mauvaise foi d'autrui. Que d'innocents frappés de flétrissure ! Et combien le malheur des temps, le manque des travaux, la chute des arts (4), des manufactures, du commerce, va encore en augmenter le nombre ! (...) Dès que le droit de suffrage sera restreint à l'homme aisé, les élections ne tomberont que sur les riches : l'Empire sera donc leur partage, et le peuple sera livré sans défense à leur merci. Qu'aurons-nous gagné à détruire l'aristocratie des nobles si elle est remplacée par l'aristocratie des riches ? (...)

Pères de la patrie ! Vous êtes les favoris de la fortune : nous ne vous demandons pas aujourd'hui à partager vos possessions, ces biens que le ciel a donnés en commun aux hommes : connaissez toute l'étendue de notre modération, et pour votre propre intérêt, oubliez quelques moments le soin de votre dignité, dérobez-vous quelques moments aux douces rêveries de votre importance et calculez un instant les suites terribles que peut avoir votre irréflexion. Tremblez qu'en nous refusant le droit de citoyens, à raison de notre pauvreté, nous ne le recouvrions en vous enlevant le superflu (...).

Car pour vous mettre à votre place, nous n'avons qu'à rester les bras croisés (5) : réduits alors à vous servir de vos mains et à labourer vos champs, vous redeviendriez nos égaux : mais moins nombreux que nous serez-vous sûrs de recueillir le fruit de votre travail ? Cette résolution qu'amènerait infailliblement notre désespoir, vous pouvez la prévenir encore ; revenez à la justice et ne nous punissez pas plus longtemps du mal que vous nous avez fait. »

Marat, textes choisis,
introduction et notes de Michel Vovelle,
Editions sociales,
« Les classiques du peuple »,
1975 (extraits).



(4) Arts est pris ici dans le sens d'artisanat.

(5) Plus qu'une anticipation de la grève générale, il y a là un souvenir littéraire, celui du texte fameux de La Boétie sur la servitude volontaire qui examinait les moyens de paralyser le tyran.

Pour le droit d'association

Le printemps 1791 fut caractérisé par un double mouvement : de nouveaux centres de discussion politique apparurent, des clubs où la faible cotisation attirait les couches les plus populaires et qu'on appelait sociétés fraternelles. Marat en avait encouragé le développement car il y voyait un moyen de surveiller les élus qu'il soupçonnait de vouloir s'enrichir et de chercher un compromis avec la contre révolution. Certaines d'entre elles s'engageront dans le mouvement républicain qui suivit la fuite du roi à Varennes ; les femmes y étaient admises.

Des regroupements d'un caractère différent apparurent également dans le bâtiment : les ouvriers se concertaient pour opposer une résistance organisée aux prétentions des maîtres maçons qui refusaient d'augmenter leurs salaires, ils nouaient des alliances avec les maçons qui acceptaient un compromis et pesaient sur les autres ouvriers afin qu'ils boycottent les maîtres les plus obstinés à défendre leur profit.

Face à cette agitation politique et sociale les députés de la Constituante firent bloc : la loi d'Allarde du 2 mars 1791 avait supprimé les corporations qui structuraient la vie artisanale dans les grandes villes, ouvrant ainsi la voie au libre développement du capitalisme et au libre jeu de la concurrence. La loi que fit voter Le Chapelier le 14 juin 1791 prétendit s'appuyer sur la loi d'Allarde pour interdire aux ouvriers de s'organiser :

Les citoyens d'un même état et profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

La loi Le Chapelier dirigée contre ces ouvriers du bâtiment remuants déguisait ce qu'il faut bien appeler un intérêt de classe derrière une fausse symétrie établie entre les entrepreneurs et les ouvriers, ces derniers seuls inquiétaient et étaient visés :

Si des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, lesdites délibérations et conventions seront déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des Droits de l'Homme... Si les dites délibérations et conventions, affiches apposées, lettres circulaires contenaient quelques menaces contre les entrepreneurs, artisans, ouvriers et journaliers étrangers qui viendraient travailler dans le lieu, ou contre ceux qui se contenteraient d'un salaire inférieur, tous auteurs, instigateurs et signataires de ces actes ou écrits seront punis d'une amende de 1 000 livres chacun et de trois mois de prison.

Tous attroupements composés d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail....seront tenus pour attroupements séditieux...

La liberté d'entreprise prétendait donc interdire les « coalitions » ouvrières, le droit de se concerter afin de défendre son salaire, interdiction qui fut maintenue jusqu'en 1864 pour le droit de grève, jusqu'en 1884 pour le droit syndical.

Position de Marat sur la loi Le Chapelier

Robespierre qui avait si vivement combattu le suffrage censitaire au nom du « droit des pauvres » se tut devant la loi Le Chapelier ce que Jaurès expliquait par le caractère préindustriel de la société de 1789 où ne s'affirmaient pas nettement l'opposition d'intérêts entre patrons et ouvriers.

Marat occupa une position différente : dès le 12 juin, deux jours avant le vote

de la loi, il avait publié dans son journal la protestation signée des 560 ouvriers de Sainte Geneviève (le futur panthéon encore inachevé) ; elle mettait en regard l'enrichissement rapide de patrons nommément dénoncés et la misère de leurs salariés qui ne travaillaient que six mois l'an, et que leur maigre salaire vouait à finir leurs jours dans le terrible asile de Bicêtre :

Recevez nos plaintes cher Ami du peuple et faites valoir nos justes réclamations dans ces moments de désespoir où nous voyons nos espérances trompées ; car nous nous étions flattés de participer aux avantages du nouvel ordre de choses et de voir adoucir notre sort.

Le 18 juin, Marat dénonçait la loi Le Chapelier en ces termes :

Rien n'embarrassait autant les représentants du peuple que de voir leur souverain toujours sur pied, et toujours prêt à venger l'abus du pouvoir qu'il leur avait confié. Ils mirent donc tous leurs soins à dissoudre ses assemblées et à les paralyser, à tenir ses membres isolés. Au décret qui proscrit la permanence des districts succéda bientôt le décret qui paralysa les assemblées de section en les asservissant à leurs agents municipaux, seuls autorisés à les convoquer et à leur indiquer l'objet de leur délibération.

Ainsi en vertu de ce beau décret, le peuple ne peut se montrer que lorsque ses chargés de pouvoir le lui permettent, et il ne peut parler que lorsqu'ils lui ouvrent la bouche. Un attentat aussi odieux ne suffisait pas aux pères conscrits : ils voyaient la partie la plus saine de la Nation réunie en sociétés fraternelles suivre d'un oeil inquiet leurs opérations, réclamer contre les malversations et toujours prête à éclairer la Nation et à la soulever contre ses infidèles mandataires...N'osant les dissoudre, ils ont pris le parti de les rendre nulles en interdisant toute délibération ou plutôt toute pétition faite par une association quelconque sous prétexte que le droit de se plaindre est un droit individuel...

Enfin pour prévenir les rassemblements nombreux du peuple qu'ils redoutent fort, ils ont enlevé à la classe innombrable des manoeuvres et des ouvriers le droit de s'assembler pour délibérer en règle sur leurs intérêts, sous prétexte que ces assemblées pourraient ressusciter les corporations qui ont été abolies.

Ils ne voulaient qu'isoler les citoyens et les empêcher de s'occuper en commun de la chose publique.

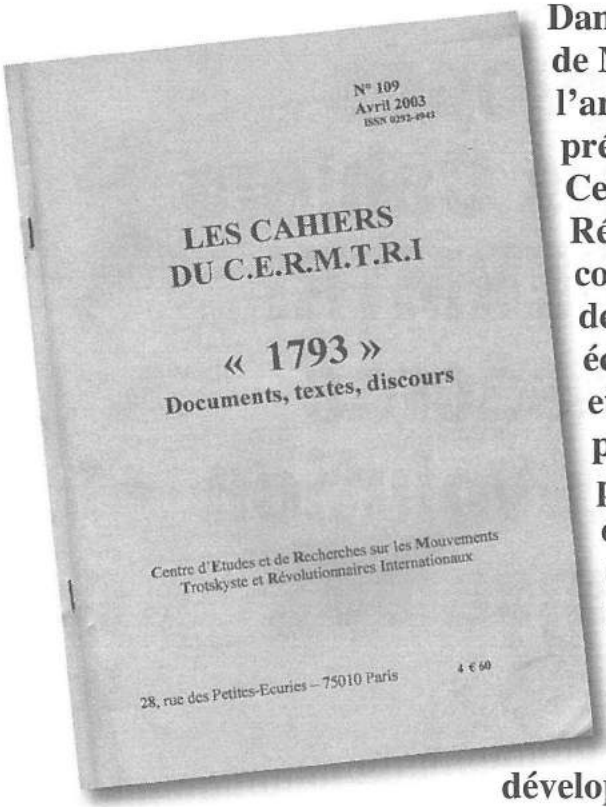
On voit ici que la préoccupation majeure de Marat est de préserver le droit de pétition en nom collectif, le droit de s'assembler sans requérir l'autorisation des élus toujours soupçonnés de vouloir trahir la cause révolutionnaire, le droit des pauvres d'exercer leur droit de contrôle sur les mandataires infidèles, seul moyen de sauver la Révolution ; il se situe donc dans une perspective politique.

Néanmoins il a perçu que ces ouvriers avaient des intérêts particuliers à défendre, en ce sens, on peut dire qu'il entrevoit de manière vague encore le monde à venir, celui qui posera au centre de la démocratie l'exigence d'une organisation indépendante des ouvriers.

extraits de textes cités par Jaurès dans son *Histoire socialiste de la révolution française*

A propos de trois Cahiers du CERMTRI consacrés à la Révolution française

A propos de trois Cahiers du CERMTRI consacrés à la Révolution française



Dans la foulée des deux textes de Marat cités ci-dessus, l'article de Nicole Perron présente trois Cahiers du Cermtri consacrés à la Révolution française et contenant pour l'essentiel des documents qui en éclairent certains moments et épisodes décisifs, en particulier les deux qui portent sur l'année 1793 et sur la contre-révolution en Vendée qui se déchaîne la même année.

Pour le citer une dernière fois, Jaurès commençait ou presque son développement sur « les raisons du soulèvement » par les lignes suivantes :

« En Vendée le fanatisme religieux qui couvait depuis deux ans éclate(…). Sans doute les paysans s'étaient réjouis de la suppression des dîmes et ils avaient pris, aux enchères publiques, leur part des biens de l'Eglise, des couvents et des abbayes. Mais il leur déplaisait que le prêtre, qui vivait avec eux depuis des années (…), fût remplacé brusquement, pour avoir refusé le serment à la Constitution civile, par un inconnu, qui n'avait peut-être pas reçu la véritable investiture civile (…). D'égoïsme étroit et d'horizon borné, les hommes de ces régions acceptaient les bienfaits de la Révolution et en répudiaient les charges. Les difficultés inévitables qui accompagnent les grands changements sociaux même les plus favorables les blessaient. » (1)

1) Jaurès : *Histoire socialiste de la révolution française*, Tome V. *La mort du roi et la chute de la Gironde*, pp 341-342.

JAMAIS la Révolution française ne fut autant attaquée qu'en ces temps de bonapartisme décadent ; sont particulièrement défigurés et calomniés les jacobins, la commune de Paris, Marat et Robespierre cependant que sont ignorés les plus radicaux tels que Varlet ou Babeuf, tandis qu'est camouflée la nature contre révolutionnaire de la révolte vendéenne. On lira donc avec intérêt les documents et réflexions fournis par plusieurs *Cahiers du CERMTRI*.

Le cahier n° 95 rappelle le jugement que Marx puis Lénine ont porté sur ces jacobins qui ont su mobiliser les énergies populaires afin de réaliser un programme bourgeois qui représentait alors un pas gigantesque vers une civilisation débarrassée des entraves féodales et cléricales. *Ils ont affirmé l'idée de démocratie dans toute son ampleur... Ce droit nouveau le socialisme le revendique, jugeait pour sa part Jaurès.*

Comment ce club de députés réunis pour éclairer les débats parlementaires et déjouer les manoeuvres de la Cour en vint à formuler un programme de centralisation des énergies révolutionnaires à l'échelle de tout le pays ? Avec quels arguments s'affrontèrent à l'automne 1791 le jacobin Brissot partisan de l'extension de la révolution par la guerre et le jacobin Robespierre qui jugeait prioritaire de désarmer la contre-révolution intérieure (« Coblence est à Paris ») ? Comment les jacobins ont-ils accompagné la mobilisation des bataillons marseillais puis des sections parisiennes qui allaient préparer le renversement de la monarchie le 10 août 1792 ? Quel rôle ont joué les jacobins Marat et Robespierre lors de l'insurrection parisienne des 31 mai 2 juin qui obtint l'éviction de 22 députés girondins de la Convention ? Marx a évoqué cette « manière plébéienne » par laquelle la bourgeoisie jacobine a combattu les forces attachées à la monarchie, à la féodalité à l'Eglise ; pourtant, malgré leur ouverture vers les artisans, les boutiquiers, les sans-culottes, les clubs jacobins restèrent très majoritairement des clubs bourgeois comment expliquer ce paradoxe ?

Les documents rassemblés permettent de mesurer le rôle majeur joué par certains jacobins : Robespierre en juillet 1791 qui sut maintenir le lien avec les clubs des départements à l'heure où la crise déclenchée par la fuite du roi à Varennes faillit emporter jusqu'à l'existence du club parisien ; Marat en 1793, qui se rallia le premier à la perspective de l'insurrection contre les girondins qui paralysaient la Convention...

Matrice du totalitarisme la « machine jacobine »? L'âpreté des débats qui se menèrent au grand jour dans les clubs tant à Paris qu'en province et sur tous les problèmes majeurs (la guerre, l'épuration des cadres de l'armée, le contrôle des prix, le recours à la terreur, la « déchristianisation » imposée) devrait faire justice de ces mensonges dictés par la peur ou l'ignorance.

Autre question controversée : comment caractériser les évènements vendéens auquel le CERMTRI a consacré un cahier en septembre 2007 ? Certains députés de Vendée accompagnés par quelques « historiens » en mal de reconnaissance médiatique veulent y voir un génocide et soutiennent la proposition de loi qualifiant la répression conduite par la Convention de « crime contre l'humanité ». D'autres historiens plus sérieux hésitent à parler de contre révolution et préfèrent parler d'hostilité paysanne sans coloration politique affirmée (R. Dupuy a lancé pour la Bretagne l'expression « anti-révolution »)

Pour aider nos lecteurs à se faire leur propre opinion, nous avons cité le maximum de documents : sont exposés le programme politique de l'état-major vendéen, les itinéraires politiques des chefs militaires les plus prestigieux, en majorité des nobles ; les enjeux sociaux de la révolte sont analysés à partir des recherches menées par les historiens des dernières décennies sur les structures de cette société paysanne mais nous avons également cité des documents rassemblés à la fin du XIX^{e} siècle par l'historien républicain Chassin. Ceux-ci illustrent les prises de position des autorités révolutionnaires locales (district, comité révolutionnaire, communes... tous les

Vendéens n'étaient pas des blancs !) Nous avons également cité les témoins engagés que furent les représentants en mission, leurs rapports difficiles avec les armées de volontaires où l'enthousiasme ne compensait pas toujours le manque de compétence militaire. Deux cartes replacent la Vendée dans son contexte national et international (la menace anglaise, qui n'était point un fantasme du comité de salut public même si elle tarda à se traduire en actes, a pesé lourd sur les décisions prises à Paris à partir d'une appréciation globale de la situation.)

Le cahier d'avril 2003 revient sur l'année 1793 qui marque l'apogée du mouvement révolutionnaire. Afin de suggérer la profondeur de cette mobilisation politique, sont cités des textes anonymes tels que celui qui définit le sans culotte (*Un sans culotte Messieurs les coquins c'est un Etre qui va toujours à pied, qui n'a point de millions, point de châteaux, point de valets...*) ou la brochure rédigée par un militant obscur (*Le dernier cri des sans culottes qui manquent de pain à la Convention nationale ou leur dernier coup de cloche pour réveiller les patriotes endormis*).

Un texte magnifique et trop méconnu de Robespierre ouvre la brochure : daté du 10 mai, à l'heure où le conflit entre la Commune, les montagnards et les girondins n'est pas encore dénoué, il s'inscrit dans le débat constitutionnel. Le texte abonde en formules d'une étonnante actualité : « *L'homme est né pour le bonheur et pour la liberté et partout il est esclave et malheureux ! La société a pour but la conservation de ses droits et la perfection de son être... Mais le règne du peuple est d'un jour celui des tyrans embrasse la durée des siècles... L'intérêt du peuple c'est le bien public, l'intérêt de l'homme en place est un intérêt privé* ».

Comment contraindre les députés à se comporter en mandataires du souverain, le peuple, et non pas en « dominateurs » ? Comment rompre avec les vices, les moeurs de l'ancien régime (mépriser et être méprisé, ramper pour dominer, esclaves et tyrans tour à tour... telle était notre destinée) alors que fut si profonde l'empreinte de l'ancienne éducation (une leçon continuelle d'égoïsme et de sotte vanité) que le bourgeois méprise l'artisan, que les institutions dissuadent les pauvres laboureurs de se faire élire aux côtés du « riche marchand de grain ».

La lucidité ne dispense pas d'agir le révolutionnaire conséquent avec lui-même, si bien que le texte formule de nombreuses propositions précises pour limiter le pouvoir des gouvernants, rendre responsables tous les « magistrats », terme qui à l'époque désigne tous les titulaires d'une puissance publique, sans oublier les institutions les plus proches du peuple : laisser aux communes le pouvoir de régler elles-mêmes leurs propres affaires.

Autre grande figure calomniée de la révolution : Marat dont est cité l'appel aux départements pour qu'ils exigent la destitution de tous ceux qui ont voulu ménager le roi, et qui apparaît dans le procès verbal du 1er juin établi par la Commune à l'heure où l'insurrection hésitait à bousculer la Convention, ce qui n'aura lieu que le 2 juin : Marat a su établir la jonction entre les députés montagnards siégeant à la Convention et la Commune vers qui convergeaient les énergies révolutionnaires y compris celles issues des sections qui déploraient la pusillanimité de son premier magistrat Chaumette !

D'autres textes fameux sont cités in extenso : la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 juin 1793, celle qui a donné la plus large expression à l'égalité des droits, le manifeste des enragés présenté par Jacques Roux (il reprochait aux montagnards d'avoir adopté une constitution qui ne proscrivait pas la spéculation sur les assignats ni l'accaparement des subsistances), la loi de juillet 1793 qui abolissait de façon radicale et sans indemnité les redevances seigneuriales, celle qui ordonne aux communes d'envoyer leurs cloches à la fonte, celle de février 1794 qui abolit l'esclavage.

Une chronologie permet de replacer dans leur contexte ces textes denses et toujours d'actualité en ces temps de réaction galopante. **Nicole Perron**

Les rythmes de la révolution allemande

La difficile construction d'un Parti communiste en Allemagne

Les Cahiers du mouvement ouvrier ont publié dans leur numéro 41 une étude de Christian Coudène sur les développements de la révolution allemande depuis la chute de la monarchie le 9 novembre 1918 jusqu'aux lendemains de l'assassinat de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Léon Jogischès par les corps francs aux ordres du gouvernement social-démocrate de Friedrich Ebert, Gustav Noske et Philip Scheidemann.

Les trois études ci-après prolongent cet article en étudiant d'abord les développements de la révolution au cours des années 1920-21, le développement d'un courant gauchiste hostile aux syndicats dans les rangs du KPD (Parti communiste allemand) les divisions internes de ce dernier, la manière brutale dont son secrétaire Paul Lévi les règle, la fusion avec la majorité du Parti social-démocrate indépendant qui donne au parti communiste allemand un élan bientôt brisé par l'irresponsable action de mars 1921 organisée par les gauchistes de l'Internationale, dont Bela Kun, pour « électriser les masses ».

Cette étude est prolongée par un florilège de citations d'ouvrages qui éclairent la réalité sociale et politique de l'Allemagne des années 1920, en particulier la totale subordination de l'appareil judiciaire à l'Etat et à l'ordre bourgeois et à son maintien par tous les moyens, y compris par la protection accordée dès lors aux groupuscules fascistes.

Le troisième article éclaire le sort du dirigeant social-démocrate Friedrich Ebert : encensé par la bourgeoisie allemande aussi longtemps qu'il organise sa défense en écrasant la révolution montante, il est ensuite rejeté et stigmatisé par elle une fois qu'il a rendu les services qu'elle attendait de lui et ne lui sert plus à rien : une vraie leçon de choses...

Rosa Luxembourg et Lénine, un même souci face au gauchisme : combattre, mais convaincre

En octobre 1919 se tient le IIe Congrès du KPD (PCA) : de l'ancienne direction élue au congrès de fin décembre 1918, les dirigeants les plus populaires sont morts assassinés, la centrale est dirigée par Paul Lévi, qui a pu malgré une arrestation s'échapper et assurer la continuité de la centrale. Le rapport qu'il présente de bilan de cette période insiste sur la nécessité de mettre au premier plan l'organisation du parti, sa centralisation, pour lui permettre de faire face à l'extrême rapidité des événements et des changements de situation sans être le reflet du mouvement spontané. Les prises de position du parti ont été marquées par une tendance gauchiste qui, dans une situation où Noske multiplie les provocations pour pousser aux réactions qui justifient la répression, ne permet pas au KPD d'entraîner les larges couches de la classe ouvrière dans le combat contre le gouvernement. Il propose de régler les différends qui ont surgi au dernier congrès sur la participation aux élections et sur le nécessaire combat dans les syndicats pour disputer pas à pas l'influence des dirigeants du SPD sur les syndiqués.

Une partie importante du congrès reste sur des positions gauchistes, considère que le centralisme, c'est bureaucratique, que le boycott des élections doit être maintenu, que les syndicats sont réactionnaires et qu'il faut lancer le mot d'ordre "Quitter les syndicats". On se rappelle que Rosa Luxemburg a combattu ces tendances tout en considérant qu'elles reflétaient l'inexpérience et la jeunesse des militants et qu'il fallait convaincre par l'analyse et l'expérience pratique. Paul Lévi ne se contente pas de faire voter de justesse son orientation, il fait voter l'exclusion de ceux qui ne sont pas d'accord. Or ces militants ne sont pas un bloc homogène. Si certains sont sur des positions proches de l'anarchisme, la plupart pensent se conduire en vrais bolcheviks et ne sont aveuglés que par la colère qu'ils éprouvent contre la direction SPD qui a massacré si sauvagement les meilleurs combattant ouvriers et leurs propres responsables.

Lénine s'inquiète de cette exclusion. Il approuve les thèses défendues par Lévi, mais il partage le point de vue de Rosa Luxemburg : ces jeunes militants doivent faire leur expérience ; il reprend d'ailleurs dans une brochure qu'il écrit peu après le même terme, *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*. C'est pourquoi il cherche à maintenir la discussion avec ces militants et les invite au congrès de l'Internationale communiste. En effet, c'est presque la moitié des militants qui vont former un autre parti communiste, le KAPD (Parti communiste ouvrier allemand).

Cette scission affaiblit le KPD (Parti communiste allemand), alors que la discussion poussée sur le bilan de la première étape de la révolution allemande aurait pu renforcer la cohésion du parti et lui donner les moyens d'affronter la suite.

Ces questions vont se poser dans d'autres sections de l'Internationale communiste, et, lors du IIIe Congrès de l'Internationale, Lénine mène la bataille pour faire comprendre que les leçons de la révolution russe ne sont pas celles que croient pouvoir tirer les "gauches" allemandes ou italiennes. La brochure où il résume les leçons de la révolution russe, *La maladie infantile...*, permet de bien suivre la façon dont Lénine concevait la centralisation. Il polémique contre ceux qui retiennent une image déformée du bolchevisme comme une cohésion fondée sur la discipline. Il souligne que, certes, un parti discipliné est indispensable pour affronter la bourgeoisie très bien centralisée par son appareil d'Etat et surmonter les problèmes multiples que pose la révolution, mais il revient sur la

façon dont cette discipline s'est forgée dans le Parti bolchevique, les nombreuses leçons politiques acquises par une discussion nourrie, en relation avec l'intervention dans la lutte de classe dans des périodes fort variées, et cela sur deux décennies du développement de la lutte de classes en Russie.

La stratégie vis-à-vis des centrismes

Lors des élections à l'Assemblée constituante qui se réunit à Weimar, le SPD, premier parti, a obtenu 39 % des voix, et l'USPD, 7 %, mais ces résultats globaux qui reflètent la première période de la révolution (19 janvier) ne reflètent pas l'évolution en cours. A Berlin, par exemple, 36,4 % pour le SPD et 27,6 % pour l'USPD ; à Leipzig, 20,7 % pour le SPD et 38,6 % pour l'USPD.

Par rapport à 1912, le SPD globalement progresse fortement dans la classe moyenne mais dans les grandes villes l'USPD fait jeu égal avec le SPD, ce qui traduit une radicalisation et de la classe moyenne qui vote moins pour les partis bourgeois traditionnels et des ouvriers qui votent pour l'USPD.

Ebert, élu président de la République, et Scheidemann, qui devient chancelier, constituent une coalition avec les partis de la bourgeoisie et font adopter une Constitution qui, sous une apparence de démocratie, renforce les pouvoirs du président et préserve le caractère bonapartiste de l'Etat. Noske, au ministère de la Défense, assure la continuité de l'appareil militaro-monarchiste nationaliste de l'Etat.

Dans l'USPD, la crise qui avait éclaté en janvier s'est aggravée au fur et à mesure que la violence déchaînée par Noske remet les pendules à l'heure. Les discours de Kautsky opposant à la violence bolchevique la démocratie parlementaire paraissent de plus de plus décalés au fur et à mesure que les corps francs, de ville en ville, écrasent les conseils, assassinent, massacrent, et que Ebert et Scheidemann donnent une ampleur considérable à cette armée de guerre civile, après avoir proclamé qu'il fallait éviter la violence en établissant la démocratie parlementaire.

La mystification selon laquelle la démocratie, c'était le régime parlementaire, et la dictature, c'était les conseils, a fait long feu. Au congrès de l'USPD, en mai, une partie importante des délégués se prononcent pour la démocratie des conseils, dictature du prolétariat, et contre la démocratie parlementaire, dictature de la bourgeoisie. La divergence entre la direction, toujours à la recherche du compromis avec Ebert, et la base s'accroît, ce qui rapproche la base ouvrière de l'USPD des positions du KPD. La direction du KPD cherche à reprendre la discussion pour faciliter ce rapprochement. L'USPD compte 300 000 adhérents en mars 1919 et se retrouve à la tête de nombreux syndicats. A Chemnitz, un dirigeant du KPD, Brandler, bien implanté dans les syndicats, a réussi à regrouper la plupart des ouvriers de l'USPD dans le KPD. Cette évolution confirme Paul Lévi dans l'idée qu'une orientation gauchiste qui tourne le dos aux syndicats est une erreur grave qui a freiné le développement du Parti communiste.

L'adhésion à la IIIe Internationale communiste devient de plus en plus populaire dans l'USPD et il faut aux dirigeants comme Kautsky ou Hilferding se lancer dans une nouvelle manœuvre pour la contrer. Ils défendent à la fois le refus de l'adhésion à la II^{e}, mais aussi à la III^{e} Internationale. Néanmoins, en décembre, ils ne peuvent plus éviter la discussion sur l'adhésion à la III^{e} Internationale. La motion adoptée reste encore floue sous la pression des dirigeants, mais elle n'exclut pas cette adhésion.

Une victoire ouvrière

Le putsch de Kapp : le traité de Versailles impose à l'Allemagne des conditions draconiennes. L'armée doit être réduite à 100 000 hommes et certaines unités spéciales devraient être dissoutes, comme la brigade Ehrard, l'un des corps francs les plus tristement célèbres. Les généraux manifestent leurs désaccords, mais la bourgeoisie se contente de susciter dans la presse une campagne pour dé-

noncer les socialistes qui ont toujours trahi la patrie et sont responsables de la défaite et de ce traité déshonorant. Mais certains généraux sont décidés à tenter de reprendre le contrôle de la situation qui leur a échappé en novembre 1918 et de se débarrasser du gouvernement SPD. Le général von Luttwitz, commandant les troupes de Berlin, passe à l'exécution de son plan le 13 mars 1920. Le gouvernement s'enfuit. L'armée est maître de Berlin. Les chefs militaires soit sont dans le complot, soit ne s'y opposent pas. Kapp, représentant typique des junkers, ces nobles prussiens qui ne rêvent que de revenir à l'Empire, promulgue ses premiers décrets.

La riposte ouvrière : le responsable des syndicats, Legien, vieux dirigeant du SPD, décide de lancer l'appel à la grève générale. Elle est massivement suivie ; le pays tout entier s'arrête. Une fois encore, face à ces officiers tant détestés, le mouvement ouvrier, toutes tendances confondues, va se dresser dans une mobilisation extraordinaire qui combine spontanéité et conscience ; la gravité de la situation n'échappe à personne. La direction du KPD a eu une hésitation, car de la part d'un Legien, des responsables SPD, ils sont trop habitués depuis des années à des trahisons. L'USPD également se méfie de Legien. Mais la réponse de la classe ouvrière est d'une telle netteté, d'une telle puissance, que s'impose une évidence : oui, c'est bien la division de ses rangs qui a rendu ce putsch possible, il faut les arrêter. Partout se reconstituent les détachements armés des ouvriers pour affronter les corps francs, avec cette fois l'appui de la totalité de la classe ouvrière et de ses organisations. Dans plusieurs villes, les corps francs sont battus, la situation devient très dangereuse ; la bourgeoisie et l'état-major, jusque-là neutres, se dépêchent de faire pression sur le général von Luttwitz pour qu'il se retire.

Les généraux putschistes s'enfuient, et dès lors la question se pose : va-t-on revenir à la situation qui a permis ce coup d'Etat militaire ? Noske, discrédité, est obligé de se retirer. Legien propose la constitution d'un gouvernement ouvrier basé sur les syndicats et les partis. Il refuse d'appeler à la reprise du travail tant que des points essentiels ne sont pas acquis comme la dissolution des régiments putschistes et des forces armées contre-révolutionnaires. La gauche de l'USPD, échaudée par l'expérience de novembre 1918, refuse la mise en place d'un tel pouvoir si ce gouvernement n'est pas responsable devant les conseils. Legien semblait prêt à constituer un gouvernement des syndicats face à la réticence du SPD et de l'USPD pour des raisons opposées. Une partie des dirigeants du KPD considère qu'un tel gouvernement, parce qu'il bloquerait le retour d'un gouvernement Ebert, serait un pas en avant et les communistes seraient prêts à soutenir toutes les mesures positives de désarmement des corps francs même si ce gouvernement n'affirmait pas un accord complet avec le pouvoir des conseils. Devant l'impossibilité d'obtenir un accord, aussi bien du SPD, qui veut faire revenir à un gouvernement Ebert-bis, que de l'USPD, qui craint une trahison, Legien renonce et négocie les "9 points des syndicats".

La négociation des 9 points est forcément un grave recul, puisqu'elle se mène avec Ebert, remis ainsi au centre du pouvoir qu'il avait perdu. Ce n'est pas Legien qui est responsable de ce recul, mais la gauche de l'USPD et le KPD n'a pas pesé dans le bon sens, car il se prononce pour un tel gouvernement trop tardivement alors que déjà l'ordre de reprise a été donné par les syndicats sur la base d'une négociation qui ne donne pas de garanties sérieuses.

La stratégie des bolcheviks en août 1917 et celle du KPD en 1920

Cette expérience et ses conséquences seront analysées peu à peu et ne seront pleinement tirées que beaucoup plus tard au congrès de l'Internationale communiste en 1921 et déboucheront sur la stratégie du front unique ouvrier. On voit qu'elle est une généralisation de l'expérience des révolutions russe et allemande. En effet, lorsque, en août 1917, Kornilov, s'ap-

puyant sur la répression de Kerenski contre les soviets, marche sur Petrograd pour rétablir une dictature militaire, les bolcheviks mobilisent contre le putsch tout en gardant leur indépendance par rapport à la politique de Kerenski. Lénine explique : il y a possibilité d'une transition pacifique au socialisme, il faut pour cela que les mencheviks et les SR rompent avec la bourgeoisie, constituent un gouvernement qui s'appuie sur les soviets ; les bolcheviks sont prêts à soutenir un tel gouvernement loyalement. On sait que, devant le refus des SR et des mencheviks de faire le moindre pas dans ce sens, la majorité passe aux bolcheviks dès septembre dans les deux capitales, Petrograd et Moscou, et que Lénine, dès lors, en tire la conclusion que les bolcheviks doivent se préparer à l'insurrection.

Lors du putsch de Kapp, la possibilité s'ouvrait d'un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la victoire de la grève générale et sur les organisations ouvrières, en particulier les syndicats. Le KPD a hésité à soutenir l'appel à la grève générale de Legien. Affaibli par les assassinats et les arrestations, il n'occupe pas une place suffisante dans les comités de grève, et c'est la gauche de l'USPD qui joue un rôle majeur et casse la possibilité d'un gouvernement ouvrier, cette fois par une incompréhension du caractère complexe de la situation.

Legien symbolisait la droite du SPD, ces dirigeants syndicaux conservateurs qui avaient accepté l'Union sacrée pendant la guerre et tout le reste, notamment la répression des conseils, mais ce n'est plus sa personne qui compte, c'est le bloc réalisé dans l'unité des organisations ouvrières, qui l'amène à formuler une exigence qui correspond à la volonté claire des masses en lutte : les travailleurs ne veulent pas du retour de ce gouvernement Ebert-Noske, qui a réprimé les ouvriers et ouvert la voie à la dictature de ces généraux de l'ancien régime. En Russie aussi, en juillet août 1917, les soviets réprimés par Kerenski sont bien mal en point. Ils se reconstituent dans le combat contre Kornilov.

On mesure toute l'importance d'une direction révolutionnaire capable d'analyser le changement de situation et d'en dégager les tâches immédiates. La direction du KPD, face à la proposition de Legien, a une discussion houleuse et se prononce difficilement ; il n'y a pas d'homogénéité dans la direction.

Ebert reconstitue un gouvernement d'alliance avec les partis bourgeois remanié, dirigé par Bauer et dont on a éliminé Noske. L'appareil d'Etat de la bourgeoisie s'en sort encore une fois, alors qu'il était en grande difficulté.

Dans la Ruhr, la lutte contre Kapp a abouti à la prise de contrôle des villes par les conseils ; à nouveau, l'armée va se redéployer, sous l'autorité rétablie de Ebert, pour écraser dans une série de combats les ouvriers armés. La Ruhr est isolée de Berlin et des autres villes où les ouvriers ont repris le travail. Il est évident qu'une occasion ratée comme celle-là pèse sur le moral des ouvriers. Il ne faut pas attribuer à une culture allemande ou à un caractère trop discipliné du travailleur allemand ce qui est la déficience de la direction, déficience qui n'est pas une donnée congénitale, mais le produit du combat et de la violence avec laquelle la bourgeoisie allemande a réagi face à la révolution depuis janvier. Faut-il rappeler l'insistance que mettra Lénine, dans ses lettres au comité central écrites de sa cachette en Finlande en septembre 1917, à convaincre une direction hésitante qu'il faut d'urgence préparer l'insurrection ?

Pour sa part, Lévi, qui est le principal dirigeant du KPD, est en prison lors du putsch et sera très virulent contre la position du KPD, qui, au début, n'a pas soutenu l'appel à la grève générale. Sa lettre est publiée par l'Internationale communiste, une discussion a lieu dans le congrès du mois d'avril, que le KPD doit tenir dans la clandestinité. Si cette faute est critiquée à juste titre par Lévi, le bilan reste partiel et la stratégie par rapport au gouvernement ouvrier n'est pas précisée, si bien que l'on peut en tirer des orientations diverses ; en particulier, Radek, Bela Kun et Zinoviev considèrent que le KPD a été trop timoré par crainte de retomber dans ses erreurs de janvier 1919 et n'approuvent pas la position de soutien au gouvernement ouvrier. Même si les

gauches ont constitué un parti distinct, le KAPD, il reste encore dans le KPD de nombreuses tendances gauchistes, en partie au moins partagées par des dirigeants de l'Internationale communiste qui suivent la situation allemande et l'intervention du Parti communiste allemand.

Les leçons et le rapprochement avec les indépendants

Les élections qui ont lieu le 6 juin 1920 dans le cadre de la nouvelle Constitution de Weimar vont illustrer les opportunités de la situation et montrent que, malgré la violence de la guerre civile menée depuis janvier 1919 contre le prolétariat par les gouvernements Ebert-Sheidemann-Noske, puis Ebert-Bauer, rien n'est réglé, la classe ouvrière n'est pas battue : le SPD perd la moitié de ses voix par rapport à janvier 1919, passant de près de 12 millions à 6 millions, et l'USPD passe de 2,3 millions à 5 millions de voix. Le KPD, qui n'avait pas de candidat en 1919, obtient 589 000 voix et a quatre députés, dont Clara Zetkin.

Lénine a rédigé sa brochure et va peser dans le débat sur le gauchisme : il souligne que le KPD et la gauche de l'USPD constituent les meilleurs éléments pour construire un parti révolutionnaire en Allemagne. Lors du congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920, une double discussion se mène avec le KAPD et avec l'USPD. Lénine a insisté pour qu'ils soient les uns et les autres invités et a passé du temps à préciser le contenu de la discussion.

La discussion avec le KAPD débouche sur un échec, mais clarifie les choses à l'intérieur du KPD, même si, sur la question des syndicats ou de la stratégie de conquête du prolétariat, tout n'est pas réglé. Dans l'USPD, la droite du parti n'arrive plus à empêcher l'adhésion à l'Internationale communiste, elle cherche à maintenir son programme confus au nom de la lutte contre la scission qui affaiblirait le parti. L'Internationale communiste va donc définir des conditions d'adhésion qui constituent le moyen de faire la clarté et d'obliger les Kautsky, Haase, Dittman, Hilferding à s'en aller et permettre une fusion de la gauche de l'USPD et du KPD. Même si cette situation existe dans les autres partis centristes, c'est d'abord la discussion avec l'USPD qui amène à cette clarification. D'où les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste adoptées par le congrès. La délégation de l'USPD se partage en deux sur l'acceptation des conditions, et dès lors le processus de discussion s'engage à son retour, dans tout le parti, pour ou contre l'adhésion à l'Internationale communiste, qui sera réglée par un congrès en octobre 1920 : la majorité se prononce pour l'adhésion et constitue le VKPD, Parti communiste unifié d'Allemagne.

Haase, le vieux dirigeant du SPD, puis de l'USPD, vient d'être assassiné par un nationaliste. Kautsky et Hilferding retourneront bientôt au SPD.

Cette fusion constitue une victoire importante de la conscience sur le spontané et de la clarté sur la confusion. La possibilité de voir la révolution mondiale apporter enfin un appui décisif à la révolution russe paraît alors un pronostic raisonnable, le principal obstacle ayant été depuis 1917 la trahison de la social-démocratie et l'absence d'un parti révolutionnaire de masse capable de rassembler et coordonner l'énergie des masses pour abattre l'Etat bourgeois.

Problèmes non réglés et crise de la direction

En fait, beaucoup de choses restent à faire. La direction, qui se compose à moitié des anciens de l'USPD et des anciens du KPD, est loin d'avoir assimilé les leçons tant de la révolution russe que de la première phase de la révolution allemande. Lévi souhaite abandonner ses responsabilités et reste à la demande des dirigeants de l'USPD et de l'Internationale communiste. Il est irrité par les tendances gauchistes et ne fait pas preuve de la pédagogie et de l'acharnement à gagner ces militants d'un Lénine ou de Rosa Luxemburg. La tension est palpable. Il quitte la direction un peu plus tard.

En mars 1921, une nouvelle crise va porter un coup rude au VKPD.

Les envoyés de l'Internationale communiste, sous l'impulsion de Zinoviev, son président, vont chercher à accélérer le combat du VKPD et l'engager dans ce qu'ils appellent la politique de l'offensive. Cette orientation lance le VKPD dans une série de combats qui, habilement exploités par le gouvernement, l'isolent, puis permettent une répression sévère. Le plus grave est que les travailleurs allemands sont désignés par ces envoyés de l'Internationale communiste comme responsables par passivité de cette défaite, alors qu'elle est due essentiellement à une tactique d'offensive qui ne tient aucun compte des rapports entre les classes et entre le parti et les ouvriers, à l'opposé donc de la stratégie du bolchevisme.

Lévi, qui a des divergences avec les interventions des représentants de l'Internationale communiste tant en Italie qu'en Allemagne, dénonce publiquement et violemment l'action du VKPD au moment même où il est sous les coups de la répression et où ses militants sont désorientés. Ce geste est considéré comme un coup de poignard dans le dos.

Lévi est exclu, mais une cassure se crée, une partie des dirigeants soutenant son analyse, dont Clara Zetkin.

Lénine fera tout pour essayer de faire comprendre à Lévi qu'il a mal agi et aux dirigeants du VKPD que leur politique est archi-fausse et que leur erreur relève des questions de principe et non de la tactique. Lors du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1921, une discussion approfondie et souvent très dure se mène sur l'Allemagne : d'un côté, Lénine et Trotsky s'efforcent de convaincre Clara Zetkin que même si Lévi a eu raison sur le fond, son attitude a porté un coup très dur au parti ; de l'autre, ils combattent toutes les interventions des responsables allemands ou de l'Internationale communiste qui justifient l'action de mars qu'ils ont cautionnée au nom d'une tactique d'électrisation du prolétariat, comme le dit l'un d'eux.

La méthode de discussion de Lénine n'est pas d'aiguiser les divergences, mais de clarifier les problèmes en poussant la discussion. Cette longue discussion débouche sur les thèses de la stratégie du front unique ouvrier. En reprenant les leçons des années 1917-1921, il s'agit d'une conception qui revient aux acquis les plus fondamentaux du marxisme, *"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"*, en l'enrichissant de la question du pouvoir, Etat ouvrier ou Etat bourgeois, gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat, rapport entre le spontané et le conscient, la place du parti, des syndicats, des conseils. Comment aider la classe ouvrière à se rassembler et à s'éduquer malgré la politique traître des appareils réactionnaires en son sein, qui cherche à disloquer son combat ? Comment constituer son unité et son indépendance, seul moyen de lui donner la force de vaincre la bourgeoisie ?

Ces questions sont les plus fondamentales et se posent dans toutes les situations de la lutte de classe comme dans les situations révolutionnaires sous des formes toujours différentes.

Si les thèses des IIIe et IVe Congrès de l'Internationale communiste ont permis un armement théorique de la direction du KPD comme des autres sections, ces leçons de stratégie révolutionnaire ne seront pas assimilées par tous les dirigeants. Zinoviev favorise dans le KPD et l'Internationale communiste une orientation qui rabaisse le front unique ouvrier à une tactique, voire une manœuvre de dénonciation de la social-démocratie, qui, à la limite, sera résumée par la formule "plumer la volaille". La lutte qui s'ouvre dans le parti russe après la mort de Lénine, la montée de la bureaucratie conduisent Zinoviev à substituer la bolchevisation au bolchevisme.

La crise de 1923 et le nouvel échec de la révolution allemande vont renforcer la bureaucratisation en isolant l'URSS. A ce moment-là commence une autre période de la vie de l'Internationale communiste : désormais, la bureaucratie en voie de constitution en URSS va étouffer la discussion dans toutes les sections de l'Internationale communiste avant de la transformer complètement et la détruire.

Christian Coudène

Suicide d'une république ou trahison d'une révolution ?
(notes de lecture)

TROTSKY écrit en 1930, en réponse à des questions d'un militant italien (Cahiers du mouvement ouvrier, n° 28, p. 67) : « Peut-on dire, par exemple, que l'actuelle république allemande est une conquête de la révolution bourgeoise ? Une telle affirmation serait absurde. Ce qui s'est produit en Allemagne en 1918-1919, c'était une révolution prolétarienne qui a été trompée trahie et écrasée, faute de direction. Mais la contre-révolution a été obligée de s'adapter aux circonstances résultant de l'écrasement de la révolution prolétarienne et de prendre les formes d'une république parlementaire "démocratique". »

Il donne une appréciation dans ce texte de ce qui peut se passer lors de la chute du fascisme en Italie qui s'avérera fort juste en 1945.

Beaucoup d'ouvrages d'histoire sur la république de Weimar partent d'un préjugé inlassablement répété : la démocratie avait été instaurée en Allemagne, mais elle a été confrontée à des crises qui ont permis aux nazis d'exploiter le mécontentement et de se hisser au pouvoir. La continuité entre la répression de 1919-1920 et la montée du danger fasciste est dissimulée même par les historiens qui reconnaissent que quelque chose n'allait pas. Voici quelques exemples.

Dans *Le suicide d'une république*, de Peter Gay : *"La droite se livra à une débauche de meurtres en toute impunité... Il y eut des excès de toute part, (...) alors que la bonne volonté de Ebert et Noske était hors de question."* Et plus loin : *"La caste militaire sortait de la guerre démoralisée, affolée, prête à tous les compromis, et son prestige était en ruine... Le 10 novembre, au lendemain de la proclamation de la République, Ebert concluait un accord de vaste portée avec le général Groener..."* Ou encore : *"Les juges étaient presque tous issus des ordres privilégiés. Les conséquences sont bien connues : sur les 354 meurtres commis par les activistes de droite, un seulement fut rigoureusement puni et même pas par la peine capitale."*

Cette présentation oublie ou dissimule que c'est la Constitution de Weimar de 1919 élaborée par le SPD qui a rendu les juges de l'empire inamovibles. Ces magistrats ne se sont pas contentés de ne pas poursuivre les tueurs de la droite nationaliste, ils ont monté avec les généraux et la presse de véritables complots pour discréditer les dirigeants du SPD ou même du Zentrum catholique.

L'auteur conclut le chapitre *"Le traumatisme de la naissance"* ainsi : *« Les historiens les plus impassibles ne peuvent étudier ces statistiques sans effarement, sans un sentiment de désespoir... En 1934, en exil, le parti social-démocrate reconnut avec quelque tristesse qu'il avait commis une erreur tragique,* "que le mouvement de la classe ouvrière allemande désorienté par la guerre ait conservé le vieil appareil d'Etat presque sans changement, voilà sa grande erreur historique". »

Ainsi s'écrit l'histoire : la classe ouvrière aurait été désorientée non pas par Ebert ou Kautsky, non, mais "par la guerre". Ce n'est pas Ebert-Scheidemann-Kautsky qui se sont battus chacun à leur manière pour préserver le vieil appareil d'Etat, mais "le mouvement ouvrier". Les conseils ouvriers n'ont jamais existé.

Le maintien du vieil appareil d'Etat, "une erreur tragique" ? Cette "erreur tragique" a été annoncée par Lénine dès 1918 dans sa polémique avec Kautsky. En 1917, il a écrit un ouvrage, *L'Etat et la Révolution*, où il défend contre cette "erreur tragique" la position de Marx sur

l'Etat. Pourquoi ne pas le dire, pourquoi faire comme si cela n'avait pas été au cœur de la discussion publique dans le mouvement ouvrier mondial en 1917-1921, au cœur de la fondation de la IIIe Internationale ?

Si, en 1934, les partis socialistes sont traversés par une radicalisation de leur aile gauche, à la suite de la défaite allemande face au nazisme, Staline va redoubler de répression contre les partisans de la IVe Internationale pour interdire aux jeunes générations de comprendre ce qui s'était passé en Allemagne.

Dans *La République de Weimar*, de Horst Moller, on note la même autocensure sur les conseils ouvriers : ils ne sont pas niés, mais réduits à une écume sans force de la vague révolutionnaire. Lui aussi s'étonne de certains faits : quand Gumbel publie en 1920 Deux ans d'assassinats politiques, où il analyse ces assassinats de personnalités organisés par les associations nationalistes d'officiers, où il démontre la complicité des juges, le ministre SPD de la Justice fait faire une enquête pour vérifier. Le rapport confirme en tout point l'accusation de Gumbel. Mais le rapport ne fut pas publié et enterré par les commissions parlementaires. Gumbel écrit en 1923 : *"Il a donc fallu deux ans et demi à ce mémoire pour ne pas être publié."*

L'auteur conclut : *"La République est incroyablement démocratique envers ses ennemis."* Sans le vouloir et le savoir peut-être, il illustre un argument de Lénine contre Kautsky : démocratie ? Mais démocratie pour qui ? Démocratie pour la bourgeoisie ou démocratie pour les ouvriers ? République impitoyable envers les ouvriers, incroyablement démocratique envers les forces réactionnaires nationalistes.

Rappelons aussi que la laïcité n'a pas été instaurée et que le statut impérial des Eglises a perduré, que l'enseignement a été soumis au programme hyper-nationaliste établi par Ludendorff pendant la guerre, et que si les nazis ont gagné beaucoup de jeunes après 1930, c'est certes à cause d'un chômage terrible, de la trahison stalinienne, mais aussi qu'ils avaient été gavés à l'école de propagande nationaliste.

Dans *Aux racines du mal*, de Pierre Jardin (Tallandier, 2005), on trouve une recherche sur la fabrication et la propulsion du mythe du "coup de poignard dans le dos". La place de l'état-major et la complicité entre généraux, magistrats, tueurs, journalistes, universitaires, experts, historiens est très bien montrée. Sous la république de Weimar, ces éléments du vieil appareil d'Etat combattent pour faire accroire que ce sont les socialistes qui ont poignardé dans le dos l'armée, qui avait, en fait, remporté la victoire en 1918. Les falsifications sont accréditées par une mécanique bien huilée : des calomnies sont déversées dans la presse, ceux qui en sont victimes (personnalités socialistes ou du Zentrum) portent plainte pour diffamation, et lors du procès qui sert de caisse de résonance aux calomnies, les magistrats donnent raison aux calomniateurs, accréditant donc toujours la thèse du coup de poignard dans le dos, lui donnant une base "scientifique" et officielle, en quelque sorte. Erzberger, dirigeant du Zentrum catholique, fut proprement assassiné en 1921 par un commando d'officiers parce qu'il avait répliqué vertement à une attaque calomnieuse au Parlement et, emporté par sa colère, il avait fait des révélations pour se défendre sur les positions des généraux, leur conduite lamentable de la guerre. Il confirme que ce sont les généraux qui avaient demandé l'armistice, mais avaient laissé Erzberger signer cet armistice pour pouvoir ensuite accuser les civils de trahison. Avoir ce jour-là attaqué, pour se défendre, la sacro-sainte Reichwehr ne lui fut pas pardonné (après avoir été blessé lors d'un premier attentat, il est abattu par un autre commando d'officiers).

Plus tard, dans l'ambiance surchauffée des années 1930 où le chômage et la misère atteignent à nouveau des proportions inouïes, la thèse largement répandue par les médias du coup de poignard dans le dos permet de rendre responsables du désastre et du pillage de l'économie allemande les socialistes, les banquiers juifs, les signataires du traité de Versailles. Hitler ne fit que reprendre un

thème élaboré dès 1919 par Ludendorff et Hindenburg et accrédité par les plus solennels jugements des magistrats. Il reprend aussi un thème développé par Ludendorff dans ses mémoires parues en 1920 : il n'a manqué que peu de chose pour la victoire, l'adhésion de l'arrière, l'armée a été trahie. Pour une future victoire il faut imposer la totale adhésion aux buts de la guerre. Hitler mettra cette idée en pratique.

Si ce livre ne dit pas un mot de la lutte de classe, il est très révélateur, là encore sans le vouloir, de ce que signifiait le maintien de l'appareil d'Etat, de ce qu'est vraiment la démocratie bourgeoisie. Par exemple, on peut comprendre que l'opération du putsch de Kapp n'est pas une aventure d'éléments incontrôlés de l'armée, mais bien une opération test, montée par toutes les composantes de la bourgeoisie, qui, en cas de réussite, devait se poursuivre par une dictature d'Hindenburg. C'est bien ce plan qui est repris aux élections de 1925 sous une autre forme pour écarter Ebert et faire élire Hindenburg président. Cela confirme le jugement de Trotsky en 1930 : la forme "démocratique" de la république parlementaire tient à la difficulté d'exterminer la force de la classe ouvrière.

Cet ouvrage éclaire bien sur l'origine de l'idéologie nazie comme produit d'un dispositif de la bourgeoisie impérialiste allemande dans son ensemble. Il complète ce que Daniel Guérin a pu montrer sur les aspects économiques du nazisme, dans *Fascisme et grand capital*.

Le titre semble un écho aux analyses philosophiques présentant le nazisme comme un produit du mal qui est dans l'homme, il montre plutôt ses racines idéologiques dans la nature de l'impérialisme allemand.

Nous pouvons ajouter que révolution et contre-révolution sont aux prises entre 1918 et 1933 avec des soubresauts violents et une conclusion, la dictature nazie, qui fait l'accord de toutes les composantes de la bourgeoisie allemande et de son Etat.

Berlin, 1919-1933 (Autrement, série Mémoires, octobre 1991) : ce livre, dont les différents chapitres écrits par des auteurs différents retracent les divers aspects de l'histoire de Berlin, est plein de choses intéressantes.

Citons entre autres : sur le rôle de l'appareil judiciaire :

— En 1925, les prisons allemandes enferment environ 7 000 incarcérés pour menées révolutionnaires, alors que Hitler est libéré au bout de 9 mois pour sa tentative de putsch de 1923 et son associé Ludendorff (principal général de l'état-major aux côtés d'Hindenburg entre 1916 et 1918) est acquitté.

— Un journaliste, Carl Ossitsky, est condamné à 18 mois de prison ferme pour avoir dénoncé le réarmement de la Reichwehr, alors que les journalistes nazis ne sont jamais inculpés pour les mensonges, calomnies et insultes racistes qui pleuvent dans leurs journaux.

— Dès 1925, Hindenburg fait adopter une loi qui gracie tous les inculpés de l'organisation Consul, initiée par Ehrhard, un célèbre chef des corps francs qui avait organisé de nombreux assassinats de personnalités du SPD ou du Zentrum.

Sur le retour à l'ancien régime impérial :

— Le drapeau de l'empire est rétabli en 1926 par une ordonnance de Hindenburg.

— L'indemnisation des princes : un référendum, le 20 juin 1926, aboutit à accorder des sommes colossales aux Hohenzollern et autres familles princières ; les Hohenzollern redeviennent les plus grands propriétaires terriens de Prusse. A Berlin, 58 % de voix contre cette indemnisation.

— Le § 218 interdisait l'avortement et le concubinage. En 1923, 4 230 femmes passent en jugement pour avoir enfreint cette loi, 7 000 en 1925. 50 000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement à domicile. 365 femmes médecins demandent par pétition la suppression du § 218. La littérature allemande est remplie de récits de l'effroyable misère d'après-guerre et de l'essor de la prostitution pour un croûton de pain. Alors qu'il y avait 400 bureaux de planning familial en 1932, les nazis,

en 1933, saccagent tous ces centres, et leurs responsables sont arrêtés. Une bonne base pour le concordat avec le pape.

Sur la force que représentait le prolétariat de Berlin :

— Elections municipales à Berlin en 1928 : SPD 400 000 voix, KPD 350 000, nazis 16 000.

— En juillet 1932 : KPD 382 317, SPD 318 950, nazis 280 295.

— Le regroupement de toutes les forces de la bourgeoisie derrière Hitler (y compris la bourgeoisie française) : "l'expérimenté" Raymond Recouly : *"En dehors de ses prédications et de ses excitations contre les Juifs, qu'il ne faut pas prendre au tragique, la responsabilité du pouvoir pouvant fort bien le conduire à y renoncer rapidement, son programme comporte une lutte sans merci contre les communistes."* La bourgeoisie considère comme secondaire son idéologie antisémite et approuve son programme anti-ouvrier.

— *"Exceptionnelles, en la circonstance, la hauteur de vue et la lucidité de Trotsky dans les années et les mois qui précèdent le couronnement d'Hitler. Il énonça les enjeux de la catastrophe qui se dessine : l'écrasement de la classe ouvrière allemande, une formidable poussée de barbarie dans toute l'Europe, la perspective d'une nouvelle guerre mondiale. A la même époque, les communistes allemands pensaient, eux, que la social-démocratie était une variété de fascisme, que la gloire éphémère de Hitler annonçait l'avènement prochain de leur royaume."*

— *"Ce que les juges de la république de Weimar ont commencé, les SA l'ont achevé."*

Le chapitre sur la bataille pour la conquête de Berlin par les nazis montre bien la puissance de la classe ouvrière, son désarroi provoqué par les politiques du SPD et du KPD. Il montre bien que la bourgeoisie des autres pays et les Eglises, tout en ayant une certaine répulsion pour le caporal Hitler, sont pleinement d'accord avec son objectif : en finir avec la menace que représente la classe ouvrière allemande. Seul Trotsky, à l'époque, a dénoncé le danger nazi et toutes ses conséquences.

Christian Coudène

Barricade spartakiste en janvier 1919, à Berlin.

Le roi Ebert, le maréchal et le caporal

Extrait de l'intervention de Rosa Luxemburg le deuxième jour du congrès de fondation du Parti communiste, le 31 décembre 1918 (rapport sur le programme du parti et l'analyse de la situation politique)

"CAMARADES, ces messieurs Haase, Dittman, etc., ont tenté de vendre la révolution, la marchandise socialiste sous toutes sortes de masques et de fards ; ils se sont avérés être les entremetteurs de la contre-révolution ; à présent, nous sommes délivrés de ces ambiguïtés, la masse du peuple allemand peut voir la marchandise sous la forme brutale et carrée de messieurs Ebert et Scheidemann. Aujourd'hui, même le plus idiot ne peut s'y tromper, c'est la contre-révolution dans toute sa splendeur.

Quelles sont les perspectives futures de développement maintenant que nous avons dépassé la première phase ? Il n'est pas question, bien sûr, d'énoncer des prophéties, mais de tirer les conséquences logiques de ce que nous avons vécu jusqu'à présent et d'en déduire les voies prévisibles de l'évolution prochaine pour y conformer notre tactique et notre méthode de lutte...

Où leur route peut-elle maintenant se poursuivre ? Ils remiseront bien vite la comédie de la politique socialiste ; et si vous lisez le nouveau programme de ces messieurs, vous verrez qu'ils foncent à toute vapeur vers la seconde phase, celle de la contre-révolution ouverte, et je pourrais même dire, vers la restauration des conditions précédentes, d'avant la révolution. Quel est le programme du nouveau gouvernement ? l'élection d'un président qui occupera une position intermédiaire entre le roi d'Angleterre et le président en Amérique, un roi Ebert, en quelque sorte ; et, deuxièmement, rétablissement du conseil fédéral... Les Ebert-Scheidemann s'engagent ainsi sur la ligne de la restauration pure et simple des conditions d'avant le 9 novembre... La logique des événements eux-mêmes et la violence qui pèse sur les Ebert-Scheidemann nous amèneront à connaître, dans la seconde phase de la révolution, un conflit bien plus aigu, des luttes de classes bien plus acharnées que ce n'était le cas précédemment...

Les Ebert-Scheidemann souffrent tout particulièrement de n'avoir pas trouvé bien grande confiance auprès de la bourgeoisie. La bourgeoisie réfléchira avant de parer du manteau d'hermine la silhouette du rustre parvenu Ebert. Si on en arrive là, on dira qu'en fin de compte, il ne suffit pas d'avoir du sang sur les mains, mais qu'il lui faut aussi avoir du sang bleu dans les veines ; si on en arrive là, on dira : si nous voulons un roi, nous n'avons pas besoin d'un arriviste qui ne sait même pas se comporter en roi.

Que restera-t-il à ces pauvres bonshommes pour sauver leur situation ? Toutes ces machinations, la création de la division de fer, et notamment l'accord avec l'impérialisme anglais cité avant, ne représentent bien évidemment rien d'autre que les dernières réserves destinées à étouffer le mouvement socialiste allemand..."

Paul Frolich, qui a écrit une biographie de Rosa Luxemburg qui reste à ce jour et de loin la meilleure, avait assisté à ce congrès, où il sera élu à la centrale du nouveau parti. Voici comment il décrit l'impression faite sur les délégués.

"La tension qui s'était produite au congrès entre la direction et les éléments les plus jeunes poussant impétueusement de l'avant fut vite surmontée par le discours de Rosa sur le programme du parti. Les délégués avaient remarqué avec inquiétude quels efforts de volonté elle devait faire pour vaincre son épuisement physique. Mais à peine eut-elle commencé de parler que l'inspiration fit son miracle. Toute faiblesse la quitta. Toute la tension se concentra dans ce cerveau. Pour la dernière fois, le charme magique de cette grande oratrice agissait sur les hommes, les convaincant, les empoignant, les entraînant et les enflammant ; souvenir inoubliable pour tous ceux qui se sont sentis — une dernière fois — emportés par l'élan intellectuel de cette femme géniale. Ce discours était imprégné d'une volonté d'action et de victoire. Il devait cependant aussi calmer les espérances débordantes, aiguiser le regard pour la réalité et assurer au parti la capacité de manœuvrer..."

Jamais sans doute autant que dans cette intervention longue devant le congrès, dans laquelle elle a ramassé à la fois un rappel des fondements du marxisme et une analyse précise des événements en cours, Rosa Luxemburg n'a autant mérité cette appréciation de Lénine : "C'était un aigle."

Nous avons cité le passage de l'intervention de Rosa Luxemburg devant le congrès de fondation du KPD où elle se moque du roi Ebert, et elle précise que la bourgeoisie hésitera à lui mettre le manteau d'hermine même s'il a du sang sur les mains. Voici ce qui s'est passé par la suite : après que Ebert eut trempé ses mains dans le sang de Rosa et Karl, puis de milliers d'ouvriers, Ebert fut bien élu président du Reich, l'Assemblée siégea loin des grandes villes en révolution, et pourtant, même à Weimar, il fallut la faire protéger par les corps francs.

Friedrich Ebert.

C'est d'ailleurs la brigade qui sera le fer de lance du putsch de Kapp qui protégeait l'Assemblée nationale lors de son ouverture en février 1919, car même là, loin des grands centres urbains industriels, il fallut protéger l'Assemblée de l'hostilité du conseil ouvrier.

En 1925, il devait y avoir l'élection présidentielle où Ebert devait naturellement se présenter. Un nouveau sacre, en quelque sorte, et par le suffrage universel, par le bon peuple allemand. La bourgeoisie allemande déchaîna une campagne de presse accusant Ebert d'avoir « poignardé dans le dos » l'armée allemande en soutenant les grèves de janvier 1918 à Berlin, d'avoir demandé l'armistice alors que l'armée tenait bon et signé le désastreux traité de Versailles, qui avait condamné le peuple allemand à la famine et au déshonneur.

Ebert dut engager 170 procès en diffamation, et bien que ses avocats aient plaidé qu'il avait sauvé l'Allemagne en cassant la grève de janvier 1918, que c'était les géné-

raux qui avaient recommandé l'armistice, il y eut un procès du 9 au 23 décembre 1924 à Magdebourg, où la conclusion du verdict considérait que Ebert s'était rendu coupable de *"haute trahison au sens pénal"*, même si on lui accordait comme circonstance atténuante d'avoir voulu *"étouffer la grève dans l'intérêt de la défense du pays et afin de retrouver son influence sur les ouvriers extrémistes"*.

Ebert, qui devait se faire opérer de l'appendicite, différa son opération, car il devait pouvoir se présenter à tout instant comme témoin. Il en mourut le 25 février 1925, profondément affecté par le jugement qui le qualifiait de traître à la patrie, lui qui avait tant fait pour sauver cette bourgeoisie qui le traînait dans la boue. Ce n'était qu'un retour assez normal des choses, car il avait tout fait pour préserver l'appareil d'Etat prussien et les juges étaient toujours les vénérés magistrats de l'empereur ; quant aux généraux qui avaient passé le pacte secret avec lui contre les conseils ouvriers, ils regardaient le spectacle, car l'armée était un Etat dans l'Etat grâce à lui. Mais l'histoire n'avait pas fini de bousculer le roi Ebert. Peu avant sa mort, son syndicat, la Fédération des selliers, tapissiers et maroquiniers, décida de l'exclure pour *"trahison des ouvriers"*, car en témoignant devant les juges, pour se défendre, il avait révélé sa tactique de destruction des grèves de janvier 18 et sa collusion avec l'état-major.

Ainsi finit l'assassin en chef de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht ; la bourgeoisie l'avait utilisé et lui cracha dessus, les ouvriers qui avaient cru à ses mensonges s'étaient rendu compte de l'ampleur de sa félonie.

Le président élu en 1925 sera Paul von Beneckendorff und von Hindenburg, plus connu comme le maréchal Hindenburg. Il sera réélu en 1932 avec le soutien du SPD et nommera le caporal Hitler Premier ministre en 1933. La prévision de Rosa Luxemburg ne relevait pas de la prophétie comme elle le disait, mais quelle justesse dans l'analyse. Il faut complètement la relier à son texte sur l'Assemblée nationale. Les piliers de l'Etat bourgeois monarchiste, l'armée, les magistrats, préservés sous la république de Weimar, servirent sans coup férir sous la dictature d'Hitler. Dès 1925, avec l'élection d'Hindenburg s'accentue le caractère bonapartiste de l'Etat. Selon Horst Moller (*La République de Weimar*, Tallandier 2005), *« la Constitution de Weimar avait défini deux niveaux : un niveau parlementaire, où le Reichstag était l'organe politiquement décisif, et une "Constitution présidentielle de réserve", qui fut toujours pratiquée en temps de crise »*. En réalité, la façade parlementaire n'était que destinée à tromper les travailleurs, à leur faire croire qu'on instaurait la démocratie, alors qu'on protégeait la dictature de la bourgeoisie, qu'on lui donnait le moyen d'agir sans entraves. Le pourrissement de la situation politique, économique, sociale, provoqué par la défaite de la révolution ouvrière, est le terreau sur lequel va se développer le fascisme.

La position prise par le KPD entre 1929 et 1933 sous la dictée de Staline va considérablement renforcer le pourrissement. En effet, le KPD tourne le dos à la stratégie du front unique ouvrier, remplace la cohésion du bolchevisme (liberté dans la discussion, unité dans l'action) par les exclusions, les oukases, la bureaucratisation. La classe ouvrière sera écrasée en 1933 par le nazisme en conséquence de cette trahison double de la social-démocratie et du stalinisme.

Gustav Noske avec l'état-major allemand en 1919.

Léon Trotsky, 1925 :

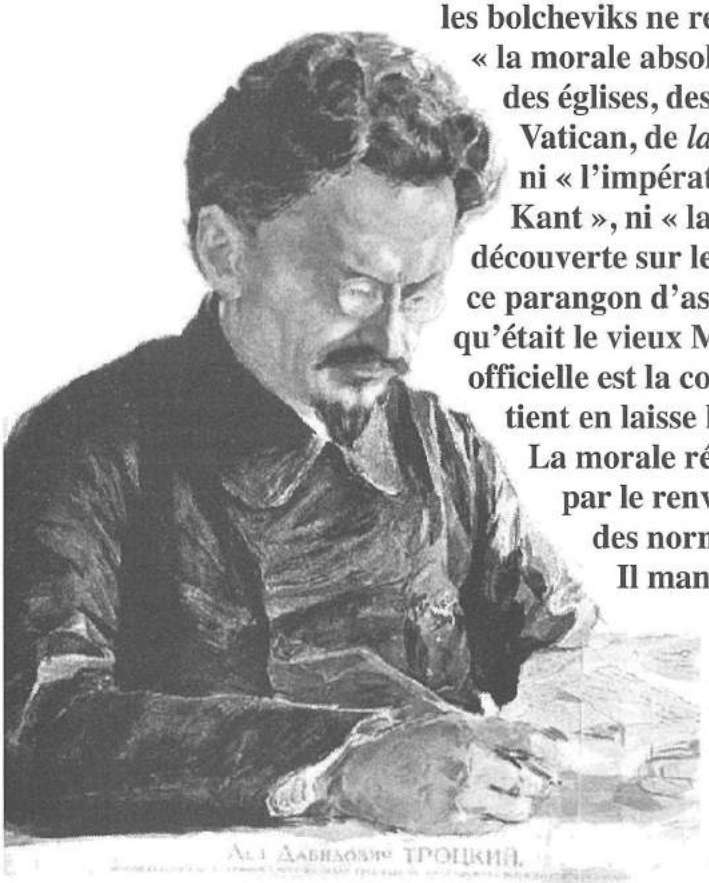
Sens et méthodes de la propagande anti-religieuse

Dès le lendemain de la révolution, l'Eglise orthodoxe s'est dressée contre le pouvoir qui promulgue des réformes démocratiques que le Gouvernement provisoire, subordonnant tout à l'union sacrée pour la guerre, avait abandonnées : la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la suppression de l'enseignement religieux obligatoire à l'école, le droit au divorce, l'instauration d'un état-civil. Le patriarche Tikhon exige le maintien de tous les privilèges de l'Eglise russe (dont son financement par l'Etat sur un budget défini par elle-même) ; il fulmine contre les *« rebuts du genre humain »* au pouvoir, engagés, dit-il, dans une *« entreprise réellement satanique »*.

Dans la guerre civile qui s'engage dès décembre 1917, l'Eglise orthodoxe se range massivement du côté des Blancs dont les prêtres bénissent systématiquement les troupes.

Les bolcheviks répondent à cet engagement en suscitant dans l'Eglise orthodoxe un courant dit de « l'Eglise rénovée » et en développant une politique antireligieuse dont les résultats sont assez maigres.

En 1924, dans *Entre l'impérialisme et la révolution,* Trotsky affirme : les bolcheviks ne reconnaissent ni « la morale absolue de la prêtraille, des églises, des universités, du Vatican, de *la Croix* et du *Pélerin* », ni « l'impératif catégorique de Kant », ni « la morale éternelle découverte sur le mont Sinaï par ce parangon d'astuce et de cruauté qu'était le vieux Moïse (...). La morale officielle est la corde avec laquelle on tient en laisse les opprimés (...). La morale révolutionnaire débute par le renversement de Dieu et des normes absolues. » (1). Il manifeste en même temps un certain scepticisme sur l'efficacité des méthodes tapageuses de déchristianisation qu'il exprime dans ce texte de 1925.



(1) *Entre l'impérialisme et la révolution,* p 101.

Sens et méthodes de la propagande anti-religieuse

(Léon Trotsky, 1925)

Il est de nos jours parfaitement évident et incontestable que nous ne pouvons pas mener notre propagande anti-religieuse par la voie d'un combat direct contre Dieu. Cela ne saurait nous satisfaire. Nous remplaçons le mysticisme par le matérialisme, en donnant la plus grande importance à l'expérience collective des masses, en renforçant leur influence active sur la société, en élargissant l'horizon de leurs connaissances positives, et c'est sur ce terrain aussi, chaque fois que c'est nécessaire, que nous portons des coups directs aux préjugés religieux.

Le problème religieux est d'une importance énorme et est étroitement lié au travail culturel et aux structures socialistes. Marx disait dans sa jeunesse : « *La critique de la religion est la base de toute autre critique* ». Dans quel sens ? Dans celui qui veut que la religion soit une sorte de connaissance fictive de l'univers. Cette fiction a deux sources : la faiblesse de l'homme face à la nature et l'incohérence des rapports sociaux. Craignant la nature ou n'en voulant pas tenir compte, incapable d'analyser les rapports sociaux ou les méconnaissant, l'homme social s'est efforcé de satisfaire ses besoins en créant des images fantastiques, en les recouvrant d'une réalité imaginaire et en se prosternant devant ses propres créations. La source de cette créativité réside dans le besoin pratique de l'homme de s'orienter, besoin découlant des conditions de la lutte pour l'existence.

Il y a dans cette adaptation des règles pratiques tout à fait appropriées. Mais elles sont toutes liées à des mythes, à des fantasmes, à des superstitions, à un savoir imaginaire. Précisément parce que tout développement de la culture est accumulation de savoir et d'habileté, la critique de la religion est la base nécessaire de toute autre critique. Pour paver la route pour un savoir juste et réel, il est indispensable de se débarrasser de tout savoir fictif. Dans ce cas précis cependant, cela n'est vrai que si l'on considère la question dans son ensemble. Historiquement parlant – et cela n'est pas seulement vrai pour des cas individuels, mais aussi en ce qui concerne le développement de classes entières – le savoir véritable est lié, sous différentes formes et dans diverses proportions, aux préjugés religieux. La lutte contre une religion donnée, ou contre la religion en général et contre toutes les formes de mythologies et de superstitions, n'est ordinairement couronnée de succès que si l'idéologie religieuse entre en conflit avec les besoins d'une classe donnée dans un nouvel environnement social. En d'autres termes, lorsque l'accumulation de savoir et le besoin de savoir ne peuvent plus se contenter du cadre des vérités imaginaires de la religion, alors un seul coup d'un couteau critique peut parfois suffire, et tombe la coquille de la religion.

Le succès des pressions anti-religieuses que nous avons exercées ces dernières années s'explique par le fait que des couches avancées de la classe ouvrière, qui sont passées à travers l'école de la révolution, c'est à dire des rapports actifs avec le pays et les institutions sociales, se sont facilement débarrassées de la coquille des préjugés religieux, qui avait été complètement minée par les évènements antérieurs. Mais la situation change considérablement lorsque la propagande anti-religieuse exerce son influence en direction des couches les moins actives de la population, non seulement des campagnes, mais aussi des villes. Le savoir réel qu'elles ont acquis est si limité et si fragmentaire qu'il peut exister côte à côte avec des préjugés religieux. La critique brute de ces préjugés, ne trouvant pas de soutien dans l'expérience personnelle et collective, ne mène

à aucun résultat. C'est pourquoi il est nécessaire d'effectuer cette approche sous un autre angle et d'élargir les sphères de l'expérience sociale et du savoir réaliste. Les moyens diffèrent pour ces fins. Des salles à manger publiques et des crèches peuvent affecter la conscience de la ménagère d'un stimulus révolutionnaire, ainsi qu'énormément accélérer son évolution vers le rejet de la religion. Les méthodes chimiques utilisées par l'aviation pour détruire les sauterelles peuvent jouer le même rôle vis à vis des paysans. Le simple fait pour le travailleur et la travailleuse de participer à la vie d'un club, en les extirpant de la petite cage familiale avec son icône et son cierge, ouvre l'une des voies vers la libération des préjugés religieux. Et ainsi de suite. Les clubs peuvent et doivent mesurer la résistance des préjugés religieux et trouver des voies indirectes pour élargir l'expérience et le savoir. Ainsi, au lieu d'attaques directes par la propagande anti-religieuse, nous utilisons des blocus, des barricades, et des manœuvres indirectes. De manière générale, nous ne faisons qu'entrer dans une telle période, mais cela ne veut pas dire que, dans le futur, nous ne ferons pas d'attaques directes. Il est seulement nécessaire de s'y préparer.

Notre attaque contre la religion est-elle légitime ou illégitime ? Elle est légitime. A-t-elle mené à quelques résultats ? Elle l'a fait. Qui a-t-elle attiré à nous ? Ceux qui par des expériences antérieures avaient été préparés à se délivrer complètement des préjugés religieux. Et les autres ? Il reste toujours ceux que même la grande expérience révolutionnaire d'Octobre n'a pas libérés de la religion. Et là, les méthodes formalistes de critique anti-religieuse, la satire, la caricature, etc., ne peuvent pas faire grande chose. Et, si l'on y va trop fort, on risque d'obtenir un résultat inverse. Il faut perforer le rocher – c'est vrai qu'il n'est pas bien ferme –, le bourrer de bâtons de dynamite, utiliser des attaques indirectes. Avant longtemps, il y aura une nouvelle explosion et un nouvel éboulement, c'est à dire qu'une nouvelle couche de la population sera arrachée des grandes masses... La résolution du VIII° congrès du parti nous dit que dans ce domaine nous devons actuellement passer de l'explosion et de l'attaque à un travail plus prolongé de minage, et ce, avant tout, au moyen de la propagande pour les sciences naturelles.

Pour montrer comment une attaque non-frontale peut parfois donner un résultat totalement inespéré, je vais donner le très intéressant exemple tiré de l'expérience du Parti communiste norvégien. Comme chacun sait, en 1923 ce parti se scinda en une majorité opportuniste sous la direction de Tranmael, et une minorité révolutionnaire fidèle à l'Internationale communiste. J'ai demandé à un camarade qui vivait en Norvège comment Tranmael avait réussi à gagner la majorité – de manière, bien sûr, temporaire. Il me dit que l'une des raisons en était le caractère religieux des travailleurs et des pêcheurs norvégiens. Les pêcheries, comme vous le savez, n'ont qu'un standard de technicité très bas, et dépendent entièrement de la nature. Ceci est la base des préjugés et des superstitions ; et la religion pour le pêcheur norvégien, comme l'a spirituellement fait remarquer un camarade, c'est quelque chose comme un vêtement de protection. Il y avait en Scandinavie des membres de l'intelligentsia, des Académiciens, qui flirtaient avec la religion. Ils ont été, comme de juste, battus par l'impitoyable fouet du marxisme. Les opportunistes norvégiens en avaient adroitement tenu compte dans l'intention de conduire les pêcheurs à s'opposer à l'Internationale communiste. Le pêcheur, un révolutionnaire, éprouvant une profonde sympathie pour la République des soviets, favorisant de toute son âme l'Internationale communiste, se dit : « Ceci se réduit à cela. Ou je dois être pour l'Internationale communiste, mais alors sans Dieu et poisson, ou alors, bon gré, mal gré, il me faut rompre ». Et il l'a fait... Ceci montre comment la religion s'infère dans la politique prolétarienne.

Evidemment, cela s'applique encore plus à notre propre paysannerie, dont la nature religieuse traditionnelle correspond étroitement aux conditions de notre agriculture arriérée. Nous ne vaincrons les préjugés religieux profondément enracinés de la paysannerie qu'avec l'électrification et l'industrialisation de l'agricul-

ture paysanne. Cela, bien sûr, ne veut pas dire que nous ne devons pas profiter de tout progrès technique isolé ou de tout moment social favorable en général pour faire de la propagande anti-religieuse, pour provoquer des ruptures partielles avec la conscience religieuse. Non, cela est tout autant obligatoire qu'auparavant, mais nous devons avoir une perspective générale correcte. En fermant simplement les églises, comme il a été fait en quelques endroits, ou par d'autres excès administratifs, non seulement vous serez incapables d'atteindre un succès décisif, mais au contraire, vous préparerez la voie pour un retour en force de la religion. S'il est vrai que la critique de la religion est la base de toute autre critique, il n'en est pas moins également vrai qu'à notre époque, l'électrification des campagnes est la base nécessaire à la liquidation des superstitions des paysans. Je vais citer les remarquables paroles d'Engels, il y a peu de temps inconnues encore, et qui concernent directement la question de l'électrification et de l'abolition du gouffre séparant la ville de la campagne.

La lettre a été écrite par Engels à Bernstein en 1883. Vous vous rappelez qu'en 1882 l'ingénieur français Deprez a trouvé une méthode permettant de transmettre l'énergie électrique par fil. Et, si je ne me trompe pas, lors d'une exposition à Munich, il fit une démonstration de transmission de l'énergie électrique d'un ou deux chevaux-vapeur sur environ 50 kilomètres. Cela fit une impression fantastique sur Engels, qui était extrêment sensible à toute invention dans les domaines des sciences naturelles, de la technique, etc...

Il écrivit à Bernstein : « *La toute dernière invention de Deprez... libère l'industrie de toute contrainte géographique, rend possible l'utilisation de l'énergie hydraulique la plus éloignée. Et même si au début elle ne sera utilisée que dans les villes, en dernière analyse elle doit devenir le levier le plus puissant pour l'abolition de l'antagonisme entre la ville et la campagne* ».

Vladimir Ilitch (Lénine) ne connaissait pas ces lignes. Cette correspondance n'est parue que récemment, et pourtant il partageait ce point de vue, que l'électricité accomplirait de grandes transformations dans la psychologie paysanne.

Il y a des périodes de rythmes différents dans la conduite de l'entreprise d'abolition de la religion, déterminées par les conditions générales de la culture. Tous nos clubs doivent être des points d'observation. Ils doivent toujours aider le parti à s'orienter lui-même sur ce problème, trouver le moment, prendre le rythme correct.

L'abolition complète de la religion ne sera atteinte que dans une structure socialiste complètement développée, c'est à dire, lorsqu'il existera une technique qui libérera l'homme de toute dépendance dégradante envers la nature. Cela n'est possible que dans le cadre de rapports sociaux dénués de tout mystère, parfaitement lucides et n'oppressant pas l'humanité. La religion traduit le chaos de la nature et le chaos des rapports sociaux dans le langage d'images fantastiques. Seule l'abolition du chaos terrestre peut supprimer à jamais son reflet religieux. Une direction consciente, raisonnable et planifiée de la vie sociale dans tous ses aspects, abolira définitivement tout mysticisme et diablerie.

Martemian Rioutine : Staline comme chef et théoricien

Les numéros 42 et 43 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié les deux premières parties du portrait de Staline dessiné en 1932 par l'opposant Martemian Rioutine (ancien opposant de « droite », c'est à-dire partisan de Boukharine). Rappelons que Rioutine — qui fonde au même moment une organisation d'opposition — paiera de sa vie ce portrait sévère ; que Rioutine met en doute les qualités de Staline comme « chef » alors que la propagande officielle le qualifie déjà de « guide » avant de lui attribuer plus tard les qualificatifs les plus pompeux pour célébrer ses qualités de guide de « l'humanité progressiste », voire de l'humanité tout entière.

Martemian Rioutine : Staline comme chef et théoricien

L'APPAREIL du parti et la poignée de carriéristes et de flatteurs qui entourent Staline, jour après jour, mois après mois, proclament à chaque coin de rue que Staline est un grand chef et un grand théoricien, l'élève génial de Lénine. Ces "savants" carriéristes placent aujourd'hui son nom à côté de ceux de Marx, Engels, Lénine. Qui ne le fait pas est aussitôt suspecté et "sous le feu".

Staline, se raccrochant à Marx, Engels et Lénine, veut, dans leur dos, se glisser frauduleusement dans les rangs des grands maîtres de la classe ouvrière. Si l'histoire ne reconnaît pas qu'il est un grand homme, alors, il est prêt à désavouer l'histoire et à la réécrire à l'aide de ses "savants" carriéristes.

N'ayant jamais réussi à s'élever aux sommets théoriques et spirituels de Marx, Engels et Lénine, il veut, au contraire, les rabaisser au niveau de sa propre nullité ; si les classes dirigeantes, grâce à leur presse et au conditionnement des masses, ont parfois transformé des génies en aventuristes, pourquoi une clique dominante ne pourrait-elle pas en faire un génie d'un aventuriste ?

Placer le nom de Staline à côté de ceux de Marx, Engels et Lénine, c'est se moquer de Marx, Engels et Lénine, c'est se moquer du prolétariat, c'est perdre toute honte, franchir toutes les limites de la bassesse ; placer le nom de Lénine à côté de celui de Staline, c'est comparer l'Elbrouz à un tas de fumier ; placer les œuvres de Marx, Engels et Lénine sur le même pied que les "œuvres" de Staline, c'est comme mettre sur le même pied la musique des grands compositeurs, de Beethoven, Mozart, Wagner et celle d'un joueur d'orgue de barbarie.

Lénine était un chef, mais ce n'était pas un dictateur. Staline, au contraire, est un dictateur, mais ce n'est pas un chef. La révolution prolétarienne a besoin de chefs, elle ne peut triompher sans eux, mais elle n'a pas besoin de dictateurs. Le parti et le prolétariat doivent combattre même les "meilleurs" dictateurs, car la dégénérescence des chefs en dictateurs signifie la dégénérescence de la révolution elle-même.

Quelle est la différence entre un chef et un dictateur ?

Un chef véritable avance, avant tout, par le mouvement des masses, il s'appuie, en premier lieu, sur le mouvement des masses et sur leur confiance, il est profondément lié aux masses, se trouve constamment parmi elles, il marche à leur tête, leur dit la vérité, et les masses se convainquent par leur propre expérience de la justesse de sa direction et le soutiennent. Tel était précisément Lénine, chef génial du prolétariat, tels étaient les fondateurs du communisme scientifique Marx et Engels, et les véritables chefs de la révolution bourgeoise en France, Robespierre, Marat, etc. Le dictateur, au contraire, parvient généralement au pouvoir en écrasant la révolution ou après que la vague révolutionnaire a décliné et par des combinaisons internes à la clique dirigeante ou une révolution de palais, en s'appuyant sur l'appareil du parti ou de l'Etat, sur l'armée, la police. Le dictateur, pour l'essentiel, s'appuie non sur les masses, mais sur sa clique fidèle, sur l'armée, sur l'appareil du parti ou de l'Etat. Il n'est pas lié aux masses, il ne se trouve pas parmi elles, il peut jouer avec elles et les flatter, mais il les trompe, il dirige non parce que les masses lui font confiance, mais, souvent, malgré leur défiance. La politique du dictateur, c'est une politique de combinaisons en coulisses, il gouverne par le choix de gens qui lui sont personnellement dévoués, il mène une politique de justification, défensive, d'exaltation de

son pouvoir. Napoléon, Mussolini, Pilsudski, Horthy, Primo de Rivera, Tchang Kaï-chek, etc., tous correspondent plus ou moins à cette caractérisation. La dictature de Staline y répond également, bien que cette dictature se distingue radicalement des dictatures bourgeoises en ce qu'elle a grandi sur la base de la dictature prolétarienne, qu'elle est une déformation de la révolution prolétarienne et contribue à sa déformation et à sa dégénérescence ultérieure.

Staline n'a jamais été un véritable chef, mais il en a été d'autant plus facile pour lui de se transformer, au cours des événements, en véritable dictateur. Ce n'est pas grâce au soutien des masses qu'il joue le rôle qu'il joue aujourd'hui. Il est parvenu à ce pouvoir actuel sans contrôle par la ruse, en s'appuyant sur un poignée de gens dévoués et sur l'appareil, en dupant les masses. Il est coupé des masses, n'est pas lié à elles, il se maintient non en s'appuyant sur les masses, mais en les terrorisant. En un mot, les traits de Staline aujourd'hui sont ceux d'un dictateur et non d'un chef.

Le "travail" de canonisation de Staline a pris des dimensions grandioses. Des gens de tout rang rivalisent à qui mieux mieux dans la "compétition socialiste" pour "plaire au "chef". Les articles théoriques dans les revues ne sont plus que des requêtes pour obtenir un meilleur poste et des engagements motivés de loyauté politique envers Staline. La machine du parti remplit consciencieusement sa "commande". Mais cette entreprise de canonisation est néanmoins vouée à un échec évident. Ne parlons même pas de ses "erreurs", ou, plus exactement, d'un enchaînement continu de falsifications du marxisme-léninisme de ces 4 ou 5 dernières années. Mais si l'on prend seulement ses positions pendant la période 1914-1927, on trouvera aussi de telles "taches" noires sur sa "chasuble" immaculée qu'aucune falsification de l'histoire du parti ne pourra les récurer et les effacer.

Premièrement, pendant la Première Guerre mondiale impérialiste, Staline n'était pas un bolchevik-défaitiste, mais un internationaliste platonique, c'est-à-dire qu'il ne se situait pas sur le terrain de la gauche zimmerwaldienne, comme Lénine, mais sur celui de la majorité à la conférence de Zimmerwald, c'est-à-dire sur le terrain de Martov, Trotsky et autres.

C'est ce dont témoigne Staline lui-même dans son article *"De la guerre"*, qui se trouve dans le recueil *Sur les chemins d'Octobre*. On peut lire dans cet article : *"La conduite de Guesde, Sembat et autres a été justement caractérisée dans les résolutions correspondantes des congrès socialistes contre la guerre. Les événements qui ont suivi ont montré combien ces résolutions étaient justes et fécondes."*

Peut-on encore douter, après cette citation, que Staline n'était pas, pendant la guerre, un bolchevik-défaitiste, mais un centriste : *"Les événements qui ont suivi ont montré combien ces résolutions étaient justes et fécondes."* Ainsi, Staline, encore en 1917, était en complet accord avec les décisions des conférences de Kienthal et Zimmerwald. En réalité, les fait ont démontré non pas "combien les résolutions de Kienthal et Zimmerwald étaient justes et fécondes", mais combien étaient justes et fécondes les positions de la gauche de Zimmerwald. Comme on le sait, ce n'est pas du tout la même chose.

Dans son article *"Un premier pas"*, Lénine écrit à propos de la conférence de Zimmerwald : *"Par 19 voix contre 12, la conférence a refusé que le projet de résolution que nous proposions avec d'autres révolutionnaires marxistes soit transmis à commission des résolutions, et notre projet de manifeste a été transmis à la commission avec les deux autres pour élaborer un manifeste commun. Le manifeste adopté représente un pas pratique vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Mais en même temps, ce manifeste, comme le montre l'analyse, demeure inconséquent et incomplet."*

Les bolcheviks ont donc été minoritaires à la conférence et considéraient que le manifeste et les résolutions demeuraient inconséquents et incomplets, tandis que Staline considère qu'il sont

totalement justes (les faits ont démontré combien les résolutions de Kienthal et Zimmerwald étaient justes). Tel est, pendant la guerre, ce bolchevik "de fer" "inébranlable", "conséquent". Staline tentera de masquer les faits par toutes sortes de ces tours de passe-passe propres aux sophistes et en criant à la calomnie, mais il ne trompera aucun membre du parti, aucun marxiste-léniniste, aucun ouvrier honnête : les faits parlent trop clairement d'eux-mêmes.

Deuxièmement, la position de Staline en 1917, avant l'arrivée de Lénine, était, comme on le sait, à moitié menchevique. Dans ce même article *"Sur la guerre"*, Staline accueille positivement l'adresse des sociaux-démocrates et des sociaux-révolutionnaires de Petrograd *"Aux peuples du monde entier"* et pense qu'on peut sortir de la guerre en faisant pression sur le gouvernement provisoire et en exigeant qu'il exprime son accord à l'ouverture immédiate de négociations de paix. Dans ces positions de Staline, il n'y a pas une once de bolchevisme, pas une once de léninisme. Dans sa préface au recueil *Sur les chemins d'Octobre*, Staline tente d'escamoter le sens véritable de ses positions, de se cacher derrière le dos du parti. Il écrit que les trois premiers articles reflètent certaines hésitations nourries, comme on le sait, en mars-avril 1917, par la majorité de notre parti sur la question de la paix et des soviets. Aujourd'hui, il n'admet aucune "condition objective". Quand on peut et on doit tenir soigneusement compte des conditions objectives, il les ignore. Quand il est inadmissible de se cacher derrière les conditions objectives, il s'en sert pour sauver la situation. C'était, pensez donc, *"une période où s'effondraient les positions anciennes"*.

Cela explique sa position semi-menchevique, mais ne la justifie pas. La conduite des masses dépend en grande partie de la position des chefs. Et un homme qui prétend au titre de chef n'a pas le droit de se cacher derrière l'opinion des masses et la période d'effondrement des positions anciennes. Le chef doit se manifester précisément dans une telle période.

Staline, à ce moment, ne s'est pas manifesté comme bolchevik, mais comme semi-menchevik. Internationaliste platonique, non-bolchevik pendant la guerre mondiale impérialiste, semi-menchevik en mars-avril 1917, tel est le "héros de notre temps".

Troisièmement, voyons quelle était la position de Lénine sur la question de la paix de Brest-Litovsk en 1918. Jusqu'à maintenant, l'opinion courante était que la position de Staline coïncidait totalement avec celle de Lénine. En fait, c'est loin de correspondre à la réalité. Ces positions ont été fixées non dans les interventions littéraires de Staline, mais dans les procès-verbaux du comité central (août 1917-février 1918).

Nous y lisons : *"Le camarade Staline considère que, en adoptant le mot d'ordre de guerre révolutionnaire, nous faisons le jeu de l'impérialisme. La position de Trotsky n'en est pas une. Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits, seulement des potentialités, nous ne pouvons pas tenir compte de potentialités. Le camarade Lénine démontre qu'il n'est pas d'accord sur certains points avec Staline et Zinoviev, qui partagent sa position. D'un côté, il y a bien sûr un mouvement de masse en Occident, mais la révolution n'y a pas encore commencé. Mais si, en fonction de cela, nous modifions notre tactique, nous serions des traîtres au socialisme international."*

Les extraits de documents cités montrent que Staline s'est prononcé pour le traité de Brest-Litovsk pour des raisons tout à fait différentes de celles de Lénine. Lénine aborde la question de la paix de Brest-Litovsk en bolchevik internationaliste, Staline en national-bolchevik. Pour Lénine, la paix de Brest était le moyen de tenir jusqu'à une révolution socialiste générale, car *"il y a un mouvement de masse en Occident, mais la révolution n'y a pas encore commencé"*. Pour Staline, *"il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits, seulement des potentialités, nous ne pouvons pas tenir compte de potentialités"*.

Lénine croyait passionnément au mouvement révolutionnaire en Occident

et le voyait, Staline n'y croyait pas (*"nous ne pouvons pas tenir compte de potentialités"*) et ne le voyait pas (*"il y a seulement des potentialités"*). Staline, en fait, proposait de faire son deuil de la révolution pour longtemps, l'escargot avance, il arrivera un jour. Lénine, lui, considérait la révolution russe comme le début de la révolution mondiale, inévitable dans les prochaines années. C'est pourquoi Lénine qualifiait indirectement la position de Staline de traître *"vis-à-vis du socialisme international"*.

Tel était Staline comme internationaliste au moment de la conclusion du traité de Brest-Litovsk

Quatrièmement, enfin, voyons la position de Staline pendant la révolution chinoise en 1926-1927. Sa position a également été non-bolchevique, mais semi-menchevique, profondément opportuniste, dans l'acception marxiste-léniniste du terme, bien sûr, et non stalinienne. Cet opportunisme a consisté non pas en ce que Staline ait admis la possibilité de constituer des blocs temporaires avec la bourgeoisie (ce qui était juste), mais en ce que, dans ces blocs, il a fait du parti communiste un appendice, une queue du Kouo-min-tang, qu'il a endormi la vigilance des masses et du parti communiste vis-à-vis de la bourgeoisie, qu'il a agi à l'encontre de ce qu'exigeait Staline : surveille ton allié comme ton ennemi.

Staline, à son habitude, a rejeté la faute de sa direction opportuniste de la révolution chinoise sur la direction du parti communiste. Mais chacun sait que le parti communiste, même dans les plus petits détails, suivait alors aveuglément les directives du Comintern, où Staline jouait déjà les premiers violons.

Son orientation ayant fait faillite et ayant rejeté la faute sur le parti communiste, Staline, un ou deux mois plus tard, tourne brusquement de l'opportunisme à l'aventurisme et mène la révolution chinoise au désastre. Tous ces faits sont indiscutables.

Ils montrent, une fois encore, les "brillantes" qualités de Staline comme "chef", ils montrent que nous avons affaire non à un "bolchevik inébranlable", mais à un bolchevik qui, à des moments décisifs de la vie du parti, a commis de grossières erreurs opportunistes et s'est transformé maintenant en politicard et aventuriste sans principes.

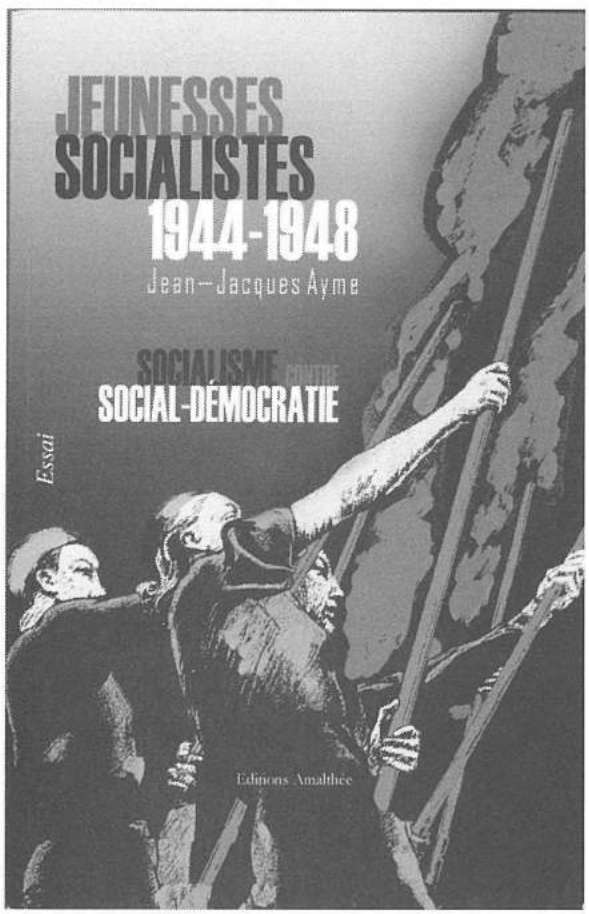
S'il en est ainsi de Staline comme chef, il n'en va pas mieux de Staline comme théoricien. Parler de Staline comme d'un théoricien avant 1917 est tout simplement risible. Ses travaux théoriques avant cette date se résument à trois petits articles sur la question nationale, publiés en leur temps dans *Prosvechtchenie* ("L'éducation"), édités en brochure séparée dans les premières années de la révolution. Ces articles ne sont qu'une médiocre compilation des vues de Lénine sur la question nationale, et rien de plus. Ensuite, il y a son recueil d'articles *"Sur les chemins de la révolution"*. Comme nous l'avons déjà souligné, les premiers articles de ce recueil, écrits avant l'arrivée de Lénine, se révèlent semi-mencheviques. Pour les autres, l'auteur s'y montre un "théoricien " tout à fait médiocre, avec une faible érudition marxiste. Tout le reste de ses travaux, y compris le meilleur, *Questions du léninisme*, est marqué même sceau de schématisme, d'étroitesse de vue, d'immobilisme et de faible érudition de l'auteur.

Dans ses travaux, il ne manifeste pas un riche bagage idéologique, mais seulement l'habileté à dissimuler l'indigence de sa pensée. En prenant les principales questions théoriques, nous allons prouver que nous avons affaire non pas à un théoricien, mais à un "corbeau paré des plumes du paon".

Jeunesses socialistes 1944-1948

Socialisme contre social-démocratie

Jean-Jacques Ayme a publié un ouvrage intitulé *Jeunesses socialistes SFIO 1944-1948*. L'ouvrage évoque les quatre années de développement de ce mouvement au lendemain de la guerre, sa radicalisation croissante en réponse aux aspirations de la jeunesse, sa confrontation avec la direction d'une SFIO engagée dans la guerre coloniale en Indochine, dans le blocage des salaires et — avec l'appui des dirigeants du PCF jusqu'en mai 1947 — dans l'opposition aux grèves revendicatives, l'exclusion de ses dirigeants et la dissolution du mouvement par Guy Mollet puis la disparition de ses milliers de membres en quelques mois. Il a présenté son livre le 14 novembre, lors d'une conférence au CERMTRI, qui a tenté de répondre à la question : comment expliquer cette disparition fulgurante d'un mouvement qui a sans doute rassemblé à un moment près de 20 000 jeunes déterminés et combatifs ? Le texte ci-dessous est la reproduction des trois premières parties de son exposé.



1. L'organisation révolutionnaire de la jeunesse

Je voudrais commencer cet exposé par deux citations de révolutionnaires présentés par les réactionnaires comme des gens très durs dans la conception de l'organisation. La première est de Trotsky et date des années 1930 :

« Nous ne pouvons attirer de nouveaux membres à la jeunesse comme au parti que par une démocratie intelligente, authentique. Tout le monde est las du manque de démocratie. Cette question est liée aux rapports entre parti et jeunesses. Il est clair que la jeunesse ne peut ni remplacer ni doubler le parti. Mais cela ne signifie pas que nous ayons la possibilité technique d'empêcher la jeunesse d'essayer de remplacer le parti chaque fois qu'elle pense qu'il suit une ligne erronée. Il n'est pas possible d'établir d'un coup ou dans une unique résolution l'autorité du parti. On ne peut pas créer l'autorité du parti par une résolution. »

La seconde est de Lénine et date de 1916, à l'époque de la boucherie impérialiste. Déjà en 1916 !

« Là, nous avons affaire à des organisations de la jeunesse qui déclarent ouvertement qu'elles ont encore à apprendre et que leur principale tâche est de former des militants pour les partis socialistes ; et nous devons les aider de toutes les manières, en nous montrant très patients à l'égard de leurs erreurs, en nous efforçant de les corriger progressivement surtout par la persuasion, et non par la lutte. Il n'est pas rare que les représentants des générations mûres ou âgées ne sachent pas aborder comme il convient cette jeunesse qui, par la force des choses, est obligée de venir au socialisme autrement, par d'autres voies, sous d'autres formes et dans d'autres conditions que ses pères. C'est pourquoi, nous devons être, sans réserve, partisans de l'indépendance de l'union de la jeunesse sur le plan de l'organisation, non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais quant au fond. Car, sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra pas faire son éducation de bons socialistes, ni se préparer à faire progresser le socialisme. Donc, pour l'indépendance la plus complète de l'union de la jeunesse, mais aussi pour une complète liberté de la critiquer en toute camaraderie pour ses erreurs ! Nous ne devons pas flatter la jeunesse. »

En France les Jeunesses socialistes de l'après-guerre, de l'après-Seconde Guerre mondiale, n'auront pas cette chance d'avoir l'indépendance la plus complète ni la liberté de critique réciproque. Cet aspect me semble essentiel, car les révolutionnaires sont systématiquement présentés comme des gens plutôt hostiles à la démocratie, alors que la social-démocratie est parée de toutes les vertus républicaines. Le contraire est vrai. Il existe un lien organique, une filiation entre cette affirmation du socialiste Plekhanov, peu après l'insurrection d'octobre 1917, favorable à la poursuite de la guerre avec l'Allemagne, et la dissolution du bureau national des Jeunesses socialistes en 1947 :

« Les bandits bolcheviks sont un mélange révoltant d'idéalistes utopiques, d'imbéciles, de traîtres et de provocateurs anarchistes. Nous ne devons pas seulement battre, mais écraser cette vermine, la noyer dans le sang. Tel est le prix de la sécurité en Russie. »

Certains trouveront que j'y vais un peu fort, mais je vais m'efforcer de montrer que la dissolution du bureau national des JS est inscrite dans les fondements de la social-démocratie, du réformisme. Les formes sont différentes selon les époques, mais, à l'arrivée, il s'agit toujours d'éliminer les forces révolutionnaires qui se mettent en mouvement.

Karl Liebknecht, dirigeant spartakiste en Allemagne après la première guerre, ancien dirigeant des Jeunesses socialistes en Allemagne, écrivait dès 1908 à propos de la place particulière de la jeunesse laborieuse :

« L'organisation des jeunes requiert, pour réussir, deux conditions : indépendance de la jeunesse et défense de ses

intérêts. Les organisations libres de la jeunesse, créées par la jeunesse elle-même, ont, les premières, tenu compte de cette nécessité qui découle de la position même des jeunes dans la vie économique. Le capitalisme moderne a donné au jeune ouvrier son indépendance : à l'usine, il est à égalité avec les adultes ; les rapports patriarcaux d'autrefois entre maître et apprenti ont pour ainsi dire disparu. Cette position économique nouvelle donne aux jeunes le droit de constituer des organisations indépendantes. Leur psychologie en effet s'est modifiée, ils grandissent dans d'autres conditions qu'autrefois : ces conditions nouvelles et les courants intellectuels qui se développent dans les villes ont pour effet de hâter leur maturité ; ils sont conduits à prendre une part active dans les grandes luttes (notez bien la remarque : lutter est une nécessité, J.-J.A.). *Ainsi, sous la pression des circonstances, la jeunesse aujourd'hui éprouve plus que jamais le besoin d'indépendance : c'est la une aspiration qu'on ne peut réprimer par la force, et celui qui tenterait de le faire commettrait un péché à l'égard de la jeunesse prolétarienne. C'est précisément l'indépendance qui caractérise l'homme : ce doit être le but d'une éducation raisonnable de permettre aux jeunes d'acquérir une personnalité. Rien ne pèse plus lourd sur le jeune ouvrier, à plus forte raison sur l'apprenti, que sa situation matérielle actuelle. Cette pression est encore renforcée par l'ignorance où se trouvent les jeunes du régime social actuel, en général. En tout cas, ils aspirent encore plus ardemment que les ouvriers adultes à leur libération économique, et tout ce qui est entrepris concernant leurs intérêts les plus fondamentaux, comme le sont les intérêts économiques, attire la grande masse des jeunes. Aussi, le but auquel doit tendre l'éducation de la jeunesse est d'élever le niveau intellectuel de la masse, non de favoriser l'avancement de quelques jeunes particulièrement doués. »*

Ce n'est sans doute pas un hasard si, en janvier 1946, *Jeunesse*, l'organe des Jeunesses socialistes consacre un article à Karl Liebknecht et à Rosa Luxemburg, faisant grincer quelques dents. Continuellement, les jeunes retrouvent, même inconsciemment, leurs racines et se tournent vers ceux qui parlent vrai. C'est en tout cas le choix qu'ont fait nombre de jeunes socialistes très vite après la Libération.

2. Jeunesses socialistes et lutte des classes

Reconstruire ou non une organisation de jeunesse, n'est pas une question qui se soit véritablement posée aux dirigeants de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, IIe Internationale) en 1944. Comme disait Daniel Mayer, responsable du parti à ce moment-là, les JS sont une pépinière. Affirmation purement technique qui ne s'intéresse pas à la spécificité de la jeunesse, comme nous l'avons vu précédemment. Les JS sont un vivier dans lequel on pioche au gré des besoins immédiats, main-d'œuvre électorale, collage, ou des besoins plus lointains, renouvellement des cadres. Donc les JS sont restructurées. D'autant que Léon Blum affirmait qu'*« un parti sans jeunesse est un parti sans avenir »*. Mais de quel avenir s'agit-il, alors que la guerre n'est pas encore terminée ? De la lutte entre les démocraties contre les dictatures, comme l'affirme une propagande très simpliste ? Ou alors de la vraie question, socialisme ou barbarie ? En 1944, le Parti socialiste SFIO a opté pour la première proposition.

Dès 1944, l'Etat dirigé par de Gaulle prend la suite de l'Etat vichyste, l'Etat démocratique après l'Etat autoritaire, en fait toujours l'Etat bourgeois, avec le soutien des deux grands partis ouvriers. Enrayer toute velléité révolutionnaire résume toute la politique de la bourgeoisie qui ne veut pas recommencer les lendemains de la Première Guerre mondiale, le déferlement révolutionnaire. En Allemagne, les Américains et les Britanniques bombardent les populations civiles pour qu'elles se terrent. En France, le Parti communiste français (PCF) appelle à la dissolution des milices patrio-

tiques et demande aux maquisards de rejoindre l'armée de la bourgeoisie. Mais cela n'est peut-être pas suffisant. Aussi, la bourgeoisie française accorde-t-elle des droits sociaux pour ne pas prendre le risque d'un déferlement révolutionnaire. La nouveauté entre les lendemains de la Première et de la Seconde Guerre mondiale est en effet que maintenant la classe ouvrière et sa jeunesse rencontrent deux partis ouvriers partisans de la collaboration de classe, au lieu d'un seul, social-démocratie et stalinisme. La bourgeoisie maîtrise alors la situation. La guerre terminée, les institutions peuvent reprendre un cours plus tranquille, semble-t-il.

Les Jeunesses socialistes sont donc réorganisées. Des statuts sont votés dès la fin de 1944. En voici la philosophie :

« Aucun mouvement n'est organiquement plus démocratique que le nôtre. Pas de chefs imposés par on ne sait quelle pression extérieure. Nous nous exprimons librement et, si les circonstances empêchent actuellement le jeu normal de nos statuts, nous faisons tout pour que, le plus rapidement possible, cette situation cesse. Socialistes et démocrates, nous sommes disciplinés parce que la véritable démocratie entraîne automatiquement une discipline librement consentie. Et chez nous, ce n'est pas une formule vide de sens. »

Mais la SFIO précise que les statuts *« (...) donnent toute garantie quant à la nécessaire subordination du mouvement jeune au parti, en lui assignant comme but : l'éducation et les loisirs de la jeunesse. »*

Un peu maigre comme perspective, en tout cas pas du tout à la hauteur des enjeux historiques de la période. En effet les principes des JS évoquent *« la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste »* ou la *« socialisation des moyens de production et d'échange »*. Mais des moyens pour y parvenir, il n'en est pas question. L'argument avancé pour ne pas mettre en pratique ces considérations socialistes sont d'abord de finir la guerre. Puis, quand la guerre sera terminée, il faudra reconstruire. Mais reconstruire quoi ? La société capitaliste avec son cortège de misère ! Ce n'est jamais le moment. Et pourtant les partis ouvriers, PCF et SFIO sont majoritaires. Mais ils gouvernent avec de Gaulle.

Jeunesse, l'organe des JS, dénonce le peuple allemand, toutes classes confondues :

« Qu'allons-nous faire de la jeunesse allemande ? Comment va-t-on pouvoir rééduquer cette masse de brutes ? Car, enfin, il va nous falloir vivre, une fois la paix rétablie, à côté de ces gens-là ! »

Ce type de propos montre comment la social-démocratie est inféodée à sa propre bourgeoisie nationale. En effet, les dirigeants socialistes se félicitent de la tenue de la conférence de Yalta, en février 1945, avec Roosevelt, Churchill et Staline, mais ils regrettent que les petits Etats n'y soient pas associés, à commencer par la France.

On a le sentiment que, très vite, les jeunes socialistes, même très encadrés, redécouvrent la lutte des classes et leurs racines. En janvier 1945, un article de *Jeunesse* est consacré à Lénine et à la *« révolution mondiale qui est proche »*. Les JS trouvent que l'épuration est trop douce, en particulier contre les patrons collabos. Les JS du Nord enquêtent sur la misère ouvrière. Mais, au même moment, la direction nationale refuse d'engager le combat pour le droit de vote à 18 ans, sous prétexte d'habits trop grands : sois jeune et tais-toi, avant 1968 ! Le premier congrès des JS à Bordeaux, en avril 1945, définit bien des revendications ou des perspectives, comme l'échelle mobile des salaires, salaire de base, Internationale des jeunes socialistes, etc. Mais aucun mot d'ordre pour instaurer le socialisme n'est abordé en séance plénière.

Pourtant, très rapidement, les jeunes se dotent des moyens de l'action politique. Les JS sont une organisation de plus de 30 000 adhérents. En général, elles trouvent l'argent nécessaire à cette action par leur activité propre, y compris fêtes et loisirs. L'éducation est remise sur pied avec André Dunoyer et Maurice Brassart. Cette éducation s'appuie sur la *« dialectique matérialiste de Marx »*

dans le but de *« s'armer pour l'avenir »*. L'avenir s'inscrit évidemment dans le présent et, très vite, les jeunes socialistes sont confrontés aux réalités sociales et politiques.

Les jeunes socialistes sont déçus par le traitement de faveur que reçoit Pétain après son arrestation. Ils sont écœurés par le maintien au pouvoir de Franco en Espagne, qui fusille des socialistes avec la bienveillance des Américains. Ils dénoncent les conditions de misère du soldat et de la préparation militaire obligatoire aux mains d'anciens officiers vichystes. Ils font le coup de main contre les fascistes qui relèvent la tête. Ils commencent à reprocher aux adultes de la SFIO de confondre éducation et catéchisme.

Le second congrès des JS, en avril 1946, quatre mois après le départ de De Gaulle du pouvoir, commence à montrer nettement les désaccords entre la direction de la SFIO et les jeunes, ces derniers critiquant publiquement la politique des mois écoulés. D'ailleurs, à ce congrès, la plupart des rapports ne sont pas votés. Marcel Rousseau, soutenu par le secrétaire général du parti, Daniel Mayer, devient secrétaire des JS. André Dunoyer prend le poste de responsable à la propagande. Mais Daniel Mayer reproche aux jeunes, lors de ce congrès, d'avoir fait preuve de *« fronde à propos de tout et de rien »*.

Dans la foulée du congrès, les JS convoquent une conférence pour une Internationale des jeunes qui affirme le principe de solidarité internationale. Mais, dans cette conférence les staliniens, notamment les Polonais, préconisent l'alliance avec les jeunesses catholiques. Dans les conférences suivantes, on assiste même à une alliance entre les staliniens venus de l'Europe de l'Est et les socialistes réformistes d'autres pays, comme les Scandinaves, qui ne veulent pas entendre parler de la présence des jeunes socialistes allemands. Bel exemple d'internationalisme prolétarien !

D'autre part, les JS françaises prennent l'initiative, sans en référer à la direction socialiste, d'un Front laïque et antifasciste de la jeunesse, au moment où le MRP, parti bourgeois d'inspiration chrétienne, passe devant le PCF et le PS aux élections. Marcel Rousseau en profite pour dénoncer le capitalisme et son docile serviteur, le cléricalisme. Mais le Front laïque est saboté par les staliniens, qui ont créé auparavant une Union de la jeunesse républicaine de France qui tend la main aux catholiques. Ils veulent bien participer au Front laïque si les trotskystes en sont exclus.

À l'été 1946, les travailleurs des PTT (la poste) se mettent en grève pour obtenir la parité salariale avec les autres administrations. Les staliniens s'opposent physiquement aux grévistes qui tiennent bon et obtiennent satisfaction. Marcel Rousseau s'en prend aux responsables staliniens dans la CGT qui accusent les grévistes d'être des *« hitléro-trotskystes, collaborateurs et agents des trusts »*. Ils les considèrent comme des *« gardiens de l'ordre bourgeois »* et appelle à l'action directe.

Mais l'été 1946, c'est aussi le congrès de la SFIO. La direction de Daniel Mayer, qui incarne le tripartisme, c'est-à-dire la collaboration de classe la plus éhontée entre le PCF, la SFIO et le MRP est battue. Pendant le congrès, les dirigeants des JS combattent la tendance Blum-Mayer. Guy Mollet, qui incarne la gauche du parti, hostile à la politique gouvernementale, est élu secrétaire général, et Yves Dechézelles, secrétaire adjoint.

Les jeunes exultent et appellent à la lutte quotidienne pour affranchir le prolétariat et l'humanité tout entière. Ils se sentent autorisés à prendre des initiatives en ce sens. Fin 1946, la conférence nationale des secrétaires fédéraux des JS décide de transformer le journal *Jeunesse* en *Drapeau rouge*, sans attendre l'avis du comité directeur du parti. Le bureau national des JS est convoqué par les dirigeants adultes, qui s'inquiètent des *« conséquences fâcheuses »*. Au même moment, aux élections législatives, la SFIO est passée de 21,1 % des voix à 17,8 %. Le fossé commence à se creuser entre la direction du PS et les JS qui mettent en cause la participation servile

des partis ouvriers à la direction des affaires du pays.

En janvier 1947, Vincent Auriol, membre du PS, est élu président de la IVe République. Quelques jours après, le socialiste Paul Ramadier forme un gouvernement SFIO-PCF-MRP-radicaux. La déception grandit rapidement chez les jeunes socialistes. Les dépenses militaires représentent le plus gros budget de l'Etat. Instrument de domination de la classe bourgeoise, l'armée française ne chôme pas, en particulier en Indochine, où l'amiral-comte-moine Georges Thierry d'Argenlieu, gaulliste inconditionnel, mène sa guerre coloniale.

A Paris, une réunion des trotskystes du Parti communiste internationaliste (PCI) pour l'indépendance de l'Indochine est interdite. Les militants sont matraqués. Parmi eux, des jeunes socialistes, qui comparent le combat des Vietnamiens à celui des résistants français contre l'occupation nazie.

Le bureau national est convoqué d'urgence par Guy Mollet, mais la campagne des jeunes ne cesse pas, d'autant qu'ils se sentent soutenus par le secrétaire général adjoint du parti, Yves Dechézelles. Ils placardent des affichettes qui font scandale à la Chambre : *« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les planteurs de caoutchouc. »* D'autant plus scandaleux aux yeux de la bourgeoisie que le ministre de l'Outre-Mer, de l'Union française, est un socialiste, Marius Moutet.

La politique sociale du gouvernement Ramadier ne trouve pas plus grâce auprès des JS. Les conditions de vie sont mauvaises, les cartes de rationnement existent encore. *Le Drapeau rouge* décrit abondamment la réalité sociale. A partir de 1947, les grèves se multiplient, comme celle des ouvriers du Livre, que la bourgeoisie traite de privilégiés. En février, les JS sont désavouées pour avoir participé à une manifestation avec des slogans anticolonialistes et sociaux. Les dirigeants socialistes sont clairs :

« On peut rappeler aux JS qu'ils doivent calquer leur politique sur celle du parti. » Ou encore : *« Il faudra rappeler aux JS qu'ils doivent être des groupes d'exécution. (...) Les jeunes socialistes n'ont pas à prendre d'initiative. »*

On accuse même les jeunes de collusion avec les trotskystes et d'infiltration de ces derniers, notamment Dunoyer, soupçonné d'appartenir au PCI. En réalité, ce que craint, par-dessus tout, la direction socialiste est que ce mouvement vers la gauche des jeunes socialistes ne s'invite également au sein du parti socialiste. Guy Mollet est alors à la manœuvre. Il faut entretenir le mythe d'une gauche sociale par de belles résolutions, tout en laissant faire aux ministres pseudo-socialistes une politique à la remorque des intérêts de la bourgeoisie. Yves Dechézelles n'est pas dupe, mais il commence à être marginalisé par les autres dirigeants.

En avril 1947, les JS tiennent leur troisième congrès. Le congrès se déroule aussi dans la rue, et les jeunes se rendent au mur des Fédérés, où Dunoyer parle des communards égorgés par ceux qui arboraient le *« torchon tricolore »*. Les résolutions du congrès se prononcent contre la politique de collaboration de classe, pour l'internationalisme prolétarien. La minorité réformiste est battue. Yves Dechézelles, présent au congrès, soutient l'orientation du bureau national. Marcel Rousseau affirme sans ambiguïté :

« Si hier les JS n'apparaissaient que comme les jeunesses d'un grand parti, aujourd'hui, on les connaît parce qu'elles sont elles-mêmes les JS. »

Au lendemain du congrès, la presse bourgeoise enrage contre ces jeunes qui en appellent aux luttes ouvrières pour renverser le capitalisme. C'en en trop pour la direction socialiste, qui interdit la publication des résolutions du congrès. Mais peu après, débute la grève de Renault, qui déborde les dirigeants syndicaux, les staliniens de la CGT en particulier, très venimeux, qui finissent par entrer dans la grève, après avoir tout fait pour la faire avorter. Les JS soutiennent la grève, dans laquelle des militants trotskystes prennent toute leur place. L'usine Renault est nationalisée depuis la fin de la guerre, et tout le monde comprend que cette grève pose inévitable-

ment la question du gouvernement, dont est membre le socialiste Daniel Mayer, ministre du Travail.

Le 5 mai, Ramadier renvoie les ministres du PCF du gouvernement, sans prévenir la direction socialiste. Les staliniens seront plus libres pour maîtriser les débordements de la classe ouvrière. En dépit de résistances en son sein, la direction de la SFIO se range derrière Ramadier et, suite à une maladresse de Dunoyer, trouve la preuve de liens entre les trotskystes et les JS. Pendant quelque temps, le bureau national des JS joue au chat et à la souris avec les dirigeants du parti, mais leur orientation reste la même.

En juin, une manifestation socialiste salue les communards au cimetière du Père-Lachaise. Ramadier est là, mais le service d'ordre du PS interdit le passage aux trotskystes et à une délégation vietnamienne. Les jeunes socialistes se mettent alors à réclamer la démission de Ramadier. Cette action des JS et la publication d'une motion de soutien du comité national à Dunoyer, dont Guy Mollet a interdit la communication, conduit la direction socialiste, après de longs débats, à voter la dissolution du bureau national, le 4 juin.

Mais, le lendemain, Guy Mollet est chassé du local des Jeunesses socialistes. Les dirigeants du parti sont tout surpris, et ils constatent alors que les jeunes soutiennent bien leur bureau national, qui refuse de se présenter devant la commission nationale des conflits, car il considère que l'affaire est politique. L'argument de l'indiscipline ne tient pas, car, au même moment, Ramadier affirme qu'il se moque des décisions du comité directeur de la SFIO. Aucune sanction n'est prise contre lui. Deux poids, deux mesures. Constatant ce traitement inégal, Yves Dechézelles démissionne de son poste de secrétaire général adjoint (1).

Les grèves se développent et, au début, les dirigeants syndicaux ne parviennent plus à contenir le mouvement revendicatif. Mais, à l'été, le mouvement se ralentit. Hénaff, responsable de la CGT et stalinien notoire, déclare :

« Certains pensaient assister à une vague de grèves, parce que les communistes ne sont plus au gouvernement. Ils en seront pour leur frais. »

3. Du parti révolutionnaire à la décomposition

Ne se faisant guère d'illusions sur le redressement hypothétique de la SFIO, les J.S. s'engagent nettement pour la construction d'un parti révolutionnaire. Les militants trotskystes du PCI apparaissent comme les interlocuteurs privilégiés. De son côté, Guy Mollet obtient le soutien de la majorité du parti contre la minorité favorable aux JS et à leur orientation politique

A l'automne 1947, une nouvelle vague de grèves débute en même temps que les élections municipales, où les JS soutiennent quelques listes d'unité révolutionnaire. Les staliniens changent de tactique et prennent la tête des mouvements revendicatifs pour empêcher leur unification. Staline veut faire pression sur la bourgeoisie française pour qu'elle ne suive pas la bourgeoisie américaine, au moment où débute la guerre froide. En décembre, les grèves s'arrêtent après des acquis vite dépassés. Un certain découragement se fait sentir dans la classe ouvrière. Ramadier démissionne et est remplacé par un MRP. Des lois scélérates sont votées par les députés. Le citron socialiste a bien été pressé. La bourgeoisie reprend plus nettement les commandes.

Dans la SFIO, des militants se regroupent dans l'Action socialiste et révolutionnaire et finissent par quitter la vieille maison. JS, ASR et PCI sont maintenant d'accord pour créer une organisation commune afin de lutter efficacement pour la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les dirigeants trotskystes du PCI espèrent, au lendemain de la dissolution du bureau national des JS, amener le gros des jeunes à la IV[e] Internationale. Mais, malgré la présence de quelques trotskystes dans les JS, à commencer par Dunoyer et Robert Sauterey, secrétaire des JS de

la Seine, le rapprochement organisationnel n'est pas évident, car les désaccords internes au PCI sont profonds.

En fait, certains dirigeants du PCI, comme Yvan Craipeau, espéraient que l'évolution des JS dans un sens révolutionnaire allait se transmettre à la SFIO. La tendance du PCI dirigée par Pierre Frank, tendance dite sectaire par ses adversaires, reproche à la tendance dite droitière, et donc aux dirigeants des JS, d'avoir trop attendu pour rompre avec Guy Mollet.

Pendant la seconde vague de grèves, à la fin de l'année 1947, JS et PCI sont au coude à coude. Au début de 1948, les pourparlers sont très avancés pour fusionner les deux organisations. Après l'ASR et Yves Dechézelles, une nouvelle tendance quitte la SFIO, la Bataille socialiste (BS). Des discussions communes ont lieu entre les JS, l'ASR et la BS, mettant un peu de côté le PCI, d'autant que la Bataille socialiste se tourne rapidement vers le PCF et son antitrotskysme. Néanmoins, la direction des JS condamne les calomnies de la BS.

Finalement, la fusion JS-PCI-ASR est reportée, car la confusion est extrême dans les trois organisations. Fin février 1948, une nouvelle organisation voit le jour, le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), animé assez rapidement par Jean-Paul Sartre et David Rousset, transfuge du trotskysme. Même si le RDR n'a pas encore de programme, les « droitiers » du PCI appellent à le rejoindre pour *« rassembler toutes les forces vives du peuple (...) pour construire un nouveau mouvement ouvrier, même si le PCI est rejeté en tant qu'organisation »*. La plupart des dirigeants du bureau national se dirige plus ou moins en ce sens.

Non seulement le RDR n'a pas de programme politique précis, mais surtout la lutte des classes n'apparaît plus comme le moteur de l'histoire. D'autres termes se substituent peu à peu au vocabulaire ouvrier : peuple, population, Français, hommes et femmes de ce pays, grève des consommateurs, contrôle du plan Marshall, hommes libres. Le RDR veut rédiger un programme avec l'aide de milliers de cahiers de revendications des Français.

JS et ASR fusionnent. Considérant que la troisième guerre mondiale est proche, que la classe ouvrière n'a plus l'initiative, la plupart des dirigeants de la nouvelle organisation se raccrochent au RDR, qui doit avoir une base large. La conférence JS-ASR reconnaît qu'elle a avec le PCI un *« accord sur les principes fondamentaux du marxisme »*, mais refuse de rejoindre l'organisation trotskyste et lui préfère l'adhésion au RDR, qui n'a toujours pas de programme, les Français ne s'étant pas rués pour rédiger leurs cahiers.

Les raisons de ce tournant vers le RDR sont multiples : un réel découragement se fait certainement sentir, car 1948 marque bien la fin de la période marquée par la Libération et les espoirs de la mise en place d'une nouvelle société possible ; également, le mythe du nombre qui imprègne les militants socialistes, même en rupture avec la SFIO. On touche là au cœur de la construction du parti révolutionnaire : un programme politique bien défini et structuré ou le rassemblement des opposants sur des bases larges et floues pour faire nombre. La quantité au détriment de la qualité ! Ni l'un ni l'autre finalement pour le RDR, qui disparaît assez vite. Les jeunes socialistes ont, les uns après les autres, quitté leur organisation. La répression mollétiste et les dérives politiques mal définies ont eu raison de l'enthousiasme de la jeunesse.

Jean-Jacques Ayme

(1) C'est lui qui va fonder l'Action socialiste révolutionnaire (ASR) avec quelques centaines de militants qui quittent la SFIO (NDLR).

Khrouchtchev et la « réhabilitation » des victimes de Staline...

Présentation

Au lendemain de son rapport secret dans la séance finale à huis-clos du XX[e] Congrès du PCUS Khrouchtchev et la majorité du Présidium du comité central du PCUS entament un processus de « réhabilitation » politique de nombreuses victimes de Staline. Ils commencent par les chefs militaires condamnés avec Toukhatchevski pour complot imaginaire avec l'Allemagne nazie en juin 1937, poursuit par certains staliniens liquidés par leur propre chef (dont la majorité des membres du comité central élu au XVII ème congrès du PCUS en janvier 1934) mais Khrouchtchev se refuse à franchir une ligne rouge : la réhabilitation des victimes des trois procès de Moscou. Il s'en explique de façon très alambiquée et contournée dans ses souvenirs dont la version authentique, beaucoup plus complète et sur bien des points différentes de la version française publiée en 1970 à partir d'une édition américaine retravaillée et soumise à des coupures nombreuses, a été éditée à Moscou en 1999. Les passages cités figurent pages 160-162 du tome un (1).

Ils seront tous « réhabilités »...

« *Pourquoi ne les a-t-on pas réhabilités alors ? Seulement parce que après le XX[e] Congrès du parti , lorsque nous avons réhabilité beaucoup de gens innocents arrêtés, des gens y ont réagi de façon orageuse tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger..* » Il insiste surtout sur la responsabilité des dirigeants des partis communistes étrangers « *inquiets parce que l'événement ébranlait leurs partis. Les processus étaient particulièrement tempétueux dans les partis français et italien.* » (p 160) Togliatti et Thorez qui ,d'après lui avaient assisté personnellement à ces procès(ce qui est inexact) intervinrent auprès de Moscou en affirmant que la réhabilitation leur créerait d'énormes difficultés . » *Nous ne voulions pas,* conclut Khrouchtchev, *en reconnaissant l'inconsistance de ces procès donner des armes à nos ennemis contre les partis frères ,contre des dirigeants comme Maurice Thorez et Palmiro Togliatti.* »

...dans une ou deux générations.

« *Nous décidâmes donc de ne pas les réhabiliter maintenant ,mais de préparer tout ce qui était nécessaire pour cela. Après décision du procureur, nous prendrons une décision secrète, affirmant que ces gens avaient été victimes de l'arbitraire ;* » *De toute façon « On ne les ferai pas revenir à la vie* » ! alors. Et puis d'ailleurs « *si nous publiions des documents authentiques sur les procès publics, ce serait une vérité abstraite(...) Nous considérions qu'un certain temps passerait, quand tous les gens qui vivaient aujourd 'hui passeraient, comme on dit ,dans l'autre monde, alors ces documents pourraient être publiés et tous ces gens devraient être réhabilités parce que c'avaient été des gens honnêtes ,dévoués et très valables pour l'URSS, mais ayant simplement d'autres opinions.* » (pp 161- 162) »

... alors qu'ils avaient pourtant eu tort

Il affirme en même temps : « *La lutte contre eux était correcte, car il y avait des divergences idéologiques, des points de vue différents sur la pratique de l'édification du socialisme, des désaccords avec les zinoviévistes et les droitiers* » désaccords que Khrouchtchev ne cite d'ailleurs jamais. Il continue « *Et je considère que nous, c'est-à-dire le Comité central du parti, avec Staline qui était notre guide, nous avons mené le combat correctement, avec des méthodes de parti, par le canal de discussions, de débats, par le vote dans les organisations du parti.*

(...) Peut-être que d'un autre côté on a admis quelque inexactitudes et quelques exagérations , je l'admets » (les « inexactitudes et exagérations en question consistant à les qualifier de partisans de la restauration du capitalisme,d'agents de l'impérialisme anglais, allemand, japonais et autres, de les avoir

fusillés et fusillé ou déporté toute leur famille... Khrouchtchev , on le voit, sait manier l'euphémisme !)*mais fondamentalement la lutte a été menée correctement sur une base démocratique. Mais il n'y avait pas besoin de les juger , pas de raison. Là il y avait un vrai arbitraire, un abus de pouvoir* » (p 161) Et Khrouchhctev conclut que leur réhabilitation sera l'affaire de la prochaine génération, sinon même de la suivante.

Une exception : Trotsky

Une exception cependant à ces réhabilitations programmées dans un lointain avenir quand tous les acteurs du moment seront morts : Trotsky : « *Nous ne nous occupâmes pas de Trotsky et de la question de sa mort. Nous ne soulevâmes pas le rideau sur cette affaire et ne voulions même pas le faire. Nous avions mené contre Trotsky une lutte idéologique, nous l'avions condamné, nous avions été et nous restions des adversaires de son idéologie, de ses conceptions. Il avait fait pas mal de tort au mouvement révolutionnaire et de plus il n'était pas mort sur le territoire d e l'URSS ; il était mort sans jugement et sans enquête. . En, 1940 un de nos agents le rattrapa et le tua, semble-t-il, au Mexique . Pour cela notre agent fut décoré. C'est pourquoi nous ne touchâmes pas cet aspect de la question.* » (p 161)

Staline fit en effet décorer Ramon Mercader alias Jackson et Mornard de l'ordre de Lénine pour cet assassinat qui répondait non seulement à ses besoins politiques mais à ceux de la bureaucratie tout entière.

Lors de la réunion du Presidium du comité central du 5 novembre 1956 Khrouchtchev donnera assez naïvement une explication partielle de cette attitude en affirmant "« *Nous avons changé quelque chose après la mort de Staline dans le bon sens, mais pas tout jusqu'au bout. C'est tout à fait compréhensible, parce que nous mêmes nous avons travaillé avec Staline et les vices qui étaient contenus dans la direction de Staline, nous ne sommes bien entendu pas libérés de ces vices, parce que nous nous y sommes habitués .* » (2)

Certes l'explication est très insuffisante.Il ne s'agit pas de vices mais de quelque chose de beaucoup plus profond Trotsky luttait contre la bureaucratie dont Khrouchtchev défendait les intérêts en tentant de la réformer. Khrouchtchev et ses pairs ne pouvaient pour cette raison envisager de le « réhabiliter » dans le parti de la bureaucratie qu'était devenu le parti bolchévik.

Quels qu'aient été les mérites historiques des Kamenev, Boukharine, Piatakov et autres dirigeants bolcheviks fusillés par Staline,ils n'avaient pas combattu la bureaucratie ou avaient interrompu leur combat commencé et donc « capitulé » devant elle.

Marc Teulin

(1) Vospominania tome 1 pages 160-162.

(2) Presidium Tsk K KPSS 1954-1964 p 634)

Deux épisodes de la lutte des classes en Union soviétique sous Khrouchtchev

Dans leurs numéros 39 et 40 les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié une longue étude sur la grève des ouvriers de Novotcherkassk contre la hausse brutale du prix des produits alimentaires de base dans le sud de la Russie les 1er, 2 et 3 juin 1962. Khrouchtchev donna son aval au mitraillage des manifestants organisé par les deux membres du bureau politique présents à Novotcherkassk, Kozlov et Mikoian. Sept « *meneurs* » furent condamnés à mort quelques jours plus tard et de nombreux manifestants et grévistes qualifiés de « *hooligans* » envoyés au goulag pour des durées de 5 à 12 ans. Le parti stalinien se présentant comme l'avant-garde et l'incarnation de la classe ouvrière devait à toute force dissimuler l'existence de grèves et de protestations ouvrières sous sa domination. Les deux études ci-dessous en évoquent deux peu connues, dont les formes et les modalités d'action sont en grande partie déterminées par l'impossibilité pour les ouvriers de s'organiser en organisations indépendantes à eux.

Au premier rang : Chkiriatov, Beria, Khrouchtchev et Staline.
Au deuxième rang : Jdanov et Malenkov.

I — Timour-Taou (août 1959)

Un choc dresse face à face l'appareil et la classe ouvrière — et surtout la jeunesse — loin de Moscou, dans les Terres vierges, à Timour-Taou, dans le Karaganda, du 1er au 3 août 1959. Là, un chantier de construction accueille près de 2 000 travailleurs, en majorité âgés de 17 à 20 ans. La direction n'a rien prévu pour les loger. Elle les installe dans un village de tentes montées en hâte et qui manquent de chaises, de tables de meubles de rangement, et même d'eau potable, sans parler d'eau pour se laver. La radio ne marche pas. La cantine ne peut accueillir qu'une petite partie des travailleurs, contraints à faire la queue une bonne heure durant. Il n'y a pas assez de cuillers, de couteaux et de fourchettes pour tout le monde. Plusieurs fois, les travailleurs découvrent des vers dans la viande pourrie qui leur est servie (circonstance qui, en juillet 1905, avait provoqué l'émeute du *Potemkine*).

L'organisation du travail est si déficiente que souvent les travailleurs n'ont que deux ou trois heures de travail par jour et ne reçoivent donc qu'une paie dérisoire. La direction du chantier comme les autorités de la ville refusent d'écouter les doléances des travailleurs, qu'ils envoient promener avec morgue.

La direction piétine allègrement les règles élémentaires de sécurité et les accidents du travail sont quasi quotidiens. Elle écarte avec indifférence ou mépris toutes les réclamations des ouvriers. Dans ces conditions, le plus petit incident peut provoquer l'explosion, qui se produit le 1er août 1959. Ce soir-là, les travailleurs de la première cité de toile, revenant du chantier, ne trouvent d'eau ni pour boire ni pour se laver. Ce n'est pas la première fois, mais cette fois-là est de trop. Un groupe d'ouvriers force la serrure de la cantine, y vide la citerne de kvas, qu'ils brisent, saccagent la cantine, raflent la limonade et le fromage blanc A trois heures du matin, la milice arrive sur les lieux de la casse, disperse la foule et arrête deux ouvriers. Cet excès de zèle rallume la colère des "casseurs". Trois heures plus tard, un groupe d'ouvriers appellent leurs camarades, partis se coucher, à libérer les deux emprisonnés — déjà emmenés au chef-lieu du district —, d'autres les appellent à aller piller le magasin d'alimentation, où ils n'entraînent qu'une minorité du millier d'insurgés. A l'aube, le secrétaire du comité de ville du PC réunit les ouvriers dans un meeting pour écouter leurs doléances. Il les enregistre, promet de "démêler" l'affaire et de "prendre des mesures". Il calme ainsi la foule très provisoirement, car il ne fait rien. Le secrétaire régional envoie un responsable voir de quoi il retourne. Ce dernier se contente de discuter avec le bureaucrate local, va ensuite se baigner dans le lac voisin et rentre chez lui.

L'arrivée, vers trois heures de l'après-midi, d'une citerne d'eau contenant un liquide d'une couleur rosâtre suspecte ravive la colère. Un millier de manifestants exigent une expertise médicale de l'eau, puis se ruent vers le poste de la milice exiger à nouveau la libération de leurs deux camarades arrêtés. La commission d'enquête officielle prétendra que les ouvriers ont été manipulés par un groupe de bandits et de voyous, mais elle cite elle-même les trois principaux slogans des manifestants : *"Liberté de grève, la journée de travail de six heures et augmentation des salaires"* ! Le cordon de trente soldats qui protège le poste tire à blanc pour repousser l'assaut, puis se réfugie dans le poste.

Le chef de la milice accepte de discuter avec une délégation de trois membres, auxquels il promet de libérer les deux emprisonnés vers minuit, ce qui sera fait. Mais dans la nuit du 3 août, une foule de plusieurs centaines de jeunes ouvriers, furieux de leurs conditions de vie et du mépris avec lequel les responsables du parti les traitent, attaque l'Univermag protégé par un cordon de soldats à coups de pierres. Les soldats tirent. La

foule s'attaque alors au marché, qu'elle pille. Les bureaucrates, apeurés et formés au seul commandement, sont incapables de dialoguer avec les grévistes et les manifestants, ainsi poussés au pillage. Certains assaillants se sont procuré des fusils de chasse. L'affrontement cesse vers 7 heures du matin.

Le bilan est lourd : 11 assaillants ont été tués, 32 blessés, dont 5, grièvement blessés, mourront peu après. 109 soldats, miliciens et officiers ont été blessés, dont 32 par balles. Le KGB arrête 190 rebelles, dont la majorité est formée de jeunes de 18 à 21 ans arrivés deux à trois semaines plus tôt pour travailler sur le chantier. 75 d'entre eux étaient membres des komsomols (Jeunesses communistes). 42 d'entre eux seront finalement déférés devant les tribunaux.

Le 3 août, 25 000 travailleurs sont en grève. Le lendemain, ils ne sont plus que 1 500. Sept meneurs prétendus sont lourdement condamnés, deux d'entre eux sont condamnés à mort. Mais leur peine est commuée en 15 ans de détention ; les autorités craignent en effet une nouvelle explosion. Elles ont d'ailleurs pris leurs précautions en décidant qu'aucune séance du procès ne se déroulait pendant un jour de congé, de façon à éviter la présence des ouvriers de la zone, et décidé aussi que le prononcé du jugement se ferait en début d'après-midi, pendant les horaires de travail.

La bureaucratie prend peur. Autre précaution : le ministre de l'Intérieur du Kazakhstan se hâte de rendre visite aux 250 jeunes travailleurs d'un chantier pour l'ouverture d'une mine de coke. Ces 250 ouvriers travaillent dans des conditions épouvantables : leurs tentes ne sont pas chauffées. Ils disposent d'un unique lavabo pour eux tous et doivent faire la queue pendant des heures pour se laver. Ils n'ont souvent rien à faire, tant l'organisation du travail est défectueuse.

A la suite des désordres de Temir-Taou, le comité central, pour tenter de relâcher la tension, invite le procureur général de l'URSS à *"poursuivre les cadres dirigeants, coupables d'une attitude criminellement méprisante vis-à-vis des besoins quotidiens des ouvriers, d'une mauvaise organisation du travail, de ne pas avoir fourni aux ouvriers le logement, l'eau, la nourriture convenable et de ne pas avoir satisfait les besoins les plus fondamentalement élémentaires des ouvriers des chantiers, ce qui a constitué l'une des causes de l'apparition de désordres de masse sur le chantier"* (1). La Pravda du Karaganda publie le 10 octobre un article décrivant les conditions d'existence des travailleurs du chantier. Il y a souvent des interruptions dans la livraison de viande, de produits laitiers et de saucisson. Dans la gare voisine, des dizaines de wagons pleins de pommes de terre sont sur une voie de garage : il n'y a aucun endroit pour stocker et conserver le précieux tubercule, qui pourrit dans les wagons...

Les suites de cette dénonciation sont inversement proportionnelles à sa vigueur répétitive. Les bureaucrates de la république kazakhe montrent peut-être un peu plus de morgue et de mépris à l'égard des ouvriers que leurs supérieurs de Moscou, mais la différence n'est que de degré, non de nature. Et les membres de l'appareil se serrent les coudes. Si Khrouchtchev peut aisément démettre un cadre dont il est mécontent, ses foudres sont de carton-pâte lorsqu'il menace un secteur tout entier de l'appareil. Dans le cas de Temir-Taou, c'est tout l'appareil de la troisième république de l'URSS par ordre d'importance — et non certains responsables isolés —, qui, par sa corruption, son inertie et sa morgue, est responsable de l'explosion. Il faudrait donc le remplacer, au moins l'épurer de fond en comble. Mais par qui remplacer les épurés ?

Khrouchtchev obtient le remplacement, le 10 octobre, du chef du KGB du Kazakhstan. Le 21 octobre se tient un plénum du comité régional du Karaganda, avec à son ordre du jour une discussion sur la construction du combinat métallurgique du Karaganda. Chose étonnante et sans précédent, c'est le premier secrétaire du parti de la République en personne, Bieliaiev, qui présente le rap-

(1) *Kopzlov Massovie bezporiadki v SSR* ("Les désordres de masse en URSS"), p. 56.

port introductif. Il est vrai qu'il limoge le premier et le deuxième secrétaires du comité régional, ainsi que le président du sovnarkhoze du Karaganda, et ne pouvait donc les laisser introduire une discussion sur l'incurie qui leur est reprochée. Ces changements ne changeront évidemment pas grand-chose. La bureaucratie de Moscou remplace des bureaucrates locaux faillis par de plus jeunes bureaucrates, qui feront très exactement la même chose, puisque c'est le système bureaucratique qui produit la corruption et le mépris des besoins et des droits des travailleurs, et non l'attitude ou le comportement de tel ou tel individu.

Jean-Jacques Marie

II — L'émeute de Krasnodar (janvier 1961)

En janvier 1961 éclatent à Krasnodar des incidents significatifs de la tension sociale qui règne alors en URSS. En l'absence de toute possibilité d'activité sociale, politique ou syndicale indépendante, tout incident peut servir de catalyseur au mécontentement larvé et se transformer en désordres, manifestation ou pillage.

Le 15 janvier, à Krasnodar, dans le sud de l'URSS, la police militaire arrête sur le marché un soldat en situation irrégulière. Le bruit court qu'il a été sauvagement brutalisé. Une bagarre éclate au marché avec la police et les droujinniki (jeunes assistants volontaires de la police). La police arrête quelques participants. En quelques dizaines de minutes, une centaine de personnes se rassemblent devant le siège de la communauté militaire et exigent leur libération et celle du soldat. Bientôt, les cris fusent : *"Livrez-nous les officiers et les généraux !"* Les manifestants, sans cesse grossis de nouveaux arrivants, menacent en cas de refus de lyncher tous les occupants de la commandanture.

Une heure plus tard, 3 000 personnes sont rassemblées, dont une masse énorme d'adolescents et de jeunes. L'un d'eux appelle à *"balayer le pouvoir soviétique et à construire ici une deuxième Hongrie"*. Un autre promet de *"faire mieux qu'en Hongrie"*. La foule brise les vitres et entre dans l'immeuble. La garde tire et tue un adolescent de 17 ans. Des manifestants s'emparent de son cadavre et organisent une marche funèbre vers l'immeuble du comité territorial du PCUS en chantant un chant révolutionnaire.

A 7 heures du soir, 200 personnes sont rassemblés devant l'immeuble, une partie d'entre elles pénètrent dans le vestibule. Là, le commandant en retraite Nicolas Malychev, membre du PCUS, s'adresse à la foule et s'écrie : *"On dit que chez nous existent la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté de réunion. Mais où est tout cela ? On nous parle de pouvoir du peuple, mais on tire sur le peuple !"* Un étudiant invite la foule à exiger une augmentation de salaires, un vieux travailleur demande *"le changement du gouvernement existant"* et s'exclame : *"Jusqu'à quand allons-nous supporter cet arbitraire ?"* Il exige une enquête sur le meurtre de l'adolescent. La police, l'armée et le KGB réussissent finalement à dégager l'immeuble.

Le lendemain, une foule moins nombreuse se rassemble devant l'immeuble de la commandanture avant de se disperser. Le mouvement purement spontané est une explosion de colère, un moment libérée par une injustice qui paraît particulièrement flagrante, une révolte indignée, mais ne trouve aucun élément (petit groupe même informel) susceptible de lui

proposer une perspective. Il s'arrête donc.

En revanche, il a produit un document... Dans l'usine de mécanique n° 4, les ouvriers découvrent, collés sur des murs, quelques exemplaires d'un tract rédigé par trois ouvriers de l'usine, bientôt démasqués par le KGB. Le tract dénonce le *"capitalisme soviétique"*, dû à la pénétration dans le Parti communiste des *"fils et filles de la vieille bourgeoisie russe"*, et la trahison de la révolution d'Octobre. Il interroge : *"Pourquoi croyons-nous aux fables de Khrouchtchev et de tous ses complices, alors qu'en réalité chaque jour la vie empire et empire ?"* Le slogan de la révolution *"Qui ne travaille pas ne mange pas"* a été inversé : *"Celui qui travaille ne mange pas et celui qui ne travaille pas mange, c'est-à-dire vit sur votre dos."*

Bien que n'ayant pas pris part aux manifestations, l'auteur principal de ce tract, bientôt arrêté, écope de sept ans de camp. Ce tract reflète sans doute en les exacerbant les récriminations répétées des ouvriers sur le blocage, voire la baisse des salaires, et la dégradation des conditions de travail. La bureaucratie punit brutalement tout écrit qui peut jouer ce rôle et inviter les ouvriers à discuter, réfléchir, et dès lors leur ouvrir la possibilité d'une action.

Les jours suivants, la police arrête 32 personnes, dont 15 passent en jugement : 10 prennent 15 ans, et les 5 autres un peu moins. Le verdict présente la plupart des condamnés comme des ivrognes déjà condamnés à diverses reprises pour petit banditisme.

Marc Teulin

“Hitler-Staline-Mao : 100 millions de morts. Comment, pourquoi ?”

**_Science et vie_ est un organe
de vulgarisation scientifique
bien fait dont la lecture a bercé
de longues années les tentatives
faites par des gens sans formation scientifique
de s'initier un peu aux mystères des sciences.
La revue a créé un supplément pour les jeunes
Science et vie junior plus facile d'accès.
Fort bien.
La rédaction de ce dernier a jugé bon
de préparer les jeunes à l'histoire contemporaine
dans un numéro qui porte en titre Hitler-Staline-Mao.
Le moins que l'on puisse dire
est que cette présentation de l'histoire
aux jeunes peut faire pâlir d'envie
le sieur Stéphane Courtois,
père du _Livre noir du communisme_.
L'article de Jean-Jacques Ayme
explique pourquoi.**

C'EST sous ce titre que le numéro de *Science & Vie Junior* de mai 2009 fait sa couverture. Cette revue scientifique fait parfois quelques incursions dans l'histoire. La revue est bien faite, très attractive et est souvent présente dans les centres de documentation et d'information des lycées et collèges. Sa rigueur, son sérieux sont généralement admis. Pourtant, l'an passé, la revue *Politis* a brocardé *Science & Vie Junior* pour avoir assuré la promotion d'Areva (énergie nucléaire). Par ailleurs, dans ce numéro de mai 2009, une information scientifique laisse perplexe. Il s'agit d'un astéroïde géant qui, dans le passé, a frappé la Lune à une vitesse située entre 7 200 km/heure et 180 000 km/heure.

Une telle approximation n'a plus de sens.

M. Jean Lopez, qui écrit deux articles historiques sur trois (Hitler, Staline), ne manque également pas d'approximation. Bien que notre critique porte essentiellement sur l'article consacré à Staline, ne résistons pas à la lecture d'un extrait concernant Hitler : *"A partir de 1930, le parti progresse aux élections. Finalement, le 30 janvier 1933, Hitler est appelé par le président de la République, Hindenburg, au poste de chancelier (c'est-à-dire de Premier ministre)."* On apprécie tout particulièrement le "finalement".

Hitler est nommé, "appelé", et c'est tout. *Science & Vie Junior* a beau questionner *"Comment, pourquoi ?"*, rien n'y fait.

Une seconde citation fait progresser la science historique : *« En 1939, Hitler n'a sur la conscience "que" 20 000 vies humaines. S'il était mort à ce moment-là, l'histoire n'aurait retenu de lui que la figure d'un dictateur vociférant et ridicule, caricature sanglante de Charlot. Mais, avec la Seconde Guerre mondiale qui éclate le 1er septembre 1939 par la seule volonté de Hitler, la nature criminelle du nazisme et la folie meurtrière de son chef vont être exacerbées. »*

M. Lopez ne déçoit pas. Chaque morceau de phrase mériterait un commentaire, mais allons à l'essentiel, qui n'est pas *"la seule volonté de Hitler"* : les lendemains de la Première Guerre, qui ne règlent rien des antagonismes, la crise économique, l'industrie d'armement des grandes puissances comme volant d'entraînement de l'économie, les rivalités inter-impérialistes, la politique fatale de l'Internationale communiste stalinisée, etc.

Tout cela est effacé devant la volonté d'un seul homme. Prend-on vraiment nos enfants pour des crétins absolus ? Il semble que oui.

En effet, voici comment *Science & Vie Junior* présente le sujet : *« Cent millions de morts à eux trois ! Personne n'a fait pire dans l'histoire humaine. Pourquoi ? Comment ? La recette n'est pas si compliquée. Prenez un individu doué sous certains aspects, mais paranoïaque, frustré et incapable d'empathie. Laissez-le s'emparer d'un pouvoir absolu. Faites-le adhérer jusqu'au fanatisme à une idée qui prétend transformer l'homme et la société : la "race pure" ou le communisme, au choix. Versez ce cocktail détonnant sur des circonstances exceptionnelles, révolution, guerre ou crise économique. Le résultat : un océan de crimes... »* On dirait une recette de cuisine, mais dont le résultat est vomitif. Voilà de l'histoire qui abolit les mécanismes politiques, les rapports sociaux, la lutte des classes, l'idéologie dominante, les trahisons.

Une enfance malheureuse, une maladie mentale, des circonstances exceptionnelles tout de même, et vogue la galère. Une telle entreprise de décervelage force évidemment le respect.

En permanence, Jean Lopez distille son idéologie réactionnaire. Un article s'intitule *"Staline le paranoïaque rouge"*. On remarque tout de suite le procédé : rouge dans le sens de criminel ou de couleur du mouvement ouvrier ? Les deux, évidemment, alors que le rouge de la classe ouvrière représente justement le rouge des martyrs, victimes des exploiteurs de toutes les époques, capitalistes et bureaucrates parasites compris. L'objectif de M. Lopez apparaît simplement. C'est l'ensemble du communisme qui est visé à travers Staline, qui sert d'épouvantail. La méthode n'est pas nouvelle, qui consiste à assimiler stalinisme et communisme. Montrer que les méthodes de gangster de Staline au pouvoir étaient déjà largement celles du Parti bolchevique à l'époque de Lénine : *"Sosso*

(Staline) se charge de trouver pour le compte de Lénine l'argent permettant d'imprimer des tracts, de fabriquer de faux papiers, d'acheter des armes, etc. Ses méthodes sont celles des gangsters : attaques à main armée, piraterie, incendie, chantage, extorsion de fonds, racket, enlèvement d'enfants... Un seul exemple : le 13 juin 1907, Sosso fait attaquer un transport de fonds à Tiflis à coups de bombes. Bilan : 40 morts dans la foule et des centaines de blessés. Qu'importe le sang, seul le résultat compte, grommelle le jeune homme à voix basse en plissant les yeux, mimique qui inspire de la terreur même à ses partisans." M. Lopez a pris soin auparavant de préciser que : *« A l'intérieur du POSDR, Lénine est le chef d'un groupe ultradur et violent qu'il appelle "bolchevique", ce qui signifie "majoritaire" en russe. »* La science historique est passée à la moulinette. *"Ultradur"*, ça fait bien sur le papier, mais cela ne veut rien dire.

Lénine n'appelle pas *"son"* groupe "bolchevique". C'est tout simplement un fait qu'en 1903, les partisans de Lénine étaient majoritaires dans le POSDR.

Pourquoi toujours chercher l'expression fielleuse ? La *"mimique qui inspire de la terreur"*. On tremble... devant tant d'incompétence. Serait-il si compliqué d'expliquer qu'en 1906 le POSDR a condamné les expropriations violentes contre les banques ; Lénine s'est abstenu. Jean Lopez aurait pu ajouter qu'en 1908, Staline écrivait : *"Il ne nous sied point d'intimider la bourgeoisie par des coups de mains sournois et isolés : laissons aux apaches ces activités-là. Nous, nous devons agir ouvertement contre la bourgeoisie."* Il aurait pu ajouter la tradition terroriste des populistes contre la dictature tsariste. Il aurait pu expliquer le recul provisoire de la classe ouvrière russe après l'échec de la révolution de 1905, et donc le regain éphémère de méthodes violentes contre un régime brutal. Il aurait pu montrer que toute la politique de Lénine consistait justement à préparer l'action de masse dans cette période et non pas l'action individuelle. Il aurait pu aborder la question de la clandestinité du mouvement ouvrier face à un régime absolutiste. Mais c'est sans doute trop demander. On ne se refait pas, et Jean Lopez ne résiste pas au plaisir d'en rajouter une petite couche : *"Pourtant, cet homme brutal* (Staline) *devient peu à peu* (quand ?) *une figure importante aux yeux de Lénine."* Conclusion logique, Lénine favorise les grosses brutes et Staline est bien le continuateur de Lénine, ce que Jean Lopez indique ultérieurement. Tel le docteur Frankenstein, Lénine permet l'épanouissement du monstre, *"un tueur dissimulé derrière une grosse moustache rassurante de paysan"*, nous précise encore l'auteur, qui confond histoire et histoires.

La révolution arrive en 1917 et nous apprenons que le tsar Nicolas II, incapable de faire face aux Allemands, perd son trône. Du peuple russe et de ses conditions de misère, il n'en est pas question, pas plus d'ailleurs pour la révolution d'Octobre. Un must ! *"Lénine reprend alors les commandes du Parti bolchevique, flanqué de Trotsky, brillant causeur ; Staline reste dans l'ombre. Mais tous trois s'efforcent de démolir le nouveau gouvernement russe, constitué de bourgeois libéraux et de démocrates."* On apprécie tout particulièrement la pirouette consistant à affirmer que Staline reste dans l'ombre (ombre, cela fait tout de suite mystérieux), au lieu de dire que Staline n'est qu'un second couteau pendant la révolution. Ensuite, il est mis sur un pied d'égalité avec Lénine et Trotsky. C'est sans doute préférable pour maintenir l'intérêt de l'article. Et les enfants sauront uniquement de Trotsky, l'organisateur de l'insurrection d'Octobre, qu'il est un *"brillant causeur"*, entre les petits-fours et le thé, certainement. Quant aux bourgeois libéraux et aux grands démocrates du gouvernement provisoire, Jean Lopez a oublié de préciser aux jeunes lecteurs qu'ils sont tout de même les responsables de la poursuite de la guerre impérialiste et que les bolcheviks sont pratiquement les seuls à réclamer la paix pour stopper la boucherie que représente la Première Guerre mondiale. Une faute de goût, certainement !

"Le 26 octobre 1917, les bolcheviques s'emparent du pouvoir par la force des armes. Cinq hommes dirigent ce coup d'Etat : Lénine, Trotsky, Staline, Zinoviev et Kamenev. C'est la seconde révolution russe, qui débouche aussitôt sur la dictature impitoyable de cette poignée d'hommes sur l'immense Russie. Dès les premiers jours de sa naissance, l'Etat bolchevique fusille des

milliers d'adversaires politiques. Des dizaines de milliers d'autres suivront au cours d'une guerre civile qui durera quatre ans." Une poignée d'hommes sur une petite Russie aurait pu éventuellement passer, mais sur l'immense Russie, non ! Jean Lopez veille et il a l'air d'aimer le sang. La *"force des armes"* en pleine guerre, voilà un argument percutant. Jean Lopez a-t-il entendu parler de la force des soviets, dont il n'est pas question dans son article ? Encore une fois, le peuple n'existe pas comme acteur de sa propre histoire.

C'est d'ailleurs une constante du dossier. L'auteur de l'article sur Mao, Emmanuel Deslouis, écrit : *"Entre-temps, après de sanglantes luttes pour le pouvoir au sein même de son parti, Mao s'est imposé comme son chef en 1935. Et le 1er octobre 1949, c'est lui qui proclame la toute nouvelle République populaire de Chine, en tant que président."* Il n'est même pas question de révolution. Quant à Jean Lopez, il est pris dans ses contradictions et son ignorance, sans doute. Il nous précise que, pendant la révolution, Staline joue un rôle secondaire pour prétendre après qu'il fait partie des cinq hommes qui organisent le *"coup d'Etat"*. On reconnaît également le propos réactionnaire qui confond sciemment coup d'Etat et insurrection, mais puisque le peuple ne joue aucun rôle... Rappelons aussi à Jean Lopez que Zinoviev et Kamenev étaient tout simplement hostiles à la prise du pouvoir par les soviets en octobre 1917. Des milliers d'adversaires fusillés dès les premiers jours ? On croule sous le mensonge. Notons enfin la subtilité qui consiste à laisser entendre que les bolcheviks sont les responsables de la guerre civile, et donc de ses conséquences meurtrières.

Un moment, on croit que Lopez a un sursaut d'honnêteté et de lucidité : *« Ce pouvoir, il* (Staline) *va s'en servir pour créer une "société socialiste" avec une violence telle que l'histoire n 'en a jamais connue. Et tout ça au nom d'une doctrine qu'on appelle parfois "communiste" ou bien "marxiste-léniniste". »*

Les guillemets nous laissent espérer qu'avec Staline, il ne s'agit ni de socialisme ni de communisme, mais bien d'une tumeur parasitaire. Espoir déçu : *"Cette doctrine est un mélange d'idées empruntées au philosophe allemand Karl Marx et à Lénine."* L'incompréhension de Jean Lopez face au phénomène stalinien est évidente : *"Staline est aussi un paranoïaque, qui voit des complots, des espions, qui veulent détruire l'URSS."* Staline et la caste parasitaire qui le soutient ne sont pas attachés à la défense de l'URSS en soi, mais il est attaché à la défense de ses intérêts propres. Et c'est uniquement sous cet aspect qu'il faut comprendre ses craintes de complots. Jean Lopez ne comprend pas davantage le rôle de la violence chez Staline, qui n'exerce pas un pouvoir *"sans limites"*, comme il dit. Contrairement aux apparences, le pouvoir personnel de Staline, même au début des années trente, n'est pas assuré. La propagande, la violence, l'encadrement de la jeunesse sont des moyens indispensables à Staline pour conforter son pouvoir. Staline met alors en place une sorte de despotisme à l'orientale appuyé sur le culte de la personnalité. Ce culte du chef est orchestré par les grands prêtres du "marxisme-léninisme", une nouvelle religion d'Etat qui met en place une réaction totalitaire. L'ensemble de la société est totalement enrégimenté par la dictature stalinienne avec la mise en place d'un état d'esprit de soumission au chef infaillible. Faire croire aujourd'hui aux enfants que la violence serait due à la volonté d'un seul homme, Hitler, Staline ou Mao, est tout simplement une stupidité.

Sur le plan historique, les articles de Jean Lopez sont morts. Le lecteur est dans l'incapacité de comprendre les mécanismes des sociétés humaines. L'offensive actuelle et sans précédent des intellectuels bourgeois porte aujourd'hui sur la filiation affirmée entre les principes du bolchevisme et le stalinisme ou les régimes de satrapes qui s'y rattachent, en Chine par exemple. L'article sur Mao titre sur *"Le grand lavage des cerveaux"*. Dans notre société, le vrai lavage des cerveaux consiste à extirper chez les jeunes l'idée de révolution, facteur de progrès de l'histoire humaine. Le mensonge était l'un des fers de lance de la politique de Staline. Que font les historiens de la bourgeoisie ? On rappellera au passage que bourgeois et staliniens se sont toujours entendus pour affirmer la filiation bolchevisme-stalinisme.

Pour une revue de jeunes, on pouvait espérer des articles honnêtes, mais *Science & Vie Junior* a préféré le sensationnel, bien caractéristique de la dérive actuelle. La responsabilité est grande. On n'a pas le droit d'aborder la question de la violence et du meurtre en politique, a fortiori en s'adressant à des jeunes, en les laissant baigner dans le sordide sans leur donner les clés de la compréhension. L'essentiel a été oublié. Lénine a récusé le projet de Constitution de l'Union soviétique élaboré par Staline, trop favorable au centralisme "grand-russien". Lénine a dénoncé le comportement de Staline comme commissaire aux Nationalités brimant certaines minorités. Avec Staline, on ne vit plus pour le parti, mais on vit du parti. La révolution européenne qui ne vient pas et l'échec de la révolution allemande permettent la montée d'une caste parasitaire incarnée par Staline en URSS. Staline, fossoyeur de la révolution, élimine physiquement tous les compagnons de Lénine, la totalité du comité central du Parti bolchevique de 1917. La répression tous azimuts empêche les opposants de trouver un soutien dans la population. Contrairement aux idées de Marx, Engels, puis Lénine, Staline développe la thèse du renforcement maximum de l'Etat, alors que le communisme se veut une société sans Etat et sans classes. Staline déclare en 1934 que le *"dépérissement de l'Etat"* se produira par un *"renforcement maximum du pouvoir de l'Etat"*. Mais Lénine écrivait en 1917, en pleine révolution : *"Plus démocratique est l'Etat constitué par les ouvriers armés et qui n'est plus un Etat au sens propre, et plus vite commence à s'éteindre tout l'Etat."*

Pour prendre le pouvoir et le préserver après la mort de Lénine, Staline développe l'idée du socialisme dans un seul pays, renonçant ainsi dans les faits, mais non en paroles, à la révolution mondiale. Le stalinisme représente une offensive forcenée contre les origines révolutionnaires du régime issu d'Octobre : fin de la gratuité des études supérieures, suppression du droit à l'avortement, renforcement de la discipline du travail, cadences infernales de travail, responsabilité familiale en justice, mérite particulier du peuple russe, antisémitisme, etc. Staline fait momifier Lénine, qui écrivait pourtant : *"Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de consoler les classes opprimées et les mystifier, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit."* Staline interdit la publication du testament politique de Lénine, qui livre un dernier combat contre lui en dénonçant sa brutalité et en demandant qu'on l'éloigne de ses responsabilités. Lénine rejette Staline, dont le comportement est incompatible avec l'éthique révolutionnaire. Ce document avait pour but de convaincre des dirigeants déjà staliniséS, mais parfois aussi victimes de la brutalité de Staline. Voilà pourquoi Lénine ne met pas en avant Trotsky, lequel dénonce les bureaucrates. Ce texte dissipe le mythe stalino-bourgeois de la prétendue filiation bolchevique entre Lénine et son successeur.

Ce culte de Lénine par Staline et l'élimination du testament permettent d'instaurer une continuation mythique là où l'histoire témoigne d'une rupture. Karl Marx écrivait : *"La tradition des peuples du passé pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants."* Le cerveau des jeunes lecteurs de *Science & Vie Junior* ne risque pas de sortir renforcé des arguties des rédacteurs de la revue, qui se complaît dans le sang. Une question est légitime. A qui profite alors le crime ?

Criminel de tordre la vérité, criminel de mentir, criminel d'oublier l'essentiel, criminel d'intoxiquer les jeunes, criminel de confondre le corps et le cancer, bolchevisme et stalinisme, criminel d'expliquer l'histoire par la prétendue maladie mentale de dirigeants sanguinaires, criminel d'oublier le combat des peuples. La presse des possédants ne prend même plus de gants pour "formater" les jeunes à son idéologie débilitante. Ni science ni vie pour les jeunes, que l'on gave de considérations obscurantistes et moisies.

Jean-Jacques Ayme

Nicole Perron : A propos de "La fabrique scolaire de l'histoire", de Laurence de Cock et Emmanuelle Picard

Que l'histoire soit un enjeu nul n'en doute aujourd'hui. Elle est soumise à mille et une tentatives frauduleuses. Ainsi ne peut-on qu'être étonné de voir la signature de Philippe Meirieu, l'ennemi déclaré – au nom de la pédagogie — de l'enseignement disciplinaire, au bas d'une péition qui se présente comme défendant l'enseignement de l'histoire.

Un récent article du *Monde* éclaire involontairement l'incompatibilité entre les deux démarches ; M^me^ Maryline Baumard dans un article intitulé « *Luc Chatel, l'artisan des réformes qui s'annulent* » (*Le Monde* du 10 décembre 2009), écrit ainsi : « *En matière de contradiction, le ministre de l'Education, Luc Chatel, n'a peur de rien. Il vient de réaliser le tour de force de redessiner le lycée et la formation des maîtres en traitant le premier dossier en véritable pédagogue et le second en défenseur des disciplines (...). Le tout au risque que sa formations des enseignants annule tout bonnement sa réforme du lycée.* »

On ne saurait mieux dire que le pédagogisme et l'enseignement des disciplines sont contradictoires, mais sans disciplines aux contours définis il n'y a plus d'enseignement, il n'y a que bavardage.

Les ouvrages consacrés à l'histoire et à son enseignement ne peuvent donc dans cette situation que susciter le plus vif intérêt. Nicole Perron se penche dans cet article sur un ouvrage récent présenté par Laurence de Cock, responsable du Comité de vigilance sur l'utilisation de l'histoire (CVUH), et M^me^ Emmanuelle Picard.

Présentation des auteurs

Les éditions Agone viennent de publier *La fabrique scolaire de l'histoire*. Cet ouvrage de 212 pages est placé sous le patronage du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH). L'avant-propos rappelle que ce comité s'est créé dans la foulée de la mobilisation des historiens et des enseignants contre la loi du 23 février 2005, dont l'article 4 (depuis abrogé) prétendait leur imposer le devoir civique de souligner *"le rôle positif de la présence française outre-mer"*. Le CVUH s'est donné pour tâche d'animer *"une action collective face aux instrumentalisations du passé"*, l'enseignement de l'histoire à l'école est donc un *"objet central"* de son champ d'intervention (pp. 1 et 2).

La critique des programmes et des manuels qui les mettent en œuvre a déjà été faite, et par de nombreux auteurs. Seuls deux d'entre eux sont mentionnés dans l'avant-propos : celui d'Eve Bonnivard et de Barbara Lefebvre, présenté à juste titre comme ouvertement réactionnaire, et l'autre sous la direction d'Odile Dauphin, qui déplore l'escamotage des révolutions et des mouvements de libération coloniale (1). Laurence de Cock reproche à ces deux ouvrages totalement opposés de formuler une *"dénonciation partisane"* sans *"véritable souci analyse critique"* (p. 4). A contrario, ce livre prétend livrer une expertise non partisane qui ne sera pas *"une énième dénonciation"*.

Nourri des débats menés notamment par le CVUH en partenariat avec le SNES sur les "questions sensibles" telles que l'enseignement du fait colonial, du fait religieux ou de la shoah, ce collectif d'auteurs veut analyser comment s'écrit cette histoire spécifique qu'est l'histoire enseignée dans un cadre scolaire, quelle place y tiennent les décideurs politiques, l'histoire savante avec ses inflexions, les auteurs de manuels, mais aussi les éditeurs et les groupes qui expriment la "demande sociale" et qui ont imposé la "reconnaissance" des souffrances passées et toujours vives en faisant voter les lois mémorielles.

L'ouvrage est divisé en quatre parties : sont successivement présentés les programmes et instructions officielles depuis 1957, les acteurs historiques ("grands hommes" ou forces collectives), le devoir de mémoire et, en forme de conclusion interrogative, un chapitre intitulé *"Pour dépasser le roman national"*.

Un retour impossible sur les consignes pédagogiques imposées depuis quarante ans ?

Laurence de Cock et Emmanuelle Picard ont rédigé les introductions de chacune de ces parties afin d'éclairer les problématiques abordées par leurs collaborateurs. Les brèves notices biographiques de la fin du livre nous apprennent que Laurence de Cock est attachée à l'INRP et enseigne dans un lycée de Nanterre, tandis qu'Emmanuelle Picard est chargée de recherches au service d'histoire de l'éducation à l'INRP-ENS. Parmi les dix collaborateurs de l'ouvrage, deux ont été formateurs en IUFM, trois associés à l'INRP.

On relève une forte présence des structures qui se sont spécialisées dans les "sciences de l'éducation" et ont imposé depuis la décennie 1970 une pratique pédagogique impérieuse. Or ces consignes imposées par un corps d'ins-

(1) Eve Bonnivard et Barbara Lefebvre, *Elèves sous influence*, 2005 ; Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron, *L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?*, 2009.

pection omniprésent occupent évidemment une place fondamentale dans la pratique scolaire de l'histoire : place dominante, parfois exclusive, du document, discours magistral voué au mépris et cantonné à la portion congrue, l'élève devant construire lui-même son propre savoir dans une démarche "active" systématiquement opposée à la transmission des connaissances, qu'on accuse d'induire la passivité et le conformisme.

On était en droit d'espérer de ces chercheurs en sciences de l'éducation une analyse en forme de bilan critique des dogmes pédagogiques imposés depuis la décennie 1970. Attente déçue : nous n'apprendrons pas ici ce que Laurence de Cock et Emmanuelle Picard pensent aujourd'hui de cette vulgate pédagogique, dont les méfaits ont été décrits par tant d'historiens, y compris par ceux de l'école des Annales, abusivement revendiqués par cette pédagogie dite rénovée. C'est dommage.

Peut-on inférer de quelques formules leur adhésion maintenue à cette vulgate ? Se fait-elle ici discrète afin de ne pas choquer la majorité de ces enseignants d'histoire, qui, contre vents et marées, ont cru à leur rôle d'adultes cultivés se tenant au courant des débats historiographiques, habilités, donc, à dire le vrai et à siffler la fin des débats anarchiques inspirés par la "demande sociale" ? Relevons au hasard quelques affirmations inquiétantes : inutile de relever les non-dits, les tabous, les faits occultés par les programmes et les manuels, car *"l'histoire scolaire n'a jamais eu vocation à l'exhaustivité"*. Il est donc impossible de satisfaire *"les gardiens du temple de l'encyclopédisme"* (p. 3 de l'avant-propos).

L'enseignant *"n'est plus — n'en déplaise aux nostalgiques — le maître de vérité officiant magistralement devant des élèves contraints à l'adhésion"* (p. 5). *"La mécanique du récit historique scolaire appelle davantage une citoyenneté d'adhésion qu'une citoyenneté critique. Par le lieu même d'où il s'énonce d'abord : l'école espace d'obéissance...,* (le) *récit littéraire ne laisse guère de place au débat contradictoire et à l'argumentation. Or la citoyenneté critique relèverait plutôt de l'acceptation de la conflictualité des interprétations, de la multiplicité des points de vue, de la légitimité du doute"* (pp. 12-13).

Sont confondus ici les débats légitimes entre chercheurs qui débattent d'interprétations à partir de faits établis selon les règles de leur métier et les conflits d'opinion nourris par les mémoires familiales diverses, les polémiques médiatiques, les préjugés sécrétés par les conditions d'existence et les histoires particulières. N'était-il pas nécessaire de réaffirmer qu'une citoyenneté critique exige non point le débat stérile entre "le point de vue" du fils de harki et celui du fils de combattant FLN, mais la connaissance de la réalité historique élaborée par des historiens honnêtes, connaissance transmise de façon adaptée par le pédagogue ?

Pierre Nora n'a-t-il pas raison d'écrire : *"La mémoire divise et l'histoire seule réunit"* ? Est-il ringard de penser avec Condorcet que l'instruction libère de l'ignorance asservissante, ce qui suppose des maîtres bien formés, dispensateurs d'un savoir maîtrisé à des élèves en situation d'apprentissage ?

Le récit historique linéaire (arrimé à une chronologie continue) inspire au contraire les pires soupçons à Laurence de Cock et Emmanuelle Picard : à la question posée dans l'avant-propos (*"L'histoire scolaire peut-elle fonctionner autrement que sous une forme narrative, et partant romanesque ?"*), l'introduction au dernier chapitre répond par une interrogation significative : *"Les nouveaux programmes de collège* (ceux d'août 2008) *insistent justement sur le retour du récit aussi bien du côté des professeurs (...) que des élèves"*, "(mais) *ne risque-t-on pas d'accentuer artificiellement des causalités par souci d'intelligibilité ? De voir également réapparaître des pratiques magistrales d'enseignement ?"* (pp. 147-148).

Notre longue connaissance du métier d'enseignant nous invite à insister lourdement : l'élève n'est pas un chercheur ! Le professeur se doit de transmettre un contenu historique intelligible avec une sensibilité pédagogique adaptée à son

public. Il ne présentera pas la guerre d'Algérie de la même façon devant des petits Bretons et devant des fils de pieds-noirs ou de combattants algériens. Tous ceux qui ont exercé sur le terrain connaissent les précautions de langage à observer, mais ils se doivent de faire connaître les faits établis aussi bien aux lycéens des quartiers nord de Marseille qu'à ceux du Quartier latin, ce qui ne souffre pas de discussion venant d'élèves ignorants ou meurtris par des récits familiaux particuliers. Le savoir prime le débat !

Un livre discret sur les problèmes posés par l'introduction du fait religieux

On sait que l'introduction de l'enseignement du fait religieux a totalement disloqué le programme de seconde au profit d'une présentation thématique faisant se succéder la citoyenneté à Athènes, le conflit de civilisations entre les aires religieuses en Méditerranée au XIIe siècle, l'explosion artistique de la Renaissance, et que seule la dernière partie de ce programme renoue avec l'enchaînement chronologique à partir de 1789. Nous devons cette catastrophique innovation à l'inspecteur général doyen d'histoire et géographie Dominique Borne, promu ultérieurement à la tête de l'Institut européen en sciences des religions créé dans la foulée du 11 septembre 2001 et du rapport Debray de 2002. Remarquons que cette réécriture des programmes, opérée de l'aveu même de Dominique Borne pour ménager sa place au "fait religieux", répond aux vœux formulés dès 1972 lors du symposium de Louvain par le représentant du Vatican devant différents responsables de l'éducation européens (la France était représentée par le directeur de l'Ecole nationale des chartes et par un inspecteur général d'histoire).

Trop de manuels ayant présenté des extraits des évangiles comme des éléments biographiques avérés sur Jésus et les apôtres, de nombreux enseignants se sont élevés contre cette confusion entre écrits théologiques et documents historiques. Formés dans le cadre d'une école encore laïque, ils n'ont pas accepté que, sous prétexte de faire aimer le patrimoine artistique et spirituel, on les utilise en supplétifs des catéchistes. Cette confusion des genres n'inspire à nos deux auteurs qu'une phrase lapidaire sur *"les pièges d'un récit soit purement descriptif et campé sur l'événementiel, soit incapable de distinguer le légendaire de la réalité — pensons ici à l'étude du fait religieux"* (p. 149). On n'en saura pas plus ! Sur cette question sensible, le livre observe une discrétion surprenante. Les deux auteurs paraissent cautionner l'alibi moral de cette catéchèse déguisée, ils ne formulent aucune réserve quant à la *"pacification des publics scolaires par le truchement de l'éducation à la tolérance (enseignement du fait religieux)"* (p. 11 de l'avant-propos). Ces justifications officielles ne méritaient-elles pas un commentaire critique ?

La désarticulation du programme de seconde avec ses thèmes discontinus qui interdisent toute compréhension historique ne leur pose pas de problème, car l'histoire "nationalo-républicaine" mise en œuvre depuis la fin du XIXe siècle est accusée d'avoir fabriqué une fausse continuité historique suggérant des *"causalités plus ou moins artificielles"* (p. 9 de l'avant-propos). Le ministre Bayrou et l'inspecteur général Borne auraient-ils été trop timides ? On lit toujours dans cet avant-propos : *"Malgré quelques tentatives d'introduction de la discontinuité dans le récit, notamment en classe de seconde, les repères chronologiques et l'avancée dans le temps restent au cœur de l'enseignement de l'histoire, sinon dans les programmes, au moins dans les pratiques ; en témoigne l'usage encore très fréquent dans les classes de la frise chronologique, alors qu'elle a disparu depuis longtemps des prescriptions."*

Cette résistance des enseignants a limité selon nous, et dans une certaine mesure, l'effet catastrophique de ces programmes émiettés et des consignes pédagogiques ineptes, mais nos auteurs ne se prononcent pas sur ce point. Elle semble être invoquée ici comme un exemple de conservatisme fâcheux...

Le tournant historiographique des années 1990 : l'histoire politique défigurée

Il est évoqué dans la deuxième partie de l'ouvrage, qui aborde l'escamotage de l'histoire politique au profit d'une histoire des représentations : c'est, depuis les années 1990, *"le retour en force de l'histoire politique sous un biais culturaliste"* (p. 70). Dans leur introduction à ce chapitre, Laurence de Cock et Emmanuelle Picard relèvent à juste titre une *"absence patente : celle des groupes sociaux, des groupes culturels, des groupes en terme de genre, ces hommes et ces femmes, les gens ordinaires qui ont été le moteur d'une histoire qui ne serait pas vue d'en haut"* (p. 71). Cette forme de *"négation du social"* est *"associée à une histoire politique qui produit des cadres d'analyse conceptuelle réducteurs"* tels que le *"totalitarisme"*.

Cadres "réducteurs" ? Ou mystificateurs ? Regrettons que, sur ce point, l'analyse soit rapide et n'ait pas souligné la relation avec une conjoncture politique et éditoriale bien précise : la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'URSS, qui fit prophétiser la "fin de l'histoire". Vint le temps du triomphe médiatique de Stéphane Courtois, de Nicolas Werth arrondissant à cent millions de morts le nombre des "victimes du communisme" au prix d'amalgames entre les victimes de la guerre, celles de la guerre civile, de la sècheresse en Ukraine et de la famine, confondant le régime établi en 1917 et le régime stalinien qui lui succéda après avoir éliminé la génération d'Octobre. A la même époque, François Furet, "le pape du bicentenaire", réécrivait l'histoire du jacobinisme présenté comme la matrice du totalitarisme. Concept non seulement réducteur, donc, mais également destiné à discréditer toutes les révolutions.

Deux exemples seulement de ce travestissement sont étudiés dans ce livre : la "culture de guerre" qu'aurait engendrée la guerre de 14-18 et les représentations coloniales.

Les programmes évoquent rapidement les causes de la guerre de 14-18 pour s'appesantir sur le "vécu" des soldats, mais les manuels privilégient l'interprétation donnée par l'école du mémorial de Péronne : selon J.-J. Becker, Annette Becker, il y eut "consentement" à la guerre, une adhésion douloureuse, mais intériorisée, aux buts de guerre patriotiques. Interprétation contestée par les historiens rassemblés autour de Rémy Casals et de Nicolas Offenstadt.

On lira avec grand intérêt le chapitre écrit par André Loez, sa critique du concept de *"brutalisation"* des rapports sociaux, concept flou, qui défie les faits les mieux établis comme le pacifisme des poilus survivants (p. 96) et qui permet d'établir une filiation douteuse entre la guerre, les révolutions et les Etats totalitaires. André Loez s'élève vigoureusement contre ces manuels qui reprennent les pires poncifs nés durant le premier conflit mondial : la *"haine de l'ennemi"* qui aurait permis de tenir dans les tranchées (Magnard 2007), l'esprit de croisade ou de guerre sainte, ose écrire Belin 2005 ! *"Pourquoi privilégier justement les images et les représentations au détriment des pratiques et des conditions de vie ?"*, s'interroge André Loez (p. 101). Il y a *"omniprésence des images"* (dix affiches de propagande chez Hatier 2007), mais *"rareté des documents sur les réalités économiques et sociales vécues par le plus grand nombre"*. La lecture d'un tel chapitre est roborative.

Les problèmes posés par l'enseignement de l'histoire coloniale

Ils sont abordés dans deux chapitres : Marie-Albane de Suremain démontre que certains documents iconographiques relatifs aux *représentations imaginaires* du monde colonial risquent de renforcer les préjugés qu'ils sont censés combattre, faute d'être confrontés à d'autres documents, moins séduisants visuellement, mais qui révèlent mieux la réalité des faits. Pour mesurer la pertinence de l'argument selon

lequel l'expansion coloniale aurait été motivée par le souci d'apporter la civilisation à des peuples "inférieurs" (argument dit d'ordre culturel), il suffirait de donner quelques statistiques : nombre d'écoles et pourcentage d'Africains alphabétisés en AOF-AEF. Pour estimer valablement dans quelle mesure la construction de voies ferrées a contribué ou non au développement économique local, il faudrait examiner la configuration du réseau ferroviaire, étudier des courbes de productions des cultures vivrières ou d'exportation.

Marie-Albane de Suremain incrimine la politique des éditeurs qui privilégient les belles images dont ils ont payé les droits et qui rendent leurs manuels séduisants. Ne devrait-on pas incriminer aussi le pouvoir politique qui n'a pas renoncé au *"roman national"* (mieux vaudrait dire roman impérial) ?

La politique de grande puissance exige que soient dissimulées les réalités déplaisantes depuis longtemps établies par les historiens sérieux, Claude Liauzu, Catherine Coquery-Vidrovitch, Elikia Mbokolo... Ministres (et éditeurs) préfèrent une histoire dite culturelle dont il n'est pas question de méconnaître les apports, mais qui prolifère aux dépens de ce qui s'appelait histoire économique et sociale. Ainsi espère-t-on entretenir le roman de "la grandeur de la France".

Et le "devoir de mémoire" ?

Françoise Lantheaume aborde en sociologue les problèmes posés par le "devoir de mémoire" et ce qu'on appelle la réalité *"multiculturelle"* du pays, qui est en réalité une réalité sociale diversifiée : le jeune de banlieue est, plus qu'un descendant d'immigré musulman, un fils de chômeur contraint de vivre dans des immeubles dégradés ; son attachement à l'islam se distend tout comme le lien avec le catholicisme se distend chez les jeunes Français "de souche", il se rétrécit à des comportements rituels festifs et communautaires (le ramadan).

Soyons reconnaissants à cette sociologue d'avoir exploité une quarantaine d'entretiens avec des enseignants divers. Elle relève justement qu'une grille de lecture morale constitue un obstacle à la compréhension des réalités coloniales : on s'indigne des tortures infligées par les généraux à Alger, mais celles-ci sont présentées comme des dérapages individuels, non comme un élément obligé de toute guerre coloniale. Au nom des droits de l'homme, on établit une fausse symétrie entre les rapatriés et torturés de tous bords, ramenés au même statut de "victimes". Est ici sollicitée la pitié, non l'intelligence. Une iconographie envahissante suggère l'existence de groupes sociaux homogènes, les "pieds-noirs", les combattants des maquis, dont les engagements divers et concurrents (MNA et FLN, par exemple) sont gommés au profit d'une lecture simplificatrice, mais trompeuse.

Une constatation réconfortante : malgré les appels répétés à confronter les savoirs académiques aux singularités mémorielles, les professeurs *"manifestent une volonté très majoritaire de traiter le sujet"* en historiens et en pédagogues, *"rares sont ceux qui orientent leur cours dans le sens d'une reconnaissance pour leur groupe d'appartenance mémorielle"* (p. 122-123).

Malgré le tapage médiatique et l'accent mis sur le prétendu multiculturalisme de la société française actuelle, la tradition républicaine et laïque tient debout contre vents et marées. Les discours religieux sont multiples et contradictoires, tandis que le discours historique vise à l'unité du vrai, l'historien, l'enseignant d'histoire ayant appris à prendre quelque distance avec leur "vécu".

La longue frilosité des gouvernements et des éditeurs face à l'histoire de Vichy et de l'antisémitisme

Elle est évoquée par Benoît Falaize, qui rappelle opportunément combien le discours gaulliste sur la France résistante a longtemps dissuadé les historiens français d'étudier les responsabilités de Vichy dans l'extermination des juifs, jusqu'à ce que les films crèvent le mur du

silence (*Nuit et brouillard*, puis *Shoah*, de Lanzmann), et enfin les livres : *La France de Vichy*, de l'Américain Paxton, traduit seulement en 1973, la somme de Raoul Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, publiée à Londres en 1961 et traduite en... 1988 !

Désormais, l'enseignement de la shoah s'impose, et de manière répétitive, à l'école primaire, au collège, au lycée, comme symbole tragique de tous les massacres de masse (au point d'en gommer la spécificité), au risque de provoquer un effet de "saturation" chez les élèves, ou, pis encore, des réactions de rejet : la déliquescence sociale vécue dans certaines banlieues explique qu'y soit brandie la bannière de l'islam ou de l'arabité, d'une solidarité fantasmée entre le "beur" du "9-3" et le Palestinien de Gaza. Une enquête réalisée auprès de 70 enseignants de l'académie de Versailles entre 2000 et 2003 montre que le conflit israélo-palestinien sert d'étendard à un *"antisémitisme musulman montant"* (p. 139). Benoît Falaize s'interroge : ce racisme prêté par les enseignants à leurs élèves révèle plus une crainte qu'une réalité, mais leur explication n'est *"pas totalement irrecevable"*. On pourrait poser une autre question : certains responsables communautaires, certains journalistes ne cultivent-ils pas trop souvent l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme ? Et *"le devoir de mémoire"* avec sa dimension affective et médiatique n'occulte-t-il pas ce que J.-P. Rioux appelle *"le devoir d'intelligence"* ? Celui-ci n'est-il pas préférable à l'injonction "expiatoire" ?

Peut-on en finir avec le roman national ?

Curieusement, cette dernière partie du livre comprend un chapitre sur... l'enseignement de la Révolution française ! (par M. Deleplace, professeur à Reims IUFM-Université).

La Révolution française, c'est la guillotine

D'une enquête réalisée auprès de collégiens de 5e et de lycéens de terminale, il résulte que le "concept" de révolution est assimilé purement et simplement à celui de violence sanglante (Louis XVI est guillotiné, Robespierre aussi...). Le discours diffusé par Furet, le choix iconographique des éditeurs (combien de guillotines ?) ne sont-ils pas responsables de cette équivalence réductrice ? M. Deleplace évoque rapidement le tournant historiographique de 1985-1995, *"un passage de Soboul à Furet, en quelque sorte"* (p. 163). Dans quelle mesure a-t-il infléchi le contenu des manuels ? On aurait souhaité que M. Deleplace accorde autant d'importance aux manuels récents qu'à Malet-Isaac !

Dans l'édition de 1928 (manuel de première), la violence populaire exprimée en juillet 1789 lors de la prise de la Bastille s'y trouvait légitimée comme une réponse au danger couru par l'Assemblée nationale. Explication reprise plus explicitement en 1940 (manuel de troisième rédigé par Alba à la demande d'Isaac) : *"Louis XVI ne s'avouait pas vaincu. Il pensait à dissoudre l'Assemblée... A la force, il fallait opposer la force."* M. Deleplace y voit un adage relevant du *"sens commun"* adossé à l'explication historique et *"sans rapport avec elle"* (pp. 162-163).

Nous y voyons la force d'une "fabrique scolaire de l'histoire" républicaine qui voulait combiner l'exactitude de l'histoire positiviste à la volonté civique d'exalter la Révolution comme événement fondateur de nos institutions. Cette ambition ne serait-elle plus légitime ? Nos collégiens d'aujourd'hui, gavés d'images et de téléfilms mensongers (*La fuite de Varennes*, dont 3 IPR ont fait la promotion dans l'académie de Paris), sont insidieusement invités à mépriser ce peuple brutal et à ignorer le caractère révolutionnaire des institutions et des principes alors proclamés. Submergés d'injonctions moralisatrices, d'invitations à la tolérance, comment pourraient-ils comprendre que les droits de l'homme n'ont rien à voir avec la charité chrétienne ? Leur dit-on que le pape a condamné cette Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ?

L'Europe des 29 et son drapeau marial préfèrent se pencher sur ses *"racines chrétiennes"*.

Une histoire multinationale impossible

Les auteurs du livre que nous venons d'analyser placent-ils leur espoir d'une véritable histoire critique dans la réalisation d'un manuel rédigé sous les auspices de cette Europe-là ?

L'introduction au dernier chapitre le laisse entendre : en 2003 a été décidée sous l'égide du "parlement des jeunes" (500 lycéens français et allemands réunis par l'Office franco-allemand pour la jeunesse) l'édition d'un manuel franco-allemand.

La construction européenne (au sens de l'Union européenne) est au cœur du premier tome rédigé par des historiens français et allemands (à l'exclusion de ceux issus des Länder de l'Est). Sa dimension atlantiste et pro-européenne a été critiquée par le SNES, notamment.

Dans le second volume (1815-1945), les événements et les figures emblématiques des deux pays ont été privilégiés au détriment de l'Autriche-Hongrie, de la Russie et des Etats-Unis : rien sur la guerre de Sécession ! Le rapport présenté par le député polonais W. Roszkowski en avril 2009 devant le Parlement européen détaille ces critiques, notamment celle qui reproche à l'ouvrage d'être trop anticatholique... Au roman national a donc succédé un roman grossièrement binational. Néanmoins, Laurence de Cock et Emmanuelle Picard saluent dans cet ouvrage une *"qualité indéniable"* : une pédagogie très différente de celle en usage en France, qui met à l'honneur des textes d'historiens et permet de confronter les élèves aux débats historiographiques. *"Doute et débat"* présideront ainsi à la formation de l'esprit civique (p. 155), ce qui, espèrent-elles, permettra d'échapper à une *"pratique discursive encore sous contrainte et campée dans ses frontières nationales"*.

Mais n'est-ce pas confondre les niveaux de compréhension ? Pour s'inscrire valablement dans un débat historiographique, ne faut-il pas au préalable maîtriser un savoir construit ? A nouveau, on retrouve survalorisée la pédagogie du débat opposée à l'acquisition des connaissances.

Heureusement, les enseignants d'histoire savent qu'il faut capter l'attention de leurs élèves en pratiquant l'art du récit historique (la pédagogie relève de l'art, de l'artisanat, non des "sciences de l'éducation") ; ils savent qu'il leur faut illustrer leur propos par des documents contextualisés, qu'il faut présenter les mythes religieux avec prudence sans s'apesantir sur leur valeur symbolique, variable selon les époques et les interprétations subjectives des théologiens (nous ne croyons pas non plus qu'il existe des théologies scientifiques) ; en revanche, la résistance de Pie IX à l'unification italienne, sa condamnation de la liberté de conscience, de l'Etat laïque, de la souveraineté populaire, sont des faits établis qui ne souffrent pas de discussion. Toute pédagogie qui renoncerait à faire prévaloir le discours professoral sur les "opinions" des jeunes serait pure démagogie. De même la pédagogie qui privilégierait l'usage du document "librement cherché" par les élèves au risque de les livrer sans défense suffisante aux choix des médias, des éditeurs plus ou moins soumis aux pouvoirs politiques. Ecrire cela n'est pas faire œuvre de "dénonciation partisane", c'est exprimer une vérité d'expérience. L'enseignant doit savoir écouter, il doit aussi savoir faire entendre la parole de celui qui sait parce qu'il s'est cultivé.

Les IPR de Paris toujours à la pointe de la formation

Les Inspections pédagogiques régionales (IPR) de Paris s'étaient distinguées en février 2009 en invitant les enseignants à assister en préprojection à un grotesque téléfilm intitulé *l'Evasion du roi* consacré à la fuite du roi à Varennes et dont les quatre lignes de résumé comportaient deux erreurs ou falsifications (au choix) historiques énormes. Le lecteur se reportera utilement aux n° 41 et 42 des *Cahiers du mouvement ouvrier* sur cette question (y figure entre autres le texte de la protestation signée par près de 300 enseignants). Nous soumettons aujourd'hui aux lecteurs la lettre n° 3 de ces mêmes IPR aux enseignants d'histoire-géographie de Paris. La première page ne présente rien de particulier mais les pages 2 et 3 — et surtout leur succession — ne manquent pas de sel… Il s'en dégage une odeur d'ordre moral qui rappelle des temps anciens…

académie Paris

Histoire et Géographie
Éducation civique

Inspection Pédagogique Régionale d'Histoire et de Géographie – Lettre académique N°3– 07/10/2009

Le mot de l'inspection

Chers collègues,
Nous vous rappelons que vos établissements doivent inscrire vos représentants pour l'ensemble des animations de l'année scolaire, soit deux journées consacrées à l'EDD, deux journées pour l'enseignement de l'histoire des arts au collège, organisées avec les autres disciplines impliquées (arts plastiques, éducation musicale et français), ainsi que les quatre journées dédiées aux nouveaux programmes de cinquième.
Dès que ce programme sera intégralement finalisé, nous vous adresserons les informations définitives (dates et lieux).

J.L. Carnat, P. Cocquebert,
J. Jalta, J.P. Lauby

(Communiqué FIFET)

Du 10 au 16 mars 2010, Cinéma Action Christine, Paris 6ème.

==> Informations:
http://www.festival-droitsdelhomme.org

(Communiqué DAAC)

« Les mercredis des Archives »

Le service éducatif des Archives Nationales, en partenariat avec la Délégation Académique aux Arts et à la Culture, propose aux enseignants de toutes disciplines et de tous niveaux un cycle de rencontres autour d'un thème interdisciplinaire, l'image.

En effet, si les archives constituent des documents informatifs, elles revêtent les aspects les plus divers (registres, livres, journaux, plans, affiches, cartes postales, dessins et peintures...) et recèlent souvent une qualité esthétique, une charge émotionnelle, une note humoristique ou tragique... Nous nous attacherons donc à cette dimension organique, visuelle, esthétique voire artistique, sans ignorer pour autant la valeur historique des documents et les connaissances dont elles sont la source.

Au cours de **séances de découvertes-ateliers de 2 h 30**, adaptées au public enseignant, nous explorerons un thème correspondant à une période historique et nous nous initierons à une pratique spécifique. Ces six séances nous permettront de découvrir les ressources proposées par les Archives nationales de façon tout à fait inédite et nous aideront sans doute à mettre en œuvre des propositions pédagogiques stimulantes !

Programme annuel

*** 14 octobre 2009 : Ecritures et lettrines médiévales**

*** 18 novembre 2009 : Enluminures médiévales**

*** 13 janvier 2010 : Cartes et plans, des origines au XIXème siècle**

*** 17 février 2010 : Les arts, témoins de l'histoire à l'Hôtel de Soubise**

*** 17 mars 2010 : Symboles et allégories révolutionnaires**

*** 14 avril 2010 : L'affiche de propagande au XXème siècle**

*** 12 mai 2010 : Mettre en image une page d'histoire de France !**

Pour la première séance, la limite des inscriptions a lieu le vendredi 9 octobre.
Le rendez-vous est à 14h15 dans le hall du musée de l'Histoire de France, aux Archives Nationales, 60 rue des Francs-Bourgeois, 70003 Paris (M° Rambuteau ou Hôtel de Ville)

===> Attention ! L'inscription préalable est obligatoire :
stephanie.morillon@ac-paris.fr

Le Général Bruno DARY
Gouverneur militaire de Paris

Bertrand DELANOË
Maire de Paris

Pierre d'AMARZIT
Président de l'association des auditeurs de l'IHEDN de la région Paris Ile-de-France

Odette CHRISTIENNE
Conseillère de Paris Déléguée du Maire, Correspondant-Défense

vous invitent à participer au séminaire organisé à l'intention des élus de PARIS et de l'Ile-de-France sur le thème

« DEFENSE ET SECURITE AU SERVICE DES FRANCILIENS »

les 17 novembre et 26 novembre 2009 à 13h30

à l'Hôtel National des Invalides

PROGRAMME DES DEUX SESSIONS

Session 1 : Mardi 17 novembre - 13 h 30

à l'amphi Austerlitz (entrée par la cour d'honneur des Invalides - 129, rue de Grenelle Paris 7ème)
L'entrée des véhicules sur le parking intérieur des Invalides est autorisée

		Intervenant	Horaire début	Horaire fin
19-nov	Arrivée des participants		13:30	13:45
	1- Mot d'accueil, 2-Présentation du séminaire	1-Général DARY 2-O.Christienne	13:45	14:10
	Les différentes institutions en relation avec la Ville : Gouverneur de Paris, Adjoint en charge de la sécurité...	Général DARY	14:10	14:45
	La politique de défense et de sécurité de la France : le livre blanc	Ingénieur général Jean-Philippe GRELOT	14:45	15:20
	Questions/ Réponses	-	15:20	15:40
	PAUSE		15:40	16:10
	La gestion des crises en Ile-de-France : Planification et moyens de protection	M.Monteil	16:10	16:45
	La gestion des crises en Ile-de-France : Aspects opérationnels et missions d'intervention	Général J.Prieur	16:45	17:20
	Questions/ Réponses	-	17:20	17:40
	1-Les mission de l'IHEDN, 2-Présentation de la session du 4 juin par la mairie de PARIS	1-Général Perrodon 2-O.Christienne	17:40	17:55
	Départ des participants	-	17:55	-
	Visite libre de l'Historial Charles de Gaulle	-	18H00	-

Session 2 : Jeudi 26 novembre – 13h30
dans les salons du gouverneur militaire de Paris
(entrée par l'esplanade des Invalides – 129, rue de Grenelle Paris 7ème)
L'entrée des véhicules sur le parking intérieur des Invalides est autorisée

		Intervenant	Horair début	Horair e fi
26-	Arrivée des participants		13:30	13:45
	L'intelligence économique territoriale : la protection des données sensi-	R. Pautra	13:45	14:25
	La rôle de la prévention dans la protection ur-	M. Bailly	14:25	15:05
	Violences et émeutes urbaines	S. Body-	15:05	15:45
	PAUSE		15:45	16:15
	La sécurité des aéroports de PARIS	JL Blanchou	16:15	16:55
	SNCF : Sécurité des infrastuctures et des clients	Cf. P. ROZE	16:55	17:35
	Clôture par un représentant de	O. Darrason	17:35	17:55
	Départ des partici-		17:55	-

(Communiqué IESR)

L'Institut européen en sciences des religions (IESR) vous invite à assister à une conférence de presse, le **lundi 19 octobre 2009 (18h), sur le thème** :

« Enseigner les faits religieux : Qu'en pensent les élèves ? Comment aider leurs professeurs ? »

Pour répondre à ces questions au cœur de ses missions, l'IESR conçoit et dirige divers ouvrages qui seront à cette occasion présentés.

Lundi 19 oct. (18h) – IESR : 14 rue E. Cresson, 75014 Paris
Entrée libre – Un pot amical suivra la conférence de presse

==> Vous pouvez télécharger et imprimer l'affiche présentant la conférence de presse :
http://www.iesr.fr/docannexe/file/5995/ouvrages_iesr_19_11_09_pdf.pdf

==> Merci de confirmer votre présence à iesr@ephe.sorbonne.fr

Jean-Paul Willaime, directeur de l'IESR aura le plaisir de présenter :
« Les jeunes, l'école et la religion » (C. BÉRAUD et J.-P. WILLAIME dir., Bayard, 2009)

Dominique Borne, président du comité de direction de l'IESR,
aura le plaisir de présenter trois numéros de la documentation photographique
(la Documentation française) :
- Histoire de l'islam (P. BURESI, n°8058, 2007)
- Histoire du judaïsme (S. FELLOUS, n°8065, 2008)
- Histoire du christianisme (A. V. D. KERCHOVE, n°8069, 2009)

L'histoire sous surveillance

Le 15 mai 2009 le président de la Russie Medvedev a formé une commission destinée à lutter « *contre les falsifications historiques au détriment des intérêts de la Russie.* » L'intitulé peut prêter à sourire...La correspondante du *Monde* en Russie qui se fait l'écho de cette décision dans le quotidien du 27 octobre commente justement : « *Une telle appellation suggère que seules les falsifications utiles au pays sont autorisées* »...Il faudrait mieux dire sans doute « utiles au régime », ou « au gouvernement », ou « au pouvoir en place », mais passons. Le sens est clair en tout cas : les falsifications de l'histoire officielle sont admises (donc encouragées). Elle ajoute : « *La composition de la commission renforce cette impression. Sur ses vingt-huit membres, trois sont des historiens. Pour certains, il s'agit de fonctionnaires en "épaulettes" tels Nikolai Makarov, chef d'état-major de l'armée, Vladimir Zimakov, chef du renseignement extérieur, ainsi que deux représentants du FSB* » (l'ancien KGB — NDLA).

Bush agent... des trotskystes ?

Trois historiens vraiment ? Les trois en réalité se réduisent à deux car la troisième est M^me^ Narochtnitskaia, vice-présidente de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, dont le caractère d'« historienne » est assez clairement défini par un certain nombre de ses déclarations que les curieux peuvent (ou en tout cas pouvaient) trouver sur le site du réseau Voltaire. Cette dame informait ainsi ses lecteurs que Bush se trouvait sous l'influence des trotskystes qui ont, selon elle, infiltré les sommets du Parti républicain. Ainsi s'expliquait d'après cette dame la politique belliciste de Bush. On trouvera les citations de cette dame dans le n° 37 des *Cahiers du mouvement ouvrier.*

On conçoit qu'avec une telle conseillère historique coincée entre le chef d'état –major et un responsable du FSB(ancien KGB) la commission puisse moissonner largement. Elle dispose même d'un droit exceptionnel : dénoncer la présence sur le territoire russe d'individus accusés par elle de falsifications de l'histoire « au détriment des intérêts historiques de la Russie » et susceptibles dès lors d'être interpellés, arrêtés et jugés.

Et en France ? Le règne de la « norme »...

Certes en France il n'existe pas (encore ?) de commission officielle chargée de contrôler l'activité des historiens, mais les lois dites « mémorielles » Gayssot et Taubira encadrent déjà le travail des historiens dans certains sujets précis (l'extermination des Juifs par les nazis, la colonisation et la décolonisation) en définissant une vérité officielle, dont la négation — certes intellectuellement inacceptable — peut entraîner des poursuites pénales.

Christiane Taubira, députée radicale de gauche de la Guyane, donnait toute la dimension de l'entreprise dans un article du *Monde* du 16 octobre 2008, intitulé « *Mémoire, histoire et droit* » et sous-titré « *le législateur est fondé à intervenir quans le roman national est en jeu* ». Elle y dénonce « *des rivalités de compétences qui n'ont pas lieu d'être entre les historiens qui sont et doivent être reconnus comme chercheurs* (merci pour eux ! — NDLA) *et le législateur, élu au suffrage universel qui détient la responsabilité de dire la norme, mais pas seulement, ériger des remparts.* »

Au service de la « cohésion nationale » ?

Il y aurait donc une « norme » à établir en histoire ? Quelle norme ? Reposant sur quoi ? Sur la diktat du législateur ? En cas de changement(réel) de majorité la norme pourrait donc changer, les remparts se déplacer et l'histoire changerait.

Madame Taubira poursuit : « *Quant au vrai débat il est de savoir si mémoire et histoire peuvent être objets de droit. Oui* ***lorsque les enjeux sont au-delà de la mémoire et de l'histoire, qu'ils atteignent la cohésion nationale, l'identité commune*** (souligné par moi). *Il revient*

*alors au législateur de poser la parole politique déclaratoire et d'**en tirer les conséquences par des dispositions normatives.*** » (idem)

Que M^me^ Taubira écrive comme un pied — et même comme deux — n'empêche que sa conclusion est claire : les députés doivent légiférer sur l'histoire pour préserver la « cohésion nationale ». Devrait donc ou pourrait donc logiquement être banni tout ce qui gêne ou entrave la cohésion nationale.

M^me^ Taubira n'innove pas : ce type de mesure à géométrie nécessairement variable a déjà été mis en œuvre entre 1956 et 1960 un certain nombre d'ouvrages favorables aux nationalistes algériens ou décrivant la réalité de la « normalisation » en Algérie ont été interdits et leurs éditeurs poursuivis pour atteinte à la cohésion nationale...

Certes M^me^ Taubira, dont le cœur penche du côté des victimes de la colonisation, ne saurait que condamner rétrospectivement les saisies de ces ouvrages et les amendes infligées à leurs auteurs et à leurs éditeurs par des gouvernements où figuraient des députés radicaux, c'est-à-dire membres du parti dont elle se proclament l'héritière.

Cela souligne simplement que les impératifs de la « cohésion nationale, peuvent changer. Mais leur subordonner l'histoire et donner aux députés le droit de légiférer sur elle comme ils l'ont déjà fait, c'est un pas en avant vers l'histoire officielle et donc le totalitarisme.

La commission Medvedev est en germe dans les positions de ceux qui, comme elle, s'attribuent le droit de légiférer sur l' histoire. Leur incompétence ne fait qu'aggraver l'atteinte ainsi portée à cette dernière. **Jean-Jacques Marie**

Un article sur l'ouvrage d'Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron

L'article ci-après est paru dans le dernier numéro de la revue de l'Association des professeurs d'histoire-géographie, *Historiens et géographes*. Son auteur, Jean Peyrot, étant décédé au moment même de sa publication, nous reproduisons son article si précis et fouillé à titre d'hommage...

ODILE Dauphin, Rémy Janneau, Nicole Perron et alii. *L'enseignement de l'histoire-géographie, de l'école élémentaire au lycée, vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?* L'Harmattan, 2009, 286 p.

Ce livre sort des sentiers battus (ou plutôt des autoroutes !) de la pensée de la pédagogie établie et du conformisme envahissant. Le titre complet comporte une interrogation provocante et redoutable. L'alternative ainsi posée paraît simple et le lecteur peut s'attendre à la dénonciation d'une histoire asservie ouvertement ou hypocritement aux pouvoirs politiques, économiques et culturels en place. En fait, l'alternative n'est pas aussi tranchée : cet enseignement est bien vecteur de propagande, mais il est aussi fondement de l'esprit critique, l'un suscitant l'autre dans un conflit dialectique en quête d'un équilibre de tensions.

Ce livre est original à plusieurs titres : d'abord fruit d'un travail collectif, 14 participants, ce qui n'en fait pas un cas unique. Beaucoup de livres en effet regroupent des compétences variées. Mais ces 14, qui ont une expérience directe de l'enseignement, ont rassemblé des enquêtes portant sur 3 niveaux d'enseignement, un éventail rarement réalisé. Et ils se trouvent réunis par une vision commune de l'école et du monde. Ensuite, la masse des faits collectés au cours d'une longue accumulation constitue un solide dossier « état de la question ». Enfin, troisième originalité, le dossier s'appuie sur l'examen détaillé des textes, programmes, manuels et méthodes pédagogiques envisagés dans leur évolution. L'étude des manuels est certes devenue une banalité, mais ici l'étude compare des générations de manuels et de programmes, ainsi que les mises à l'écart et les ajouts.

Aux trois chapitres relatifs à l'école primaire, aux collèges et lycées et à la didactique sont ajoutées trois annexes. Le chapitre sur les collèges et lycées est le plus long. Il pointe à juste titre les lacunes et oublis, ceux de l'histoire économique, de l'histoire sociale, surtout du XIX[e] siècle, ceux de l'histoire coloniale, alors que le fait religieux occupe une place croissante et démesurée. Il critique les « modèles » sous-jacents, ainsi que les dérives d'une géographie vers l'abstraction et une géographie virtuelle derrière les croquis de synthèse. Il sait repérer les faits significatifs et les relier pour dégager les tendances, à la manière de l'histoire économique et des approches phénoménologiques où, sous les apparences des mots, on peut déceler des sens masqués. Dans le chapitre sur la didactique, les auteurs reconnaissent les apports de celle-ci, mais en épinglent les excès et les fondements socio-constructivistes.

Trois annexes complètent le dossier. La première raconte, sans inexactitude, comment on en est arrivé là depuis un demi-siècle. La deuxième souligne les menaces sur l'édition scolaire provenant de la soumission aux logiques financières. La troisième aborde avec perspicacité et courage une question avec un point d'interrogation suggestif « la liberté pédagogique, un leurre ? » De fait, l'enseignement est de plus en plus surveillé, encadré par des consignes écrites ou tacites (à mon avis personnel, les tacites sont les pires, parce qu'indéfinies, susceptibles d'être ressenties, pressenties, supposées). Il est même rapporté un petit fait qui ne laisse pas d'inquiéter sur le présent et l'avenir de la fonction professorale et de la mission de l'inspection : *[Telle inspectrice rêve : « Je veux que mes enseignants marchent du même pas pédagogique »]*.Tout le monde sait que les propos débridés sont dans l'air du temps, ils ne se bornent plus aux comptoirs des bistrots, mais jaillissent aussi dans les sphères dirigeantes. Mieux vaudrait que ce fût un hapax. Si ce cas limite est avéré, il y a de quoi sonner le tocsin. Ce n'est peut-être qu'un rêve, mais il est révélateur d'une tendance décelable depuis longtemps, qui transforme le professeur en rabâcheur de programmes et de manuels devant 30 élèves dans 30 m2, ce qu'autrefois j'ai désigné par l'expression « o.s. de la pédagogie ». Un commentaire, même très succinct de cette seule phrase de cette inspectrice dépasserait

les limites du compte rendu, que ce soit à propos de *mes* enseignants ou du *marcher au même pas*.

Les professeurs devraient lire ce livre, même s'ils n'approuvent pas toutes les interprétations sur les intérêts en cause, latents ou patents, d'autant que, comme par un effet de contre-jour, les auteurs rappellent les fonctions intellectuelles et culturelles de l'enseignement de l'histoire et de la géographie, pour apprendre à discerner des rapports de forces entre toutes les composantes d'une situation, ce qui est le propre de l'esprit critique. Le réquisitoire de ce livre est sans complaisance pour dénoncer la dégradation des contenus et décaper les badigeons flatteurs. Les professeurs pourront relever les points sur lesquels ils devront insister dans leurs cours, pour faire face aux lacunes et aux déséquilibres.

Un regret, si regret vaut souhait pour le futur : que les auteurs n'aient pas abordé aussi deux questions sur les fonctions professorales.

Au service de qui le professeur se considère-t-il ? Familles ? Enfants ? Institution scolaire ? Nation ? Etat ? ...

Sur quoi son autorité se fonde-t-elle ? Un ensemble de règles acceptées par contrat ? La compétence validée par un diplôme ? Le commandement descendant dans une structure ? La conscience éclairée et éclairante du sujet pensant, ayant à décider en dernier ressort de ce qu'il dit et de ce qu'il fait ? Probablement un peu de tous ces fondements. Mais dans quelles proportions ?

Cela nous voudrait de nouveaux chapitres qui ne manqueraient ni de tonus, ni de charme.

Jean PEYROT

Chronique des falsifications

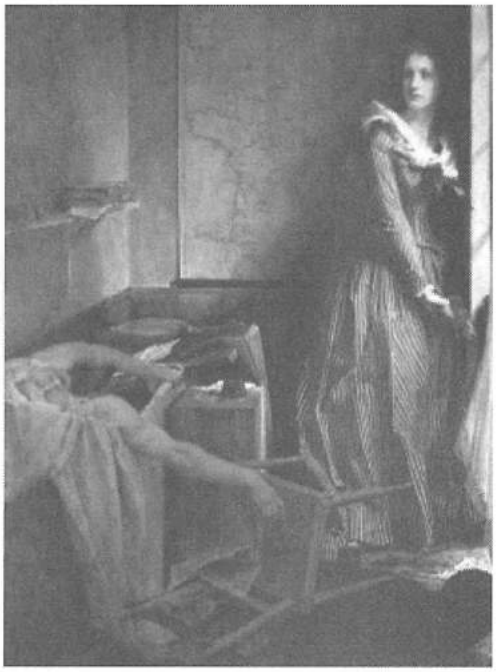
Le supplément du *Monde Télévision*, du 22 au 29 novembre, annonçait, en page 11, un téléfilm sur Charlotte Corday, projeté sur France 5, à 20 h 35, sous le titre « *Charlotte Corday ou le devoir* », et le sous-titre « *Une belle réhabilitation de celle qui tua Jean-Paul Marat* ». L'auteur de l'articulet, Francis Cornu, informait le lecteur que le téléfilm avait été réalisé à partir du livre de Jean-Denis Bredin *On ne meurt qu'une fois. Charlotte Corday* (Fayard 2006).

Rappelons que Jean-Denis Bredin, membre de l'Académie française, a été l'un des trois membres de la commission présidée par Pierre Mazeaud qui, pour une rémunération de trois cent mille euros pour chaque membre, a décidé d'attribuer au grand démocrate Bernard Tapie 245 millions d'euros d'indemnités pour ses malheurs financiers. Jean-Denis Bredin a, on le voit, le souci des victimes, des humiliés, des offensés et de leur défense.

Francis Cornu conclut son billet par les lignes suivantes : « *Enfant des Lumières, humaniste, lectrice de Rousseau et Voltaire, la raison et le réalisme guident le choix de sa cible, la minutie de ses préparatifs, la mesure des conséquences de son acte en témoignent. Charlotte Corday méritait cette belle réhabilitation.* » Fermez le ban.

Le numéro de *Télérama* de la même période prononçait sur le téléfilm en question un jugement plutôt réservé, en raillant cette « *hagiographie télévisuelle (...) aux dialogues lourdement prophétiques, reconstitution empesée qui transforme la meurtrière de Marat en une sainte laïque. Le scénario semble donner raison aux thèses de l'historiographie réactionnaire. Le peuple de Paris est présenté comme un ramassis de fanatiques agressifs en opposition à la province forcément modérée (...). Les portraits de Marat et du citoyen procureur Fouquier-Tinville ne dépassent pas la description caricaturale de monstres paranoïaques et sanguinaires.* »

C'est bien le visage de la Révolution française (et de toutes les révolutions) que les exigences actuelles du capital exigent de donner.



Une affirmation, étonnante d'André Fontaine

Il n'est jamais trop tard pour bien faire, affirme la sagesse, des peuples. J'ai lu récemment *La Tache rouge*, d'André Fontaine, ancien responsable du service international du *Monde*, sur la guerre froide. Evoquant la grève générale des ouvriers de la RDA, les 17 et 18 juin 1953, il écrit : « *Les autorités de la RDA étant manifestement incapables de reprendre la situation en main, le commandement soviétique proclame l'état de siège, amène en ville deux divisions, barre l'accès à Berlin-Ouest* ***et sans jamais faire tirer sur la foule rétablit rapidement l'ordre*** » (Editions La Martinière, page 185), souligné par moi. D'où viennent alors les quelque **300 morts** que la répression de la grève et des manifestations a provoqués ? De la panique ? D'une épidémie soudaine de grippe espagnole ?

Complices...

Dans la social-démocratie ont toujours existé des courants, en général minoritaires, favorables su stalinisme, comma *La Bataille socialiste*, de Zyromski, avant 1940, ou le même courant d'Elie

Bloncourt et Gilles Martinet après la guerre.

L'exemple le plus caractéristique a été le courant dirigé par Pietro Nenni, un temps secrétaire général du Parti socialiste italien (PSI), dont le prostalinisme avéré lui valut un prix Staline de la paix et la scission de son parti.

Au lendemain du rapport secret contre certains crimes de Staline prononcé par Khrouchtchev, lors de la dernière séance à huis clos du XXe Congrès du PCUS, ou, plus exactement, au lendemain de la publication du texte aux Etats-Unis, l'hebdomadaire *France-Observateur,* daté du 25 juin 1956, publie un encart intitulé *« Où va le communisme »* ? Il publie les points de vue du secrétaire général du PC italien, du dirigeant de l'aile gauche du Labour Party, Aneurin Bevan, et de Pietro Nenni.

Ce dernier réussit le tour de force de justifier les procès de Moscou, dont Khrouchtchev lui-même ne dit pas un mot, en rappelant qu'ils se tinrent de 1936 à 1938 et affirmant :

« Il fut évident depuis lors que la vie publique soviétique avait subi dans les deux années précédentes un double processus de dégénérescence : de l'appareil du Parti et de l'Etat vers des formes de bureaucratisation et de terrorisme et de l'opposition interne vers des formes de conspiration et de révolution de palais » (page 7), dont Pietro Nenni ne peut fournir la moindre preuve, puisque la seule trace figure dans les séances truquées des procès... auxquelles même le compagnon de route le plus fidèle peut difficilement faire référence après le rapport Khrouchtchev.

Si l'opposition avait ainsi dégénéré en conspirant et en préparant une révolution de palais, cela signifierait que les accusations des procès de Moscou étaient exagérées, mais reposaient sur un fond de vérité. Pietro Nenni définissait ainsi dès 1956 ce qui constitue aujourd'hui la ligne de défense des derniers résidus du stalinisme. On en trouve un écho par exemple dans le billet ci-dessous.

Nostalgiques

Un lecteur nous signale les lignes suivantes sur le blog d'un certain Frederic Delorca, dont nous ignorons tout. Evoquant des dissidents polonais, d'après lui enrichis par la publication de leurs œuvres à l'Ouest, et quelques dirigeants de Solidarnosc, corrompus par l'argent occidental (ce qui est tout à fait possible, encore que Frederic Delorca ne cite aucun nom et se contente d'un anonymat bien imprécis), il affirme :

« Cela donne sans doute en partie raison à Staline (pas sur les méthodes, certes, mais sur l'analyse des phénomènes et l'omniprésence d'ennemis là où ils pouvaient se manifester. »

Donc, Staline avait bien raison : l'écrasante majorité des dirigeants et cadres bolcheviks de 1917-1918 (et même du comité central stalinien élu en 1934 et décimé par lui) étaient bien des ennemis et des agents. Seulement, au lieu de les faire abattre, il aurait dû se contenter de mesures plus douces... Il a frappé juste, mais trop fort.

Jean-Jacques Marie

Notes de lecture

Quand Shlomo Sand dissèque la mythologie sioniste. Shlomo Sand : *L'invention du peuple juif* (Fayard)

SAND est un historien dont la famille a fui la Pologne. C'est un homme de gauche, étranger à la religion. Il a fait une partie de ses études à Paris avec Pierre Vidal-Naquet, qui a préfacé son livre précédent : *Les mots et la terre, les intellectuels en Israël*.

Dans les conférences où il présente "Comment le peuple juif fut inventé", Sand s'excuse à l'avance du nombre de notes qui accompagnent son livre. Il sait que celui-ci, qui est déjà un best-seller en Israël, sera l'objet de très vives critiques et il tient à préciser ses sources et ses recherches.

L'idée centrale du livre de Sand est la suivante. Pour créer l'Etat d'Israël et pour l'amener dans la situation actuelle, *les sionistes ont dû tout fabriquer : une histoire, une identité, un peuple, une mentalité, des valeurs*. Mais, fondamentalement, tout est plus que discutable. L'histoire antique est très largement légendaire. Et surtout, *il n'y a eu ni exil ni retour* : les Juifs ne sont pas massivement partis au moment de la destruction du temple par Titus. Autrement dit, *les descendants des Hébreux de l'Antiquité sont essentiellement les Palestiniens*. Ben Gourion lui-même a écrit (avec Ben Zvi, le futur président d'Israël) en 1918 que ces "fellahs" étaient probablement des descendants de Juifs et qu'ils s'intégreraient au projet sioniste. Il a changé d'avis après la révolte palestinienne de 1929 en se ralliant à l'idée de les expulser.

Sand explique longuement que les Juifs d'aujourd'hui sont les descendants de convertis de différentes époques.

On peut discuter sur le titre provocateur du livre de Sand. Y a-t-il oui ou non un peuple juif ? On peut discuter sur l'origine khazare des Ashkénazes par rapport à l'hypothèse de l'origine ouest-européenne ou sur ce qu'il écrit du marxisme. Mais pour toutes celles ou ceux qui considèrent à juste titre que le sionisme est une idéologie criminelle pour les Palestiniens et suicidaire à terme pour les Israéliens, le livre de Sand est fondamental : le cœur de l'histoire telle que les sionistes la racontent (l'exil, le fait que la diaspora soit une parenthèse et que la création d'Israël permette aux Juifs de retourner dans le pays de leurs ancêtres et de reconstituer le royaume unifié), *toute cette fable est **fausse** et sciemment inventée pour justifier un projet colonial*. Et c'est un argument fondamental dans la lutte idéologique opiniâtre que nous devons mener contre les ravages du sionisme.

"C'est le nationalisme qui crée les nations, et non pas l'inverse", a écrit

Ernest Gellner (un théoricien de la modernité mort en 1995). Dans le cas du sionisme, il a dû créer au départ une histoire "politiquement correcte" des Juifs.

Avant l'apparition du sionisme, des historiens juifs allemands, très inspirés par les idées "raciales" de l'époque, se mettent à imaginer que les Juifs seraient un peuple-race. Idée plus tard partagée par les nazis, avec les conséquences que l'on sait. Les concepts de races aryenne, sémite, etc., sont tout aussi stupides et inexacts que dangereux.

Dans leur grande majorité, les fondateurs du sionisme n'étaient pas croyants. Certains étaient même farouchement antireligieux, considérant les rabbins comme les représentants d'une forme d'arriération. Au contraire, pendant très longtemps, les religieux orthodoxes ont été hostiles au sionisme. Encore aujourd'hui, un courant religieux comme les Nétouré Karta condamne le sionisme comme hérétique, comme porteur de l'idée (fausse à leurs yeux) que le Messie, c'est l'Etat d'Israël. C'est à partir de 1967 que le courant national-religieux, reprenant les théories du rabbin Kook, s'est rallié au sionisme et au colonialisme. Ce courant représente aujourd'hui près d'un quart de la société israélienne.

Les fondateurs du sionisme et plus tard les historiens "officiels" de l'Etat d'Israël sont allés rechercher dans la Bible tout ce qui pouvait justifier la décision, prise lors d'un congrès sioniste, de créer le "foyer" juif et plus tard "l'Etat juif". Sur l'histoire antique, les archéologues israéliens Finkelstein et Silberman parlent de *"la Bible dévoilée"* quand Sand parle de *"mythistoire"*. Ils sont d'accord sur l'essentiel. De toute façon, dans la communauté des archéologues et des historiens, il n'y a plus que des divergences de détail. La Bible diffère peu de *L'Iliade et l'Odyssée*. Un livre extraordinaire qui a frappé et impressionné des millions d'humains à travers les siècles. *Mais une histoire largement légendaire*.

Sand confirme : les épisodes de l'arrivée des Hébreux depuis la Mésopotamie ou celui de l'entrée et la sortie d'Egypte sont inventés. Ils correspondent à la volonté des auteurs de la Bible de se donner des origines, une histoire et une raison d'être politiquement correctes. Quand le fasciste Baruch Goldstein massacre 29 Palestiniens (en 1994) dans le "caveau des patriarches" censé être le tombeau d'Abraham, la fiction devient meurtrière.

L'épisode le plus horrible de la Bible, la conquête sanglante de Canaan par Josué, premier texte d'apologie du "nettoyage ethnique", est aussi inventé. Les Hébreux sont un peuple autochtone, ils n'ont rien conquis. Ce texte constitue le socle idéologique du courant national-religieux pour qui *"Dieu a donné cette terre au peuple juif"*. Au nom de ce texte, près d'une moitié de la société israélienne est favorable au "transfert", la déportation des Palestiniens au-delà du Jourdain.

Le royaume unifié de David et Salomon est également une fiction. A l'époque présumée de la reine de Saba, Jérusalem était un village et les fouilles incessantes sous Jérusalem ne font que confirmer cette thèse. Il est probable que le royaume d'Israël (détruit en 722 avant JC par les Assyriens) et celui de Judée (détruit en 586 avant JC par les Babyloniens) ont toujours été des entités distinctes. Or le sionisme, aujourd'hui, prétend ressusciter le royaume unifié et occuper toutes les terres sur lesquelles il se serait étendu.

La Bible a été écrite essentiellement pendant l'exil à Babylone. Une partie importante de la population judéenne n'est pas revenue. Ses descendants sont les Juifs irakiens, iraniens ou ceux de Samarkand.

Sand analyse les documents historiques sur la guerre menée par Titus et 60 ans plus tard sur la dernière révolte juive dans la région, celle de Bar Kochba. Il analyse le principal texte, le livre de Flavius Josèphe, *La guerre des Juifs*. Il montre qu'il n'y a pas eu expulsion, qu'il y avait déjà avant d'importantes communautés juives à Babylone, Alexandrie ou Rome. *Il n'y a aucune trace d'un départ massif de la population*. C'est l'histoire officielle sioniste qui a inventé, en gonflant les chiffres, le mythe de l'expulsion.

De toute façon, les quelques milliers de Judéens partis n'auraient pas pu engendrer l'importante population juive (le chiffre de 8 millions paraît vraisemblable) dans l'Empire romain. C'est tout simplement parce que, jusqu'à l'empereur Constantin, qui fait du christianisme la religion officielle, *la religion juive est prosélyte* et en concurrence avec les chrétiens ou le culte de Mithra.

Les persécutions des chrétiens arrêtent ce prosélytisme, qui se prolongera dans d'autres régions. Sand montre à partir de personnages historiques (la Kahéna, Tariq, celui qui a conquis l'Espagne) l'importance des conversions au judaïsme de tribus berbères. Il ne fait pas de doute que les Juifs du Maghreb et en partie les Juifs espagnols sont les descendants de ces convertis.

Pour les Ashkénazes (les Juifs d'Europe orientale), Sand revient sur l'histoire des Khazars, peuple turc qui a établi pendant plusieurs siècles un empire entre la Caspienne et la mer Noire. Il y a la preuve historique de la conversion de l'aristocratie de ce peuple au judaïsme. Sand estime que la population (y compris les Slaves) de cet empire est à l'origine du peuple yiddish.

Il montre aussi l'existence d'anciens royaumes juifs au Kurdistan ou au Yémen. *Bref, les Juifs d'aujourd'hui sont des descendants de convertis.* Cette minorité religieuse n'a jamais exprimé le souhait concret d'un "retour" à Jérusalem. D'ailleurs, ni les Juifs de Babylone (qui ont préféré Bagdad) ni les Juifs espagnols expulsés (qui ont préféré le Maghreb ou les grandes villes ottomanes) n'ont fait ce choix quand ils en ont eu l'occasion. Le retour est une fiction et la "loi du retour" (qui permet à tout Juif de devenir très rapidement un citoyen israélien) est basée sur un mensonge.

Pour Sand, l'existence d'un peuple juif est une fiction. Le seul point commun entre Juifs yéménites, espagnols ou polonais, c'est la religion.

Avec un pareil écart entre la réalité historique et l'histoire officielle, il a fallu *créer de toutes pièces en Israël la définition de ce qu'est un Juif.* Cette politique identitaire a tourné le dos aux idées progressistes du Bund, qui prônait l'autonomie culturelle du peuple yiddish sur place, dans le cadre de la révolution. Elle s'oppose à toute l'histoire des Juifs comme minorité religieuse dispersée. C'est une définition à la fois biologique et religieuse du judaïsme qui s'est imposée en Israël. Une définition excluant les non-Juifs dans un Etat qui n'est pas le leur. *Sand explique que se définir "Etat Juif et démocratique" est un oxymore* (une contradiction). Et que les dérapages racistes incessants de la société israélienne sont dans l'ordre des choses d'une telle définition.

Pierre Stambul,
ancien président et membre
du Bureau national
de l'Union française juive pour la paix

Alain ANTOINE

1, place des fiefs

78270 BONNIERES SUR SEINE

Mercredi 9 décembre 2009

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Ministre de la reconduite aux frontières,

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre,

L'Identité Nationale, je l'ai rencontrée ce matin. C'était à Mantes la Ville, près de la salle Jacques Brel, lors de l'inauguration d'un arbre de la laïcité, cérémonie comme il s'en est déroulé un peu partout et dans plus d'endroits chaque année, pour célébrer la loi du 9 décembre 1905, acte fondateur de notre République.

Comme chaque fois, il y avait les représentants de la Municipalité, des associations qui défendent et affichent les valeurs républicaines et laïques.

Il y avait surtout les enfants de l'école Jean Jaurès, accompagnés de leurs maîtres, qui se sont installés pour déployer une banderole où étaient accrochés leurs travaux, dessins, poèmes, à la gloire de la Laïcité et de la République. Nous avions en face de nous un groupe d'enfants, joyeux, souriants, fiers d'être venus honorer les valeurs que leurs maîtres de l'école laïque, gratuite, et républicaine, que vous vous employez à détruire, leur ont enseignées.

Ces enfants, image de la diversité et de la richesse de notre France (blacks, beurs, blancs), ont écouté avec sérieux et fierté les discours des personnalités présentes, et j'ai senti à ce moment, une profonde émotion qui parcourait la foule présente, et j'ai eu la certitude à cet instant, que ce n'est pas le curé, l'imam, ou le rabbin, mais l'instituteur qui enseigne aux enfants de notre pays les valeurs morales qui en feront des citoyens engagés pour le bien public.

J'ai reçu aujourd'hui de ces enfants une leçon d'optimisme, et j'ai la conviction que comme le chêne qu'ils ont honoré aujourd'hui, les valeurs de la République continueront de prospérer, malgré les tentatives de politiciens qui proposent un retour à l'obscurantisme et au passé.

Recevez l'expression de mes convictions laïques et républicaines.

Alain ANTOINE

FÂCHEUSE IGNORANCE....

"Les enfants de Staline"

Une saga dramatique truffée de fantaisies historiques....

LES *enfants de Staline* évoquent la biographie politique d'un militant puis cadre communiste soviétique, Boris Bibikov, responsable de la construction à rythme forcé d'une usine de tracteurs à Kharkov au début de la collectivisation. Ce Boris Bibikov sera, en 1937, accusé d'avoir adhéré en février 1934 à une « *organisation terroriste contre-révolutionnaire* » trotskyste, projeté de « *saboter un haut fourneau* » de l'usine en y jetant un imaginaire obus d'artillerie de la dernière guerre et fusillé aussitôt. Sa femme est arrêtée et déportée au goulag. Ses deux filles, Lenina et Ludmila, sont envoyées dans une prison pour mineurs. L'ouvrage rédigé par son petit-fils, le directeur de la rédaction de *Newsweek* à Moscou (vivant pour sa part à Istanbul) ne manque certes pas d'intérêt pour tout ce qui relève de la saga familiale que Owen Matthews raconte avec beaucoup de pittoresque.

Mais cette saga n'est pas un roman. Elle se présente comme une page d'histoire. Or Owen Matthews est moins heureux quand il passe de la tragédie familiale à l'Histoire avec un H majuscule. Souvent il fabule ou manifeste une ignorance fâcheuse pour le directeur de la rédaction d'un grand organe d'information. Il évoque ainsi les *Izvestia* en qualifiant ce journal de « *célèbre quotidien moscovite fondé par Lénine* » (p 48). Or les *Izvestia* ont été fondées le 28 février 1917 à Petrograd (alors que Lénine se trouvait encore en Suisse) par la direction menchévique et socialiste-révolutionnaire du Soviet de Petrograd. Lénine n'était donc pour rien dans sa fondation.

On peut trouver secondaire l'affirmation étrange que « l*es membres du Parti ont été invités en janvier 1936 à renouveler leur carte afin d'épurer les comités des adhérents les moins motivés* » (p 87) mais c'est prêter un noble souci à Staline qui cherche seulement par là à débusquer les anciens opposants, les opposants éventuels, les suspects d'esprit critique... et à terroriser le Parti pour le soumettre à sa botte.

Plus gênant le petit roman que Matthews construit autour de Serge Kirov, le secrétaire du parti de Leningrad, dont l'assassinat fournira à Staline — qui l'a peut-être commandité —, le prétexte à déclencher une terreur sans précédent.

Il qualifie d'abord ce dernier de « *héros de la guerre civile* » où il a joué un rôle très modeste, et « *d'ancien proche de Lénine* », qu'il n'a jamais été : son nom n'est d'ailleurs cité que quatre fois ....dans les 55 volumes des œuvres complètes de Lénine en russe. C'est tout dire sur sa proximité réelle !

Ce ne sont encore là que vétilles à côté de l'affirmation que le premier héros du livre Bibikov et les congressistes venus d'Ukraine au XVII[e] Congrès du parti communiste de l'URSS ont « *approuvé comme un seul homme la motion de Kirov qui souhaitait ralentir le rythme des réformes.* »

Owen Mathews ajoute : « *Cette initiative se révéla funeste* » (p 62). Elle est pourtant totalement imaginaire. Jamais Kirov n'a nulle part présenté de motion visant à « *assouplir la brutalité des campagnes de collectivisation* » (p 62) ni aucune autre mesure.

Le seul fait attesté est que certains vieux partisans de Staline, désireux de poursuivre sa politique en se libérant de sa poigne de plus en plus brutale, ont proposé à Kirov, docile stalinien mais sans doute plus modéré dans sa conduite) d'être candidat au poste de secrétaire général du comité central. Kirov refusa sèchement : « *Arrêtez de dire des bêtises ! Secrétaire général, moi ? Vous voulez rire.* » Il avertit Staline et de la proposition et de son refus.

Plus fantaisiste encore, Owen Mathews affirme : « *Lors du plenum du comité central qui se tint en février et en mars 1937, les adversaires de Staline tentèrent encore de protester contre ses abus de pouvoir.* » (p 68). Pure invention.

Le procès-verbal de ce plénum publié par la revue *Voprossy Istorii* montre qu'aucun membre du comité central n'a émis la moindre réserve contre le déchaînement de terreur préparé par ce plénum qui se conclut par l'arrestation en pleine séance de deux des futurs condamnés à mort du troisième procès de Moscou Boukharine et Rykov. Signe de l'atmosphère accablante de ce plénum, qui prépare la purge du comité central lui-même, ces deux hommes n'osent faire plus que s'abstenir sur la motion unanime qui les sanctionne !

Au regard de cette contre-vérité flagrante on ne saurait s'étonner de lire qu'à l' époque du procès de Moscou (août 1936) « *Léon Trotski, le grand rival de Staline (...) vivait en exil sur l'île de Büyükada, près d'Istanbul* » (p 68). En réalité Trotsky avait quitté la Turquie depuis trois ans et se trouvait alors en Norvège où les travaillistes l'avaient accueilli avant de le placer en résidence surveillée : Staline les avait en effet menacés de ne plus leur acheter leurs harengs s'ils laissaient Trotsky libre de parler pour débusquer toutes les falsifications du procès. Les harengs l'emportèrent sur les grands principes.

Il n'est donc pas étonnant que l'on puisse trouver sur la plume de Matthews des affirmations aventureuses du genre : « *Le 5 janvier 1930, le comité central du parti avait promulgué un arrêté annonçant "le passage de la liquidation des tendances exploiteuses des koulaks à la liquidation des koulaks en tant que classe". Bien que peu connu, cet arrêté du parti communiste soviétique condamnant les koulaks à l'extermination a fait plus de victimes que la conférence de Wansee qui organisera en 1942 la "solution finale à la question juive", c'est-à-dire l'extermination de l'ensemble des Juifs d'Europe.* » (p 45).

Owen Matthews a sans doute lu ou feuilleté le *Livre noir du communisme*, où, pour justifier une telle affirmation, Stéphane Courtois trafique la formulation de Staline citée ci-dessus « *liquidation des koulaks en tant que classe* » en affirmant : « *Le mot officiel de Staline (...) était d'exterminer les koulaks en tant que classe.* » Cette falsification lui permet d'affirmer : « *Ici le génocide de classe rejoint le génocide de race.* »

C'est l'idée que reprend Matthews , mais quelle qu'ait été la brutalité et la sauvagerie de la politique antipaysanne de Staline et de la famine que cette dernière a provoquée, Staline n'a jamais planifié « l'extermination » des koulaks (ou prétendus tels).

Jean-Jacques Marie

---

1) Owen Matthews : *Les enfants de Staline*, traduit de l'anglais par Karine Régnier, 400 pages, Belfond, 22 euros.

Jean Jaurès : Œuvres, tome 1, LES ANNÉES DE JEUNESSE (1859-1889)

édition établie par Madeleine Rebérioux et Gilles Candar

Un petit homme d'affaires français, membre du PSU dans sa jeunesse avant de naviguer dans les hautes eaux du patronat a dit un, jour « Si l'on n'est pas gauchiste à vingt ans c'est que l'on n'a pas de cœur, si on l'est à quarante c'est qu'on n'a pas de tête. » Laissons de côté le sens exact du mot « gauchiste » et constations qu'effectivement nombre d'intellectuels qui veulent changer le monde à vingt ans s 'y trouvent fort bien à quarante et le défendent becs et ongles à quarante-cinq. La glissade s'effectue lentement ou précipitamment, mais toujours sûrement.

Il est des hommes dont le parcours s'effectue étrangement en sens inverse. L'un des intérêts de ce volume des œuvres de jeunesse de Jaurès est d'en donner un bel exemple. L'auteur de l'avant- propos ,Madeleine Reberioux, rappelle que Jaurès « affirma maintes fois la continuité de sa vie, de sa pensée ». Si Jaurès veut indiquer par là que, de son propre point de vue ,il n'a jamais changé de camp, on ne peut que lui en donner acte et lui donner raison ;il n'est ni un Aristide Briand ni un Millerand, mais dans le camp où il s'est situé dès sa jeunesse il a évolué régulièrement et fortement vers la gauche.

Dans les années 1880 Jaurès est un ardent républicain dressé contre la réaction monarchiste et le cléricalisme et guère plus que cela. Sa passion républicaine l'amène ,comme le soulignent en note les éditeurs de l'ouvrage à faire quelques entorses à l'histoire de la Révolution française ,dont il est un ardent défenseur Ainsi ignorant la loi Le Chapelier de 1791 qui interdisait aux ouvriers de se coaliser pour la défense de « leurs prétendus intérêts communs ». c'est-à-dire de s'organiser face aux patrons, i l affirme que sous Louis Philippe « *la bourgeoisie , oubliant un instant (sic !) dans une éclipse funeste de l'esprit politique et de l'esprit d'équité, que la Révolution avait été faite par tous et pour tous, avaient retenu pour elle le droit de vote et le droit d'association.* »On est bien loin encore de sa grandiose *Histoire socialiste de la Révolution française*.

Il est alors un propagandiste de « *la démocratie radicale* » et manifeste une vive réserve vis-à-vis des « hommes du peuple qui deviennent des chefs politiques , des meneurs. » pour des raisons beaucoup plus psychologiques que politiques. Avec la condescendance du jeune intellectuel sorti de L'école normale et reçu troisième à l'agrégation il note : « *Comme autour d'eux il y a ignorance et silence, eux qui commencent à penser et qui parlent, ils sont exposés à se griser vite d'eux-mêmes ; ils songent plus à de produire, à s'affirmer sans cesse ,qu'à accroître silencieusement leur valeur. Pour conserver à tout prix la popularité une fois acquise, ils s'abandonnent aux exagérations et aux violences faciles*», en un mot à la démagogie.

A cette date pour lui la lutte de classes n'est encore, il est vrai, qu'un malentendu dû aux maladresses de la bourgeoisie. Il affirme dans sa conférence sur la République et les ouvriers tenue à Carmaux en juin 1885 : « *Ce qui a semé dans le passé les divisions et les haines entre les différentes classes, c'est l'inégalité et le privilège* » qui se sont étalés sous Louis-Philippe . Et il conclut : « *La République désarmera tous les soupçons et apaisera toutes les*

colères dans l'abondance d'une même liberté et la plénitude d'un même droit. »

Son vocabulaire porte la marque de cette vision unanimiste. Il affirme ainsi en 1888 : « *La République n'est qu'un mot si elle n'aboutit pas à une plus grande somme de bien-être positif et de dignité pour l'immense foule des petits.* »

On mesure l'ampleur du pas que Jaurès va effectuer en quinze ans pour passer des « petits » aux « prolétaires » et pour évoquer en 1900 dans son débat avec Guesde : « *la lutte incessante du salarié qui veut élever son salaire et du capitaliste qui veut le réduire(...) premier élément de la lutte de classe « dont il précise que ce qui la fonde et détermine » c'est le système de la propriété capitaliste, de la propriété privée.* » qu'il faut ,dit-il, abolir pour que « *cessant d'être particulière et privée, elle devienne sociale.* » On est bien loin de l'angélisme républicain de 1885, mais Jaurès voit, sans doute dans ce changement non une rupture mais une évolution, pourrait-on dire, organique.

Il ira même jusqu'à affirmer dans la *Revue des maîtres* ,revue de l'enseignement primaire en octobre 1908 : « *Cacher aux enfants la lutte des classes qui s'est développée sous des formes diverses tout au long de l'histoire et qui prend forme aujourd 'hui dans la lutte du capitalisme et du prolétariat, ce serait supprimer pour eux un des aspects essentiels de l'histoire humaine.* »

Dans les années 80 , c'est aussi alors un ardent colonialiste . « *Les colonies*, jure-t-il aux électeurs de Gaillac, en 1885 en pleine conquête du Tonkin, *ne rapportent pas ce qu'elles coûtent.* » Mais surtout il y va de la grandeur de la France qui ,humiliée en 1870 ,doit trouver sa revanche sur les terres d'Afrique et d'Asie : « *Je pense, avec la majorité républicaine de la Chambre qui va finir, que c'est une raison de plus parce que nous avons été vaincus en Europe, pour ne pas abandonner nos intérêts et nos droits en Afrique et en Asie, parce que nous avons subi la loi des forts, de ne pas subir l'outrage des faibles (...) Quoi ? Parce que nous avons subi une défaite militaire , fallait-il subir à tous les coins du globe une défaite morale et se laisser fouler aux pieds des nations ?* » Mais il ne se contente pas du refus de la défaite morale , il justifie la colonisation par des raisons économiques très matérielles. « *Toutes les nations encombrées de produits s'ouvrent de nouveaux marchés .Et nous, par prudence, par économie nous aurions laissé saisir aux autres peuples toutes les stations maritimes et industrielles, si bien que le jour où notre agriculture délivrée du fléau , où notre industrie délivrée de la crise auraient cherché des issues nouvelles à leur activité surabondante, elles auraient été fermées par d'autres ?* »

Si sa pensée évolue sur ce terrain avec moins de rapidité et moins d'envergure ses discours lorsque le gouvernement français met la main sur le Maros en lui imposant en 1912 un protectorat que le très catholique maréchal Lyautey défendra très chrétiennement en 1925 en demandant au gouvernement des « obus moutarde » (au gaz) contre les rifains insurgés .Jaurès dénoncera en 1912 cette mainmise et la brutale répression qui suit la révolte. Il dénoncera alors « *la politique de rapine et de conquête* » en soulignant : « De l'invasion à la révolte ,de l'émeute à la répression, du mensonge à la traîtrise, c'est un cercle de civilisation qui s'élargit. »

Et mettant dans le même sac les horreurs françaises au Maroc et les sauvageries italiennes en Libye(Tripolitaine) il affirmera alors : « *Si l'Islam répond un jour par un fanatisme farouche et une vaste révolte à l'universelle agression, qui pourra s'étonner ? » Qui aura le droit de s'indigner ?* »Il y a sur ce point plus qu'une évolution, une vraie rupture avec les positions des années 80.

Parmi le écrits qui forment les quelques 650 pages de ce volume , citons pour leur portée toujours actuelles les nombreuses pages consacrées à la laïcité ou celles, moins où Jaurès critique vivement le scrutin d'arrondissement et lui oppose le scrutin de liste plus politique par définition.

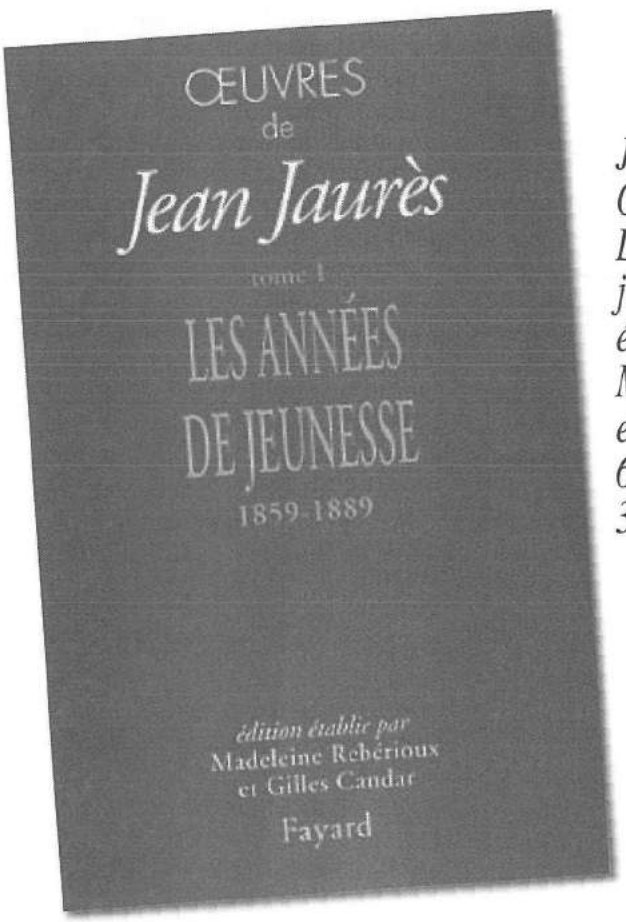
Il manifeste déjà un vif souci d'une démocratie réelle exigeant le contrôle des mandants sur leur élu et d'abord le respect du mandat par ce dernier. Il y

voit une obligation impérieuse : « *Le mandat confié aux représentants est, de par sa nature, impératif. Il est un ordre* ». Il faut donc « *assurer d'une élection à l'autre le contrôle de la démocratie sur ses élus*» ,ce qui n'est nullement assuré ; il propose donc un véritable contrôle : un rapport annuel du comité qui a présenté la candidature du représentant élu sur l'activité de ce dernier, puis lecture de ce rapport et du programme sur lequel le député a été élu dans deux cantons au moins, obligation faite au député de s'expliquer sur ce rapport et sur ses actes . Mais le comité n'ayant été élu par personne Jaurès se refuse à ce que ce dernier puisse avoir la possibilité de démettre l'élu. Son obligation est d'organiser la discussion sur le respect ou non du mandat de l'élu en fournissant les éléments du jugement. Ce qu'il veut c'est le contrôle de la base ,pas d'un comité...

L'un des traits caractéristiques de Jaurès dès sa jeunesse c'est sa capacité à se hisser au delà de sa propre destinée. Battu aux élections en 1889 , il écrit pour La Dépêche un article intitulé *La victoire,* parce que son propre revers à ses yeux ne pèse guère au regard du triomphe des républicains contre la réaction monarchiste ou bonapartiste et le boulangisme. On peut juger cet aspect secondaire au regard des problèmes de fond. Mais il forment un ensemble de la personnalité et de la carrure de Jaurès ,dont ce volume des œuvres(et des lettres) de jeunesse donne déjà une idée de ce qu'il va devenir..

Tous les textes reproduits ne sont pas d'un égal intérêt ;certains ne sont que de circonstance, comme les discours de distribution des prix ou ses lettres au recteur Perroud, , mais l'ensemble vaut la peine et les notes de Gilles Candar sont aussi précieuses que précises.

Jean-Jacques Marie



Jean Jaurès : Œuvres,tome 1, Les années de jeunesse (1859-1889), édition établie par Madeleine Rebérioux et Gilles Candar, 660 pages, 32 euros.

Appel pour la défense de l'histoire contre la réforme Chatel

Appel pour la défense de l'histoire contre la réforme Chatel

« *L'Histoire est la conscience de l'humanité* », a écrit, il y a plus d'un siècle et demi, le grand journaliste libéral Emile de Girardin.

C'est à cette conscience de l'humanité que s'attaque aujourd'hui le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, diplômé de marketing, ancien chef de produit, puis chef de groupe, enfin directeur des ressources humaines de L'Oréal, leader mondial des cosmétiques.

Une mise à mort programmée

Il vient en effet d'annoncer sa volonté de rendre cet enseignement optionnel en terminale S, celle qui accueille plus de la moitié des effectifs de l'enseignement général en terminale. En réalité, cette transformation en enseignement facultatif d'un enseignement jusqu'ici obligatoire et figurant comme tel au baccalauréat préfigure sa disparition définitive, à moins que les enseignants, s'appuyant sur une mobilisation de tous les citoyens attachés à l'école républicaine, ne contraignent le ministre à renoncer à son projet. Luc Chatel croit nous donner le change en annonçant le maintien, voire le renforcement, de cet enseignement en première, assorti d'une épreuve anticipée du bac à la fin de cette année. Mais concentrer sur deux ans ce qui s'étudiait en trois ans suppose inévitablement soit que l'on sacrifie des pans entiers du programme d'histoire contemporaine, soit leur « compactage » en « thèmes » vagues et larges, propices à tous les endoctrinements, où l'idéologie préétablie submergera toute connaissance de faits objectifs.

On massacre l'enseignement de l'histoire depuis plus de trente ans

L'Association des professeurs d'histoire et de géographie dénonce à juste titre ce dispositif et ses conséquences corporatives. Nous voudrions ici souligner la continuité entre cette contre-réforme et celles qui l'ont précédée : dès les années 1970, fut imposée en primaire la dissolution de nos disciplines dans le brouet clair de « l'éveil », et au collège apparurent les « thèmes » diachroniques ; si bien qu'en 1979, Alain Decaux, pour le grand public, Pierre Goubert, avec le prestige que lui conféraient ses travaux universitaires, sonnèrent l'alarme : on n'apprend plus l'histoire à vos enfants.

Le lycée, épargné jusque-là, subit à son tour l'assaut des démolisseurs : en 1995 le ministre Bayrou bouleverse les programmes de seconde, sous prétexte d'y introduire l'enseignement du « fait

religieux » et afin de souligner les hypothétiques racines communes aux nations européennes, et en particulier leurs prétendues racines chrétiennes. Cela nous valut un programme à thèmes totalement désarticulé, sans aucun souci de cohérence chronologique et interdisant par conséquent toute appréhension de la causalité en histoire : le citoyen à Athènes au Ve siècle, naissance et diffusion du christianisme, la Méditerranée au XIIe siècle, carrefour de trois civilisations (souligner les fondements religieux et politiques), humanisme et Renaissance, la Révolution et l'Empire...

Pour faire face à l'indifférence croissante des familles et des jeunes à l'égard des questions religieuses, dans une Europe de plus en plus sécularisée, on choisit de les aborder par le biais du culturel, ce qui nous valut de beaux chapitres, magnifiquement illustrés, sur la Renaissance artistique des XVe et XVIe siècles, mais au prix d'un escamotage des questions suivantes : la découverte de l'Amérique, le commerce transatlantique et la traite esclavagiste, l'effacement de la Méditerranée au profit des Etats situés sur la façade atlantique ! Le chapitre traditionnel sur la société d'Ancien Régime passait lui aussi à la trappe, on étudierait désormais la Révolution en omettant de rappeler précisément ce qu'était cette société du privilège qu'elle abolit en proclamant l'égalité en droits !

Nouvelle offensive en 2003 : au nom de l'approche thématique, on imposa aux élèves de première littéraire et économique et sociale d'étudier l'histoire de la première moitié du XXe siècle, avec la grille de lecture suivante : « Guerres, démocraties et totalitarismes » (1914-1945), inspirée directement par le révisionniste allemand Ernst Nolte.

Cette confusion délibérément entretenue entre nazisme, fascisme et stalinisme, au nom du fumeux concept de totalitarisme, faisait fi des circonstances historiques différentes qui avaient présidé à la naissance de ces régimes, ignorait les forces sociales qui les soutenaient, les objectifs poursuivis, l'un menant à la chambre à gaz et l'autre au camp de travail, suivant la formule de Raymond Aron. Cet envahissement majeur du thème du totalitarisme permettait de gommer le rôle des magnats de la sidérurgie allemande dans la venue au pouvoir de Hitler, d'effacer le lien entre la grande crise de 1929 et la marche à la Seconde Guerre mondiale ! Celle-ci disparaissait des programmes de troisième et devenait une crise comme une autre, un accident de la croissance en première ! D'une manière générale, les faits économiques et les luttes sociales n'étaient plus mis en rapport avec les événements politiques, et la trame chronologique était disloquée par ces fameux thèmes, interdisant de fait aux lycéens de première de trouver une quelconque causalité dans l'enchaînement des événements.

La fin de l'histoire ?

Ce fut le pronostic émis par l'illuminé Fukuyama, saluant la chute du Mur de Berlin et la désintégration de l'URSS, deux événements de nature et de portée différente, comme l'avènement d'une ère paisible pour un capitalisme sans entrave et sans crise... Or, depuis 1989, les guerres n'ont pas manqué ni les crises économiques. Néanmoins, nos ministres de l'Education nationale persistent. Luc Chatel veut aujourd'hui parachever l'œuvre entreprise depuis près de quarante ans, de mettre à mort l'enseignement de l'histoire et de la géographie. La contre-réforme de Luc Chatel annonce le coup de grâce.

« Celui qui ignore son passé est condamné à le revivre »

Veut-on condamner la jeune génération à revivre la grande crise de 1929 ? Veut-on rendre inévitable la marche à de nouveaux affrontements guerriers, pour le pétrole, pour l'eau, pour les métaux rares, le tout déguisé en conflits de civilisation ? Ou en « lutte contre le terrorisme »?

Le président de la République préfère les curés aux instituteurs.

Avec Condorcet, nous pensons que la théologie n'a rien à faire dans l'instruc-

tion publique et que celle-ci, gratuite, générale, laïque et obligatoire, est due par la République à tous les jeunes, les futurs citoyens.

Nous rejetons les affirmations intéressées de ceux qui prétendent que, pour « rétablir le lien social », il faille développer le sens du « sacré » et souligner les « fortes valeurs fédératrices » des trois monothéismes (tu ne tueras point, tu ne voleras point, tu aimeras ton prochain : vaste programme, ironise Paul Veyne, et qui n' a jamais empêché les clergés de tous bords de bénir les guerres, les guerriers et les financiers...).

Avec les grands révolutionnaires de 1789-1793, nous pensons que les hommes, les femmes, et en particulier les jeunes générations, ont besoin d'être éclairés et non pas endoctrinés, comme avant-hier sous Pétain, sous la bannière du Sacré-Cœur et du culte du chef, aujourd'hui sous le drapeau de l'éducation civique moralisatrice, façon patronage, où la tolérance, la solidarité et le développement durable sont chantés sur tous les tons : pendant que de multiples associations s'invitent dans les classes pour « construire un puits au Burkina Faso », on néglige d'enseigner aux collégiens la géographie de l'Afrique et aux lycéens le rôle du FMI, de la Banque mondiale et des multinationales dans le pillage de ce continent.

Nous invitons tous ceux qui croient encore aux valeurs républicaines et démocratiques à dire « halte au massacre de l'enseignement de l'histoire et de la géographie » et, comme première mesure d'urgence, à signer la pétition de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (1) qui exige le maintien de l'enseignement obligatoire de l'histoire-géographie en terminale scientifique. La jeunesse a le droit de connaître le passé afin de pouvoir comprendre le présent et s'attacher ainsi à ne pas revivre les désastres qui ont toujours accompagné et suivi le déferlement de la misère, l'ignorance et l'enrôlement des hommes et des femmes au nom de la race ou de la religion ou de la terre.

Nous invitons ceux qui veulent se joindre à cet appel à le faire savoir auprès de Nicole Perron, 71 A, rue de Talant, 21000 Dijon, lucienperron@wanadoo.fr

(1) On la trouve sur le site de l'APHG.

PREMIERS SIGNATAIRES

ARRIGHI Paul, docteur en histoire, historien de Silvio Trentin ; ATTAS Marion, informaticienne ; AVOSSA Georges, retraité ; AYME Jean Jacques, professeur d'histoire géographie, collège de Trièves, Mens, historien des Jeunesses Socialistes 1944-1948 ; BARBE Michel, agrégé de géographie ; BART Jean, historien du droit ; BARTHOLY Marie Claude, agrégée de philosophie ; BECKER Alain, retraité ; BELISSA Marc, Maître de conférences en histoire moderne, Université Paris-Ouest Nanterre ; BENOIT Christophe, agrégé d'histoire, Montpellier ; BIHR Alain, professeur de sociologie, Université de Franche Comté ; BLANCHET Francis, agrégé de mathématiques, lycée Montaigne, Paris VI^{e} ; BOURDIN Gérard, historien, Institut de l'histoire du temps présent, Orne ; BOUTIN Claude, docteur es sciences, enseignant chercheur honoraire, Université de Toulouse ; BRAGANCA Manuel, Queen's University, Belfast ; BRUNEL Françoise, Maître de conférences honoraire d'histoire moderne et vice-présidente honoraire du Conseil scientifique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2004-2009) ; CASSARD Jean Pierre, agrégé d'histoire géographie, lycée Jules Ferry, Saint Dié des Vosges ; CHATELIER Marc, professeur des écoles IS, docteur en sciences de l'éducation, chargé de cours à l'Université de Nantes ; COQUARD Claude, agrégé de lettres, docteur en histoire ; COROMINAS Rolland, agrégé d'espagnol ; COLLIN Denis, agrégé de philosophie, docteur en lettres et sciences humaines ; CURTY Anne Marie, enseignante retraitée ; DARRAS Marie-Anne, agrégée de lettres classiques ; DAVANTURE Liliane, professeur de lettres-histoire géographie en lycée

professionnel, Le Creusot, 71 ; DELMAS Luc, agrégé et docteur en histoire ; DORMOIS Jean François, professeur d'histoire géographie en lycée professionnel ; DUPONT Dominique, professeur certifié de musique ; DURAND Paul, Pleneuf ; DURAND Yvette, Pleneuf ; DURAND-COQUARD Claudine, docteur en histoire ; EXCOFFIER Christine, professeur d'histoire géographie, lycée Périer à Marseille ; FOREY Elsa, professeur de droit public, Université de Franche Comté ; FRAYSSE Alain, professeur d'histoire géographie, collège Elsa Triolet, Paris XIIIe arrondissement ; FRAYSSE Liliane, agrégée d'histoire ; GAILLARD Jacques, professeur de lettres, Dijon ; GENET Catherine, professeur d'histoire géographie à la retraite, Montrichard, 41 ; GIROUD Colette, directrice d'école maternelle honoraire, Lyon ; GLOESS Eric, agrégé de mathématiques, collège Guillaume Budé, Paris XIXe arrondissement ; GIAPPICONI Catherine, agrégé de lettres modernes, docteur en littérature française ; GIBERT Olivier, professeur des écoles, école primaire Condorcet, Angoulême ; GIROT Pierre, professeur certifié de lettres en collège ; GODICHEAU Michel, agrégé, Président du Comité Républicain de la Roche de Murs ; GRUMBERG Pierre, journaliste à *Sciences et Vie*, après études d'histoire ; GUETH Paul, cheminot retraité ; HETZEL Ophélie, doctorante en linguistique et sémiologie, Paris Descartes ; HILLION Valérie, enseignante du primaire en Loire Atlantique ; HUGOT Serge, logisticien CPAM, Belfort ; JOUTEUX Daniel, chercheur autodidacte sur la Révolution française ; LABRASKA Franck, professeur de lettres, Université Rabelais à Tours ; LALANDE Franck, professeur de lettres modernes, lycée Balzac, Paris XVIIe arrondissement ; LANDRON Denise, PEGC lettres-histoire-géographie, en retraite, Seine-Saint-Denis ; LE BARS Loïc, agrégé, historien du syndicalisme enseignant ; LE BARS Michel, agrégé de mathématiques, lycée Montaigne, Paris, VIe arrondissement ; LE GAL Françoise, institutrice, retraitée ; LESCOT Camille, docteur en pharmacie diplômée de l'Université Paris Descartes, doctorante en chimie organique à l'Institut de Chimie des Substances Naturelles (Gif-sur-Yvette) ; LESCOT Claudie, professeur d'histoire géographie au collège Sonia Delaunay, en ZEP à Paris, XIXe arrondissement ; LOMBARDO Marie-Pierre, professeur de mathématiques, lycée Diderot, XIXe arrondissement ; MAILLARD Nicole, professeur d'histoire-géographie de collège, retraitée ; MALDONADO Joël ; MARIE Jean-Jacques, agrégé de lettres classiques, historien de la Révolution russe ; MARTIN Maurice, professeur d'histoire géographie, retraité, Mantes-la-Jolie, 95 ; MERLE René, agrégé d'histoire, docteur es lettres, cofondateur de l'association 1851 pour la mémoire de l'insurrection républicaine de décembre 1851 ; MOATTI-GORNET Danièle, agrégée d'histoire, docteur en philosophie, professeur au lycée Simone Weil à Paris IIIe arrondissement ; MOLENAT Viviane, professeur d'histoire géographie à la retraite ; MOLENAT Pierre, agrégé d'histoire, docteur d'Etat, directeur de recherche émérite au CNRS, spécialiste de l'Islam médiéval ; NOCAUDIE Jacques, président de l'Institut tarnais CGT d'histoire sociale, Albi ; NOLLEAU Gilbert, professeur d'histoire géographie, retraité ; NOLLEAU Marie Thérèse, professeur d'histoire géographie, retraitée ; PAGEARD Michel, directeur d'école retraité, Le Mans, Sarthe ; PALACIOS Claude, agrégée de lettres classiques ; PERRON Lucien, professeur retraité d'histoire géographie en collège PETREQUIN Michel, professeur certifié de lettres classiques retraité, Montpellier ; PICQUIER Marcel, professeur honoraire d'histoire géographie, auteur d'études historiques sur quelques figures lyonnaises (Etienne Dolet, Chalier) ; POLISSET Pascal, professeur des écoles, auteur de la "destruction des savoirs en temps de paix" ; QUENTIN Bernadette, retraitée PTT-FT ; QUILLING Jean-Luc, professeur d'histoire géographie, lycée Marie Curie, Strasbourg ; REY Michèle, agrégée d'allemand ; RITTERSPORN

Gabor, chercheur au CNRS, Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre européen, histoire socio culturelle de la Russie ; ROCHEDY Patric, conteur ; ROY Pierre, professeur de lettres retraité, auteur d'études historiques liées à la période de 14-18 ; ROY Roger, instituteur, Saint-Maximin, Var ; SCHAKENBOURG Eric, maitre de conférence en histoire moderne, Université de Nantes, Institut Universitaire de France ; SCHIAPPA Jean-Marc, historien des babouvistes, président de l'Institut de recherches et d'études de la Libre pensée ; SEBBAN Serge, professeur au lycée Bergson à Paris XIX[e] arrondissement ; STRELETSKI Gérard, chef d'orchestre, musicologue, maître de conférences des universités, département de Musicologie, Université Lumière-Lyon 2, Sciences du langage et Arts ; TIMSIT Roland, comédien ; TOUTON Isabelle, maître de conférence d'Espagnol, Bordeaux 3 ; VARNET Olivier, neurologue, centre hospitalier de Gonesse, 95 ; VERGNE Olivier, enseignant, lycée Marcel Rudloff, Strasbourg ; VERLHAC Martine, professeur honoraire de philosophie en Premières Supérieures ; VERRIER Pascal, professeur de philosophie, lycée Montaigne, Paris VI[e] arrondissement.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360